

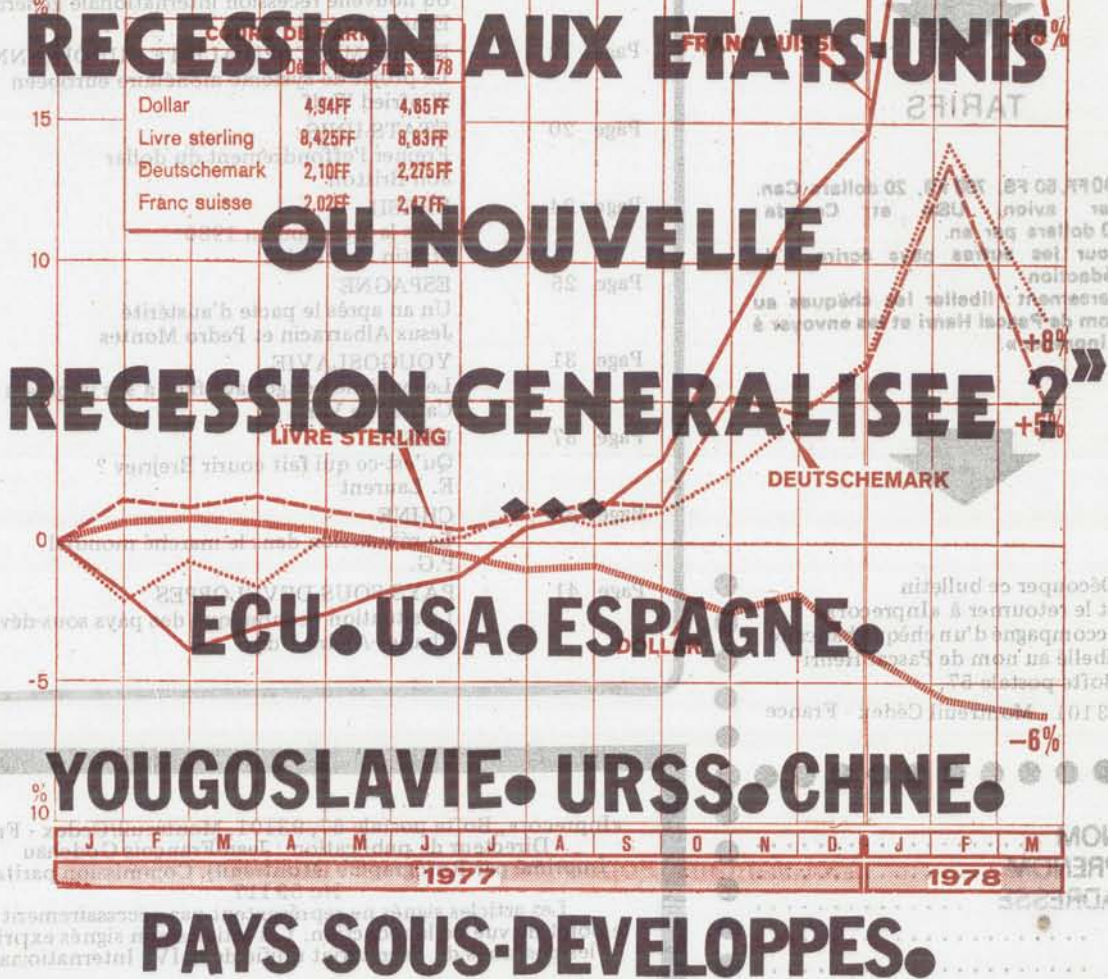


bimensuel
n°41-42 • 30/12/78 •
8Ff • 56Fb • 4,80Fs •

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

ERNEST MANDEL : « 1979-1980



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100 FF, 60 FB, 700 FB, 20 dollars Can.
Par avion, USA et Canada :
30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la
rédaction.
Versement : libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envoyer à
« Inprecor ».



Découper ce bulletin
et le retourner à « Inprecor »
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Sommaire

Page 3	ECONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE 1979-1980 : récession seulement aux Etats-Unis ou nouvelle récession internationale généralisée ? Ernest Mandel
Page 12	ECONOMIE CAPITALISTE EUROPEENNE Le projet de système monétaire européen Winfried Wolf
Page 20	ETATS-UNIS Freiner l'effondrement du dollar Jon Britton
Page 24	BRESIL Vers la récession en 1980 Martin Fernandez
Page 25	ESPAGNE Un an après le pacte d'austérité Jesus Albarracin et Pedro Montes
Page 31	YOUgosLAVIE Le système yougoslave face à ses impasses Catherine Verla
Page 37	URSS Qu'est-ce qui fait courir Brejnev ? E. Laurent
Page 38	CHINE La réinsertion dans le marché mondial P.G.
Page 41	PAYS SOUS-DEVELOPPES La situation économique des pays sous-développés Charles-André Udry

« Inprecor », Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire :
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.



Economie capitaliste internationale

1979-1980 : Récession seulement aux Etats-Unis ou nouvelle récession internationale généralisée?

Ernest MANDEL

I

LA CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE FIN 1978

Fin 1978, la conjoncture économique internationale est dominée par les signes avant-coureurs d'un retournement conjoncturel aux Etats-Unis, le seul pays impérialiste où la reprise économique des années 1976-1978 avait acquis une certaine ampleur. Ces signes sont les suivants : un emballement caractéristique du système du crédit; une hausse du taux d'inflation; une élévation des taux d'intérêt (1) qui finira par étrangler le « mini-boom » de l'automobile et le « mini-boom » de la construction, tous les deux en réalité des « mini-boom » du crédit (crédit à la consommation et crédit hypothécaire). Les commandes de biens d'équipement commencent à montrer des signes d'essoufflement. La hausse des profits des grands trusts industriels, qui était le trait dominant pendant toute la reprise, se heurte à tous les facteurs que nous venons de mentionner. Dans ce domaine aussi, le retournement semble proche.

En fait, l'hebdomadaire américain *Business Week* signale dans son numéro du 30 octobre 1978 que si les profits capitalistes sont encore en progrès de 12 à 13% au troisième trimestre

1978 par rapport au troisième trimestre 1977, ils sont déjà en recul par rapport au deuxième trimestre 1978 pour 60% des sociétés par actions. Et 45% de ces sociétés ont vu leurs marges bénéficiaires réduites par rapport à celles de l'année 1977, elles-mêmes fort maigres pour une année de reprise économique assez vigoureuse.

Les mesures prises par le Président Carter le 1er novembre 1978 en vue d'arrêter la chute vertigineuse du taux de change du dollar par rapport à celui des « devises fortes » (avant tout le *Deutsche Mark* et ses devises satellites, le *yen* et le franc suisse), et de freiner l'élévation du taux d'inflation aux Etats-Unis, renforcent le jeu de tous les facteurs qui déterminent un renversement de la conjoncture aux Etats-Unis. Elles n'ont pas causé et ne causeront pas ce renversement. Celui-ci est inhérent à la marche cyclique de l'économie capitaliste. La politique économique des gouvernements bourgeois, surtout ceux qui, comme celui des Etats-Unis, disposent de ressources énormes, peut soit freiner soit accélérer ces tendances. La politique de l'administration Carter, après avoir « joué » l'expansion pendant trois ans, joue maintenant la récession modérée. Voilà le sens des mesures dites de « défense du dollar ».

Nous disons qu'elle joue « la récession modérée ». En effet, elle est soumise à plusieurs contraintes auxquelles elle ne peut pas facilement échapper. Il y a avant tout une contrainte socio-politique. Contrairement à un mythe largement répandu en Europe occidentale, il n'y a aucune « vague de fond » conservatrice chez les masses laborieuses aux Etats-Unis, et surtout aucun affaiblissement de la force organisée des syndicats, qui justifierait l'hypothèse que la classe ouvrière de ce pays se résignerait devant un taux de chômage de 8 ou de 10%.

Au contraire, toute l'évolution des syndicats au cours des douze et vingt-quatre derniers mois indique qu'une nouvelle aggravation du chômage, jointe aux autres manifestations de l'offensive anti-ouvrière de la part de l'administration Carter, accentuerait les tendances initiales de radicalisation au sein des syndicats, ainsi que la reprise de combativité d'une série de secteurs de la classe ouvrière. Or, l'année 1980 est une année d'élection présidentielle aux Etats-Unis. Accentuer le cours vers une récession économique grave, qui augmenterait considérablement le chômage jusqu'à la veille des élections présidentielles, serait donc une opération de suicide politique.

Par ailleurs, une récession grave aux Etats-Unis aurait des répercussions non moins graves

sur l'économie capitaliste internationale. Elle impliquerait inévitablement l'extension de cette récession à l'ensemble des pays impérialistes et à un grand nombre de pays semi-coloniaux et dépendants, au cours de l'année 1980, voire déjà vers la fin de 1979. Vu le caractère détérioré de la situation internationale du capital par rapport à 1974 - tant sur le plan économique que social et politique - les risques de «déstabiliser» des pays importants, qu'une telle récession comporte, seraient graves pour la bourgeoisie internationale, et, par ricochet, pour l'impérialisme américain.

Dans ces conditions, le calcul de l'administration Carter est assez clair : provoquer une récession modérée en 1979, qui pourrait être limitée tant en profondeur qu'en durée. Un des facteurs essentiels de modération de la récession américaine serait le fait qu'elle coïnciderait avec le maintien, sinon une certaine accélération, de la reprise dans plusieurs pays impérialistes importants, surtout l'Allemagne occidentale et le Japon. De même que la reprise plus forte aux USA a «nourri» la reprise en Allemagne et au Japon, malgré la politique de «stabilisation» des deux gouvernements au cours de l'année 1978, la reprise plus forte en RFA et au Japon pendant l'année 1979 pourrait «nourrir» une reprise aux USA en 1980, malgré une politique américaine de «stabilisation pour la défense du dollar».

Ainsi, l'administration Carter aurait remporté des succès sur plusieurs terrains à la fois. Elle pourrait se rapprocher de l'échéance électorale sans un chômage massif ouvert accru sur les bras. Les taux d'inflation aux USA d'une part, et en RFA et au Japon d'autre part, pourraient se rapprocher de nouveau. Le déficit de la balance des paiements américaine se réduirait de manière drastique. Le dollar se redresserait durablement. Et peut-être a-t-elle de plus l'espoir qu'une hausse «modérée» du chômage différerait d'une hausse plus forte, suffirait pour modérer aussi, pen-

dant quelques années, la radicalisation lente au sein des syndicats et de couches déterminées de la classe ouvrière aux Etats-Unis.

Tel est le scénario prévu. A-t-il des chances de se réaliser ?

En dernière analyse, il est fondé sur une hypothèse fondamentale, celle d'une désynchronisation du cycle dans les principaux pays impérialistes, qui se maintiendrait tout au long des années 1979 et 1980.

Rappelons que cette désynchronisation avait limité l'ampleur des récessions économiques pendant les années 50 et 60. Elle a été surmontée au cours du «boom spéculatif» des années 1972 et 1973, qui fut universel dans tous les pays impérialistes. Une récession commune à tous ces pays lui a succédé en 1974 et 1975. L'espoir des capitalistes d'échapper à une nouvelle récession généralisée en 1979 et 1980 se fonde, pour l'essentiel, sur l'affirmation qu'il y a eu désynchronisation de la reprise au cours de l'année 1976, 1977 et 1978.

Or, en regardant de plus près cette affirmation, nous constatons qu'elle ne reflète que fort partiellement la réalité économique. S'il est vrai que des pays impérialistes importants comme la Grande-Bretagne, l'Italie et même la France ont connu des phases de stagnation, voire de recul de la production industrielle pendant la période de reprise 1975-1977, cela n'est plus vrai vers la fin de l'année 1977. Seuls quelques petits pays impérialistes, comme la Suède ou la Nouvelle-Zélande, se trouvent encore dans cette situation :

Production industrielle en septembre 1978 comparée à celle de septembre 1977.			
USA	6,5%	Canada	5%
RFA	3,5%	Italie	2,5%
Japon	7,5%	Australie	2,0%
France	1,5%	Pays-Bas	8,0%
Grande-Bretagne	3,0%	Suède	-5,0%

Source : *The Economist* du 18 novembre 1978. Les chiffres d'Italie et de Suède se rapportent au mois de juillet.

Au lieu d'une désynchronisation du cycle, on doit donc parler plus correctement d'une inégalité de la reprise en 1978. Dans ces conditions, il n'est nullement prédéterminé qu'avec un certain décalage de l'ordre d'un ou de deux trimestres - qui s'était d'ailleurs aussi produit lors de la récession de 1974-75 - la récession américaine qui s'annonce ne se prolongera pas dans la majeure partie des pays impérialistes. Ceci est d'autant plus probable que vers la fin de 1978, les signes d'essoufflement de la reprise, beaucoup plus faible et hésitante, se multiplient également dans une série de pays impérialistes : Grande-Bretagne, Italie, France, Suisse. Même au Japon, le taux de croissance de 7,5% pour la période de septembre 1977-septembre 1978 est tombé à 2% pour le trimestre juillet 1978-septembre 1978.

En réalité, la vérification de l'hypothèse sous-jacente au scénario Carter dépend d'un seul pays : la République fédérale allemande. Là, les signes qui apparaissent fin 1978 laissent présager en effet une modeste accélération de la croissance en 1979 plutôt qu'un renversement de conjoncture, toute chose restant égale par ailleurs. Toute la question est de savoir si un taux de croissance passant de 3,5% à 4% dans un seul pays sera de taille à empêcher une récession chez la plupart de ses partenaires du Marché commun, voire au Japon, surtout sous l'impact d'une récession aux Etats-Unis. On le voit, l'espoir est plutôt tenu.

LES TENDANCES DU MARCHE MONDIAL

Mais pour pouvoir esquisser des perspectives économiques plus précises, il faut avant tout examiner les modifications structurelles en cours dans l'économie capitaliste internationale, plutôt que de s'hypnotiser sur les fluctuations conjoncturelles à court, et quelquefois même à très court terme.

La faiblesse persistante du dollar n'a pas pour cause essentielle l'accroissement spectaculaire des importations de produits pétroliers. Elle a pour cause essentielle la détérioration des conditions compétitives de l'impérialisme américain sur le marché mondial. Les deux aspects « techniques » de la chute du dollar, l'inflation plus forte aux Etats-Unis, qui résulte d'une politique plus « expansive » que celle de la RFA, du Japon, de la France, etc., la tentative du gouvernement américain pour rendre plus compétitives les exportations des Etats-Unis grâce à un dollar dévalué - sont structurellement reliés à cette cause fondamentale.

C'est parce que l'industrie manufacturière des Etats-Unis a perdu ses avances en productivité dans la plupart des domaines, c'est parce que le parc et

le profil industriels des USA sont relativement démodés par rapport à ceux de la RFA et du Japon et parce qu'en même temps la capacité de production potentiellement excédentaire y est beaucoup plus élevée, que le gouvernement des Etats-Unis doit appliquer une politique plus inflationniste pour éviter une hausse catastrophique du chômage et du sous-emploi de l'outil.

Là où de nombreux commentateurs, tant bourgeois que ceux qui se réfèrent au marxisme, voient soit une « conspiration » soit un « laxisme monétaire irresponsable assis sur la suprématie politique », nous voyons une contrainte économique, relayée par une priorité socio-politique : éviter que ne se reproduise aux Etats-Unis, au sein de la classe ouvrière, un climat de contestation à l'égard du système social comparable à celui que connaissent la plupart des autres pays capitalistes de par le monde.

Il faut d'ailleurs constater que la politique qui consiste à favoriser les exportations américaines au moyen de la dévalorisation constante du dollar a été un échec. Ou plus exactement : elle n'a pas pu empêcher une détérioration continue de la position des Etats-Unis sur le marché mondial. Elle a tout au plus empêché que cette détérioration ne s'aggrave davantage.

Nous avons déjà signalé auparavant que les USA ont définitivement perdu la position de premier exportateur de produits manufacturés sur le marché mondial, position occupée maintenant par la RFA. Même leur deuxième position est talonnée de très près par le Japon.

(voir tableau ci-dessous)

Le fait nouveau, c'est qu'à partir du troisième trimestre 1977, les exportations ouest-allemandes dépassent celles des USA dans leur ensemble, y compris les exportations de produits alimentaires et de matières premières, pour lesquelles les Etats-Unis sont évidemment bien mieux placés que la RFA, vu leurs immenses ressources naturelles (surtout en ce qui concerne les céréales). Il est possible que la tendance se soit inversée pendant les deux derniers trimestres de 1978. Mais elle suffit pour indiquer la nature essentiellement défensive de la « négligence bénigne » de l'administration Carter, qui a toléré la chute libre du dollar, et non son caractère prétendument offensif :

(voir tableau page suivante)

Les autres modifications structurelles en cours sur le marché mondial sont essentiellement les suivantes :

- * Aggravation de la concurrence que les pays semi-industrialisés de l'Asie

Part des principaux pays impérialistes dans les exportations mondiales de produits manufacturés

	USA	RFA	Japon	France	Grande-Bretagne	Italie
1968	20,1%	19,4%	10,6%	8,2%	11,6%	7,3%
1970	18,5%	19,8%	11,7%	8,7%	10,8%	7,2%
1972	16,1%	20,2%	13,2%	9,3%	10,0%	7,6%
1974	17,2%	21,7%	14,5%	9,3%	8,8%	6,7%
1976	17,2%	20,5%	14,6%	9,7%	8,8%	7,1%
1977	15,5%	20,7%	15,4%	9,9%	9,4%	7,6%
Troisième trimestre 1977	16,0%	20,6%	15,4%	9,9%	9,9%	7,5%
Quatrième trimestre 1977	14,7%	21,0%	15,2%	10,0%	9,6%	8,1%
Premier trimestre 1978	14,4%	20,9%	16,8%	9,5%	9,9%	6,6%
Deuxième trimestre 1978	15,1%	20,8%	16,0%	9,7%	9,2%	7,8%
Troisième trimestre 1978	16,1%	20,8%	15,8%	10,1%	9,9%	7,2%

Source : National Institute Economic Review, novembre 1978

Exportations totales, en milliards de dollars courants (en moyenne trimestrielle)						
	USA	RFA	Japon	France	Grande-Bretagne	Italie
1968	8,6	6,2	3,2	3,2	-	2,6
1972	12,4	11,6	7,2	6,4	-	4,6
1976	28,8	25,5	16,8	14,0	11,1 (1975)	9,2
Troisième trimestre 1977	30,6	29,5	20,2	16,2	15,2	11,0
Quatrième trimestre 1977	29,5	32,1	21,2	17,5	15,5	12,1
Premier trimestre 1978	31,1	32,4	23,9	17,3	17,0	11,5
Deuxième trimestre 1978	33,7	34,8	23,8	18,4	16,6	13,7
(Source : National Institute Economic Review, novembre 1978)						

orientale (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour) font aux pays impérialistes, avant tout au Japon, dans une série de branches non seulement de l'industrie traditionnelle (textiles et vêtements, souliers, jouets), mais encore en assemblage électronique, horlogerie, les constructions à l'étranger, et même la construction navale. L'hebdomadaire *Far Eastern Economic Review* écrit à ce propos dans son numéro du 13 octobre 1978 :

« Des fluctuations dans la valeur du yen ont contribué à accélérer le rythme avec lequel d'autres pays de l'Est asiatique ont dépassé la puissance compétitive de l'industrie japonaise. Comme le changement dans la structure industrielle du Japon se ralentit, et que celle des autres pays de l'Asie orientale glisse de l'industrie légère à l'industrie lourde et chimique à un rythme dépassant celui du Japon des années 60, la structure industrielle des pays de la région devient de plus en plus similaire, et l'intégration verticale de la production qui a alimenté les phases initiales de leur croissance s'efface progressivement. »

Rappelons, pour mémoire, que les exportations totales de la Corée du Sud, de Taïwan et de Hong-Kong s'élevèrent en 1976 à plus ou moins 7,5 milliards de dollars pour chacun de ces

pays, dont 88 % étaient des produits manufacturés pour la Corée du Sud, 79,4 % pour Taïwan et près de 90 % pour Hong-Kong. (Leurs exportations globales atteignent 50 % de celles de l'Italie, avec une population globale pour ces trois pays qui équivaut à la population italienne. Ce qui veut dire que les exportations par tête d'habitant ont déjà atteint le niveau de 50 % de celles de l'Italie). Mais alors que les exportations de Hong-Kong restent essentiellement centrées sur l'industrie légère, c'est déjà moins le cas pour Taïwan (20 % des exportations se situent dans le secteur machines électriques et produits de l'industrie métallurgique) et pour la Corée du Sud, qui exporte de plus en plus de produits de la sidérurgie, des bateaux, du ciment, des produits pétrochimiques, etc., et se lance dans la construction mécanique (2).

Les craintes sérieuses que cette concurrence éveille au Japon ont conduit à une double réaction : la poussée vers une « grande rentrée » sur le marché chinois d'une part (voir la note spéciale dans ce numéro d'*Inprecor*); la tentative d'organiser une nouvelle division du travail horizontale avec ces nouveaux concurrents, dans le cadre d'une sorte de « Marché commun de l'Asie orientale », englobant le Japon, Corée du Sud, Taïwan et Hong-Kong d'autre part. L'i-

dée fut lancée lors de la visite du principal stratège du Parti libéral-démocratique du Japon, Masumi Esaki, à Séoul, en juillet 1978, et en principe acceptée par le régime Park de la Corée du Sud.

* Le ralentissement sérieux de l'expansion du marché offert par les pays de l'OPEP aux pays impérialistes, phénomène qui s'accompagne d'ailleurs d'une réduction ultra-rapide des excédents de la balance des paiements de ces pays, qui passent de 65 milliards de dollars en 1974 à moins de 10 milliards en 1978 et qui pourraient disparaître complètement en 1979 ou 1980 (l'Iran a déjà un déficit d'un milliard de dollars de sa balance des paiements en 1978). Les importations de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole (y compris le Mexique), qui sont passées de 2 milliards de dollars en 1968 à 4 milliards en 1972, 9 milliards en 1974 et 17 milliards en 1976 (en moyennes trimestrielles), atteignent 22,5 milliards au deuxième trimestre 1977, 23 milliards de dollars au troisième trimestre, 25,4 milliards au quatrième trimestre et 24,6 milliards au premier trimestre 1978, c'est-à-dire stagnent compte tenu de la dépréciation du dollar. Et la riposte de l'OPEP à prévoir - une nouvelle hausse du prix du pétrole fin 1978 - n'arrangera pas « la lutte contre l'inflation » dans les pays impérialistes.

L'Iran a dû réduire beaucoup de projets d'investissements (et d'importation), notamment celui de huit centrales nucléaires de construction américaine et de quatre centrales nucléaires supplémentaires de construction allemande (deux centrales d'origine allemande et deux d'origine française continuent à être construites).

* Le recul des ressources des pays d'Amérique latine (à l'exception du Mexique), ce qui s'exprime clairement dans les chiffres suivants des exportations pour l'ensemble du continent (à l'exception du Vénézuéla et du Mexique) : 9,3 milliards au deuxième trimestre 1977, 8,2 milliards au troisième trimestre, 8,2 milliards au quatrième trimestre et 8,5 milliards au premier trimestre 1978 (toujours en moyenne trimestrielle), ce qui, compte tenu de la dévalorisation du dollar, reflète un recul net en volume.

Bien entendu, le boom des exportations de produits pétroliers et de gaz naturel prévu au Mexique donnera une place à part à ce pays dans l'évolution de la conjoncture économique internationale au cours des prochaines années.

La production mexicaine de pétrole s'élève actuellement à 1,4 million de barrils par jour; elle devrait doubler d'ici 1981. Les réserves sont estimées à 200 milliards de barrils, supérieures à celles de l'Arabie saoudite. L'administration Lopez Portillo espère obtenir d'ici la fin de 1982 30 milliards de dollars de revenus pétroliers et pétro-chimiques. Jouant sur la concurrence nippon-américaine, la bourgeoisie mexicaine s'efforce aussi d'utiliser ce pactole imprévu pour accroître son autonomie par rapport à Washington et à Wall Street - ce à quoi l'impérialisme américain riposte en renforçant son emprise technologique, établissant

notamment sa propriété sur toutes les plate-formes *off-shore* - et en exerçant même une discrète pression militaire (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 16 novembre 1978).

* La stagnation relative du commerce Est-Ouest. Celui-ci avait même reculé en 1977, vu l'énorme déficit de la balance des paiements des pays de l'Europe orientale et de l'URSS par rapport aux pays impérialistes. Il a repris son expansion en 1978. Mais celle-ci s'est traduite immédiatement par une nouvelle aggravation sérieuse de l'endettement de ces pays par rapport aux banques capitalistes, ce qui incitera leurs gouvernements à freiner une fois de plus son expansion.

Une étude publiée fin novembre 1978 par la *Commission économique des Nations-Unies pour l'Europe* affirme que les dettes nettes des pays de l'Est à l'égard des banques occidentales ont augmenté de 7,2 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 1978, contre une augmentation de 3,8 milliards de dollars en 1977 et de 6 milliards de dollars en 1976. Selon la *Neue Zürcher Zeitung* du 12/9/78, les exportations ouest-allemandes vers les pays de l'Est sont en recul, de 17,4 milliards de DM en 1975 et 1976 à 16,7 milliards de DM en 1977, et 8,7 milliards de DM au premier semestre 1978. Les «accords de compensation» conclus notamment dans le domaine de la chimie pour échapper à la stagnation des échanges résultant d'un endettement excessif - accords qui assurent un débouché sous forme de troc aux produits chimiques d'Europe orientale - inquiètent gravement des trusts comme ICI, car ils menacent leurs propres marchés (*Financial Times* du 6 novembre 1978).

* L'accentuation des tendances protectionnistes, aux Etats-Unis, mais pas seulement dans ce pays. Le

nouvel accord GATT sur la réduction des tarifs douaniers qui vient d'être conclu peut être considéré à ce propos comme un demi-échec. Même au sein de la Communauté économique européenne, les mesures protectionnistes s'accroissent, non seulement à l'égard des «pays-tiers», mais même entre pays membres, fût-ce dans des proportions encore modestes. Toute une série de techniques indirectes sont utilisées à ce propos, notamment la différence des taux de TVA (qui varient, pour l'automobile, entre 11 % en RFA et 33 % en France). En 1973, la Commission de la CEE enquêtait sur 60 cas spécifiques de violation de la règle de libre entrée des produits en provenance des pays membres. Aujourd'hui, elle enquête sur 400 cas. Mais comme le dit l'hebdomadaire *The Economist* du 28 octobre 1978, ce n'est là que le sommet de l'iceberg.

La pression protectionniste est évidemment la plus forte dans les pays impérialistes les plus vulnérables parce que les moins compétitifs, comme l'Italie ou la Grande-Bretagne. «Il est difficile d'exagérer l'atmosphère de désespoir qui prévaut lorsque deux ou trois responsables de la politique économique de la Grande-Bretagne se réunissent actuellement. Il ne faut que quelques minutes avant que l'un de ces responsables brise le tabou et pose la question de savoir si l'évolution prévue vers le protectionnisme dans les années 1980 sera initiée par la gauche ou par le centre» (*The Observer* du 26 novembre 1978).

En somme, on peut conclure que le marché mondial ne favorise guère une poursuite de la reprise économique dans les pays impérialistes. On peut même prévoir que lors de la prochaine récession, des pays comme le Brésil, la Corée du Sud, Taïwan, les pays membres de l'OPEP, ne connaîtront pas seulement un ralentissement de leur taux de croissance mais que, vu leur intégration plus grande dans le marché mondial

qu'en 1974, ils riquent de connaître, eux aussi, un recul absolu de l'activité économique.

Les prévisions d'un accroissement du volume du commerce mondial de 6 % en 1978, avancées par la *National Institute Economic Review* (op. cit.) peuvent être jugées comme peu réalistes. Mettant l'accent sur l'extension des mesures protectionnistes, l'étude annuelle du GATT («*International Trade 1977-1978*»), est bien plus prudente.

III

LES FACTEURS STRUCTURELS QUI ÉTRANGLENT LA REPRISE AU SEIN MEME DES PAYS IMPÉRIALISTES

Aux forces qui freinent l'extension du marché mondial pour les marchandises capitalistes, il faut ajouter les facteurs qui étranglent la reprise sur le marché intérieur des principaux pays impérialistes, lui-même le secteur principal de ce marché mondial (sur des importations mondiales de 274 milliards de dollars en 1977 - en dehors de celles des Etats ouvriers -; les pays impérialistes en achetèrent 195 milliards, soit 78,5 %).

Le pouvoir d'achat des larges masses ne progresse que marginalement, ou ne progresse guère, sous l'effet combiné de l'inflation, du chômage massif en augmentation, et de la politique d'austérité, avec ses attaques contre l'augmentation des salaires et les allocations de sécurité sociale. Le chômage officiellement reconnu ne cesse d'augmenter - sauf aux Etats-Unis. Fin 1978, il atteint les 17 millions dans les pays impérialistes : (voir tableau ci-contre).

Comme ces chiffres sont fortement sous-évalués, surtout en Italie, en France, aux Etats-Unis, le chiffre réel des chômeurs dans les pays impérialistes s'élève vraisemblablement en ce moment à plus de 20 millions.

Or, il s'agit là de chiffres au cours d'une phase de reprise économique du cycle. S'il y a

une nouvelle récession, on peut s'attendre à ce que le chiffre des chômeurs officiellement reconnus atteigne les 20 millions, le chiffre réel frôlant les 25 millions. La gravité extrême de ces chiffres saute aux yeux. Elle confirme tout ce que les marxistes ont toujours dit au sujet du mode de production capitaliste. Tant pis pour les thuriféraires du mythe de «l'économie mixte» - qui n'est plus capitaliste...

L'aggravation du chômage, jointe aux atteintes aux droits acquis en matière de sécurité sociale - qu'on pense à l'augmentation considérable des cotisations à la sécurité sociale que le gouvernement Barre vient d'imposer aux salariés français, aux retraités et y compris à certaines catégories de chômeurs ! - signifie une ponction sérieuse du pouvoir d'achat des masses, empêchant de ce fait toute poursuite de la relance par la consommation. Aux Etats-Unis, au 9 septembre 1978, les ventes au détail avaient nominalement augmenté de 10 % par rapport au début septembre 1977, alors que le coût de la vie s'est officiellement

reusé en 1978, le volume des ventes au détail y a à peine retrouvé son niveau de 1973 au troisième trimestre 1978 :

Volume des ventes de détail en Grande-Bretagne (indice 100 en 1975)

1971	94
1972	99
1973	103
1974	102
1975	100
1976	100
1er trimestre 1977	97
2ème trimestre 1977	96
3ème trimestre 1977	98
4ème trimestre 1977	98
1er trimestre 1978	100
2ème trimestre 1978	101
3ème trimestre 1978	104

(Source : *National Institute Economic Review*, novembre 1978)

Les investissements productifs n'évoluent guère de manière plus favorable. En volume, ils restent en Grande-Bretagne en-dessous du niveau de 1970 (!) et de celui de 1971, bien qu'ils progressent depuis le deuxième semestre de 1977.

En France, l'enquête «quadrimestrielle» de l'INSEE révèle qu'après le recul important des investissements en 1974 et 1975, la reprise qui se dessinait en 1976 est restée sans lendemain, puisqu'il y eut, de nouveau, recul des investissements en 1977. Pour 1978, on s'attend à une stagnation dans le secteur privé, compensée par une augmentation des investissements dans le secteur public. Selon *Le Monde* du 10 octobre 1978, le volume des investissements dans les entreprises privées sera en 1978 de 5 % inférieur à celui de 1973.

Au Japon, après un recul de 2,5 % en 1975, les investissements avaient repris en 1976 et 1977, mais à un rythme beaucoup plus modéré qu'au cours des années 60 (plus 3,8 % en 1976, plus 4,2 % en 1977). Il semble bien que là aussi, des signes d'essoufflement se mul-

Chiffre officiel des chômeurs en octobre 1978 (en millions)

USA	5,9
Italie	1,7
Grande-Bretagne	1,4
Japon	1,3
France	1,2
Espagne	1,2
RFA	1,0
Canada	1,0
Australie	0,4
Belgique	0,4
Pays-Bas	0,2
Autres pays impérialistes	1,5

accru de 8,4 %. Le volume du commerce de détail avait donc augmenté à peine de 1,5 % (*Business Week*, 2 octobre et 13 novembre 1978). La situation est encore plus nette en Grande-Bretagne. Malgré une reprise économique plus vigou-

tiplient, surtout parce que le boom des exportations est en train de ce casser les reins sur la hausse du yen. Selon le *Financial Times* du 7 septembre 1978, le volume des exportations japonaises est tombé de 2,5 % au deuxième trimestre 1978 (par rapport au deuxième trimestre 1977), chute qui est passée à 7,6 % en juillet 1978. C'est surtout la construction navale, la sidérurgie et les appareils de TV qui marquent le coup. Mais même dans l'automobile, secteur dans lequel le Japon était devenu le premier pays exportateur du monde à partir de 1975, la conjoncture semble se retourner. Il est significatif que pour éviter la stagnation économique en 1979, c'est sur un gonflement des investissements publics d'infrastructure qu'on compte, et non sur une reprise des investissements privés. Ceux-ci n'augmenteraient plus que de 2,9% en 1979, contre 6,9% en 1978 (*AGEFI*, 14 décembre 1978).

Il est vrai que l'industrie japonaise a des projets ambitieux à long terme. C'est le seul pays du monde qui a vu se réduire la part des *computers* américains sur le marché intérieur. Le groupe Fujitsu-Hitachi se lance maintenant dans une grande offensive d'exportation, appuyée sur une technologie qui est comparable à celle de l'IBM, sur l'alliance avec Siemens en Europe et Amdahl aux USA, sur une «guerre des prix» avec IBM, et sur la prévision d'un dépassement technologique dans la prochaine génération de calculatrices électroniques (voir *Le Monde* du 21 septembre 1978). Mais ces projets à long terme n'impliquent pas des investissements d'une ampleur telle qu'ils raniment l'ardeur des trusts, qui n'escomptent guère une expansion rapide de leurs débouchés extérieurs, et sont de ce fait réticents à accroître considérablement leur capacité de production.

Quant aux Etats-Unis, il s'y était produit une reprise vigoureuse des investissements privés en 1977, qui s'est poursuivie en 1978, alimentant la reprise.

Jusqu'où ira-t-elle en 1979 ? *Business Week* écrit dans son numéro du 4 décembre 1978 : «La production de biens d'équipement... perd quelque peu son exubérance. En septembre et octobre, elle s'est accrue au taux annuel de 5 %; au cours des huit mois précédents, elle avait progressé plus de deux fois plus rapidement».

Dans le numéro du 13 novembre du même hebdomadaire, on pouvait lire que selon les sondages, les dépenses d'investissements prévues par les firmes capitalistes pour 1979 s'élèvent à 171,4 milliards de dollars, ce qui, compte tenu d'un taux d'inflation de 8 % dans le secteur des biens d'équipement, ne représente qu'une augmentation de 2 % en termes réels, la plus faible depuis 1975. Encore ce chiffre sera-t-il revu et corrigé dans le sens de la baisse, si la conjoncture se détériore.

Reste l'Allemagne fédérale, où l'on s'attend à un accroissement plus substantiel des dépenses d'investissements en 1979 (3). Mais encore une fois, une expansion modérée en RFA suffit-elle pour éviter un retournement de la conjoncture économique internationale ?

La cause de l'absence d'un «boom des investissements» ne réside pas tellement dans l'insuffisance absolue des profits - qui ont fortement augmenté dans la plupart des pays impérialistes en 1976-1977 - que dans la pression de capacités de production excédentaires, et les incertitudes que l'inflation, les désordres monétaires internationaux et l'absence d'importants débouchés nouveaux font peser sur les grands projets d'investissements à long terme. En bref, malgré la hausse des profits, le taux de profit ne s'est pas suffisamment relevé et la résistance acharnée des travailleurs contre la politique d'austérité y est évidemment pour quelque chose. «Beaucoup de compagnies se plaignent de ce qu'il est de plus en plus difficile de découvrir des projets d'investissements qui permettent

suffisamment de profits pour justifier le risque d'investir. Mr. Jones, de la General Electric, a rappelé lors de sa déposition devant le Sénat, que le rendement net des compagnies non financières est tombé à un maigre 4 % en 1977, par rapport à 9,9 % lors de la période d'investissements élevés de 1965, si l'on enlève les profits 'fantômes' de stocks réappréciés et le sous-amortissement» (*Business Week* du 18 septembre 1978).

Une constatation analogue s'applique à la Grande-Bretagne. En 1977, le taux de profit réel (en éliminant l'incidence de la réévaluation des stocks) s'est accru de 3,5% à 4,5%. Ceci est à comparer aux 10-14% des années 60 et aux 7-9% du début des années 70. (*Neue Zürcher Zeitung*, du 13 octobre 1978). Le capital de la seule RFA semble avoir connu une hausse substantielle du taux moyen de profit.

IV

DES NUAGES SOMBRES SUR LE SYSTEME DE CREDIT INTERNATIONAL

Ce n'est pas seulement la nécessité d'empêcher un emballement de l'inflation aux Etats-Unis - nourrie à son tour par la dévalorisation constante du dollar, après l'avoir propulsée - qui a incité l'administration Carter à prendre les mesures spectaculaires du 1er novembre 1978, au risque de précipiter une récession aux Etats-Unis. Les risques graves que la chute libre du dollar faisait peser sur l'ensemble du système international du crédit ont sans aucun doute pesé lourdement dans la balance pour déterminer un renversement de priorités dans la politique conjoncturelle de cette administration. Exprimant un premier avis sur les répercussions possibles des mesures du 1er novembre, le *Wall Street Journal* écrit le 2 novembre 1978 : «Si cette intervention sur les marchés des changes n'est qu'une opération cosmétique, il est probable que le dollar s'effondre et avec lui le système du commerce international et les économies occidentales en général».

Il existe aujourd'hui une masse énorme de dollars de papier dans le circuit bancaire en dehors des Etats-Unis, masse que Michel Lélart évalue à 720 milliards de dollars (*Le Monde* du 14 novembre 1978). Ceux qui détiennent de gros paquets de dollars-papier se résignent à perdre chaque année un peu de leur capital - lorsque le taux de change du dollar s'effrite par rapport à d'autres devises, ou par rapport à l'or et aux diamants - car leurs pertes seraient encore plus fortes s'ils devaient se défaire d'un seul coup de tous leurs dollars, le marché des changes réagissant par des baisses très fortes à toute opération de vente massive.

Mais lorsque l'effritement se transforme en une saignée, ils pourraient être pris de panique et, anticipant une dévalorisation galopante du dollar, se défaire à tout prix de ces avoirs. Dans ce cas, il n'y aurait pas seulement effondrement du cours. Il pourrait y avoir insolvabilité du système bancaire, y compris celui des USA, à l'étranger et aux Etats-Unis. Car où trouver l'or ou les devises étrangères pour racheter pour plusieurs dizaines de milliards de dollars ? (4).

«Les pays de l'OPEP par exemple détiennent des Bons du Trésor américain qui sont des emprunts à court terme, et des dépôts liquides pour en gros 50 milliards de dollars. S'ils ne devaient pas les renouveler - une possibilité qui n'est certes concevable que dans le contexte d'une panique internationale - cela provoquerait une crise catastrophique pour le dollar» (*Sunday Times* du 5 novembre 1978).

Or, répétons-le encore une fois, l'inflation aux Etats-Unis n'est pas le résultat de politiques monétaire, économique et conjoncturelle «erronées». Elle est une contrainte imposée à l'époque du «troisième âge» du capitalisme pour tenter d'éviter une surproduction catastrophique. Les liens entre l'inflation du crédit, l'inflation monétaire et la chute du dollar ont encore une fois été révélés

tout au long des années 1977 et 1978, à la lumière de la reprise américaine plus vigoureuse qu'en Europe capitaliste.

En effet, depuis le début de 1977, le volume de crédit s'accroît aux Etats-Unis au rythme annuel de 14%. Les crédits à la consommation se sont accrus au rythme annuel de 16% pendant le 2ème trimestre 1978, de 20% pendant le troisième trimestre 1978 (au cours des mois de septembre et d'octobre, l'expansion du crédit a connu un véritable emballement : les prêts aux consommateurs se sont accrus de 26%, les prêts hypothécaires de 24% et les prêts à l'industrie de 22% - *Business Week*, du 27 novembre 1978). Que l'on médite ces chiffres : une augmentation de la production industrielle au rythme annuel de 5,5% débouche sur une augmentation du volume des ventes de détail au rythme annuel de 1,5%, qui nécessite une augmentation du volume du crédit à la consommation de 14 à 20% ! On peut s'imaginer facilement quel point atteindrait la surproduction, si la pompe à crédit s'étranglait. Mais pareille expansion du crédit est impossible sans une élévation accélérée du taux d'inflation. Et toute réduction radicale du taux d'inflation est impossible sans l'étranglement du crédit, donc la surproduction massive, donc la crise, le chômage massivement accru, etc.

L'inflation du crédit n'est pas seulement une caractéristique de la consommation intérieure aux Etats-Unis et de l'économie capitaliste internationale (l'essor des crédits aux pays semi-coloniaux, aux Etats ouvriers bureaucratisés, aux pays impérialistes plus faibles, etc.). Elle est aussi une caractéristique de pas mal d'opérations des grands trusts, y compris de multi-nationales des plus prestigieuses (5).

Selon le *Far Eastern Economic Review* du 24 novembre 1978, le trust japonais *Mitsui* - le deuxième en importance parmi les groupes financiers et les sociétés «multinationales»

au Japon - a une structure financière des plus fragiles. La valeur totale de ses actions au cours actuel est d'environ 800 millions de dollars. Ses engagements et dettes totaux s'élèveraient à 18 milliards de dollars. Son chiffre d'affaires annuel atteint 48 milliards de dollars. *«L'énorme chiffre d'affaires des compagnies commerciales (la forme sous laquelle fonctionnent maintenant les groupes financiers depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale), est fondé sur du crédit plutôt que sur des avoirs...du moment que le crédit fait défaut, leur force apparente peut se transformer rapidement en faiblesse»*.

Le «révélateur» dans le cas de la *Mitsui* a été la crise prérévolutionnaire en Iran. Ce groupe financier est engagé lourdement dans un *joint venture* nippo-iranien pour la construction d'un complexe pétrochimique à Bandar-Shahpour, sur une base de 50%-50%. L'apport iranien vient de la société nationalisée du pétrole. La part japonaise - quelque 280 millions de dollars de capital initial - est apportée par cinq compagnies contrôlées par le groupe *Mitsui* qui forment la *Iran Chemical Development Company*.

Comme c'est toujours le cas pour des projets géants de ce type, les coûts effectifs dépassent de très loin les coûts prévus. Certains experts pensent que le projet coûterait en définitive plus de cinq milliards de dollars, la presque totalité étant financée par des crédits. Les assurances et garanties gouvernementales obtenues par la *Mitsui* sont fort compliquées. Mais en définitive, si le complexe de Bandar-Shahpour était nationalisé sans indemnisations par un gouvernement iranien révolutionnaire, ou s'il était détruit au cours d'émeutes, la *Mitsui* pourrait perdre jusqu'à 800 millions de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de tout le capital versé au Japon. De là l'émoi de Tokyo...

La nervosité qui règne dans les milieux bancaires internationaux, vu le caractère de

plus en plus vulnérable - certains diraient : explosif - des constructions internationales de crédit et de la situation du dollar, se manifeste constamment. Ainsi, de nombreuses banques et de nombreux pays qui s'étaient engagés à renflouer les finances du régime Mobutu au Zaïre, en triste état, ont fini par se dérober. La dette étrangère de la Turquie - 5,5 milliards de dollars - rencontre des difficultés croissantes pour être consolidée (*The Economist* du 28 octobre 1978). Diverses banques engagées dans les affaires de l'eurocrédit ont commencé à refuser du crédit à l'Iran à partir de la première semaine de novembre (*Neue Zürcher Zeitung* du 13 novembre 1978), - ce qui n'a pas contribué à stabiliser le régime ébranlé du Shah.

On le voit, la vulnérabilité croissante du système de crédit international est elle-même un facteur qui limite les capacités d'intervention des gouvernements impérialistes en vue de colmater les brèches que la lutte de classe du prolétariat et la lutte des masses des pays semi-coloniaux et coloniaux continuent à ouvrir dans les plans d'« assainissement » de l'économie capitaliste internationale.

V

CONCLUSIONS

Les trois conclusions principales qui se dégagent de cet examen de la conjoncture économique internationale confirment et prolongent celles que nous avons déjà tirées lors de l'analyse conjoncturelle précédente, parue dans *Inprecor* du 23 décembre 1977 :

* Une nouvelle récession économique est inévitable. Un nombre trop élevé d'inconnues pouvant influencer le déclenchement de celle-ci, il est impossible de prédire le moment précis où elle commencera. Ce n'est d'ailleurs pas la fonction de l'analyse marxiste de faire de telles prophéties. Laissons-en le soin aux spéculateurs à leurs propres frais et aux astrologues (aux frais de leurs clients). Ce qui est probable, c'est qu'une récession retardée jusqu'en 1980 se-

rait plus grave et plus profonde qu'une récession qui éclaterait dès 1979.

* Ni par l'ampleur de l'augmentation du taux de la plus-value - des sacrifices et de l'accélération des cadences imposés aux travailleurs - ni par l'ampleur de la dévalorisation du capital (6), la période 1974-78 n'a permis « d'assainir » suffisamment la situation du point de vue de la rentabilité du capital (n'a pas permis de relancer suffisamment le taux de profit réel et celui escompté) pour permettre une relance économique accélérée qui déboucherait sur un nouveau boom. C'est donc une longue période de croissance lente, voire de stagnation, entrecoupée de récessions graves et de reprises hésitantes, qui marquera toute la décennie devant nous. Les crises économiques, sociales, politiques, militaires, se succéderont. Sur chacune de ces crises flottera en permanence le nuage sombre d'un risque de panique bancaire et d'effondrement du système international de crédit.

* Seules des défaites écrasantes du prolétariat de quelques-uns des pays industrialisés-clé, du mouvement des masses dans quelques-unes des zones économiquement les plus importantes dudit « Tiers-monde » ou de quelques importants Etats ouvriers pourraient modifier qualitativement cette situation. Ces défaites sont impossibles dans l'état actuel des rapports de forces. Pour modifier de manière décisive ces rapports de forces, il faudra beaucoup de batailles partielles, d'escarmouches préliminaires, qui ont d'ailleurs déjà commencé. Il faut donc se préparer à une période prolongée de batailles de classe dures et importantes. Il ne s'agit pas dès lors de périr sur les défaites possibles. Il s'agit de s'armer pour ces batailles qui peuvent et doivent se terminer par la victoire du prolétariat.

15 décembre 1978

NOTES

1) Selon « *The Economist* » du 18 novembre 1978, les meilleurs emprunteurs devaient payer à ce moment, du 10 3/4% pour le crédit bancaire aux Etats-Unis, du 11% en France, du 13,5% en Grande-Bretagne, du 15,5% en Italie. Sur le marché monétaire, la monnaie au jour le jour - prêtée entre institutions financières - se payait à plus de 9,5% aux Etats-Unis, à 9% en Grande-Bretagne et à 10 3/4% en Italie.

2) Selon le « *Neue Zürcher Zeitung* » du 21 novembre 1978, le trust suisse « *Brown Boveri* » et le groupe financier sud-coréen « *Daewoo* » ont créé un « joint venture » pour la construction d'équipements de centrales électrique en Corée du Sud. « *Brown-Boveri* » détient 49% du capital initial de 20 millions de dollars et « *Daewoo* » 51%. Mais l'ampleur du « joint venture » dépasse de loin ce capital initial modeste. Une seule usine destinée à construire des turbines à vapeur à Chang Wong nécessitera un investissement de 120 millions de dollars.

3) Il y a un secteur de l'industrie allemande des biens d'équipement qui est momentanément frappé de pénurie de commandes : le secteur électro-nucléaire. Selon le « *International Herald Tribune* » du 15 novembre 1978, il souffre surtout des séquelles de nombreux procès intentés par des milieux écologistes, qui ont freiné de nouveaux projets de construction de centrales nucléaires en RFA.

4) Une des conséquences de la chute du dollar a été son recul en tant qu'instrument du crédit international, - dans l'intérêt des prêteurs et non dans celui des emprunteurs qui réclament évidemment des crédits libellés en dollars (comme le font les Chinois dans leurs négociations avec les banques japonaises). Le volume des emprunts en eurodollars placés en 1978 est descendu à la moitié de la valeur des euroobligations, le reste étant libellé en d'autres devises. Les banques américaines en souffrent. Selon un rapport de la Banque d'Angleterre, cité par le « *International Herald Tribune* » du 15 décembre 1978, leur part dans les nouveaux prêts accordés par l'euromarché de Londres est descendue de 50 à 24%, la part des banques japonaises, britanniques mais surtout ouest-allemandes, suisses, françaises et des pays du Benelux augmentant en proportion.

5) Signalons cependant que la remontée des profits depuis 1976, combinée avec la stagnation relative des investissements, a permis à de nombreux trusts d'améliorer leur structure financière et de disposer d'importantes réserves liquides. C'est ce qui a notamment permis au groupe Peugeot de payer « cash » les filiales européennes de Chrysler qu'il a achetées.

6) Quelques-unes des multinationales américaines (Chrysler, Firestone) et européennes (British-Leyland, Rhône-Poulenc) importantes se trouvent cependant en difficultés, et sont menacées à moyen terme.

Le projet de système monétaire européen

Les « problèmes monétaires » ne sont jamais que l'expression de phénomènes économiques profonds. Il n'y a donc aucune solution « monétaire » à trouver. Le modèle de SME mis en place par Schmidt et Giscard est fonction du rapport de forces entre les principales économies capitalistes. Il ne résoud aucun problème fondamental.

Winfried WOLF

Le centre des discussions de politique économique des gouvernements impérialistes est à présent occupé par les thèmes de la politique monétaire : la crise du système monétaire international et les réponses différentes que les puissances impérialistes cherchent à lui apporter. Karl Marx a souvent indiqué que les phénomènes monétaires ne sont que des reflets de l'évolution d'ensemble de l'économie capitaliste ; les causes des transformations monétaires doivent être recherchées dans la sphère de la production elle-même et non dans les mouvements se produisant à la surface de la vie économique. Cette approche des questions monétaires reste aujourd'hui aussi valable qu'il y a cent ans.

A la lumière de la crise économique générale de 1974-1975, cette méthode peut être encore mieux démontrée comme étant la seule valable. Si les économistes et politiciens bourgeois concentrent de nouveau leur attention presque exclusivement sur les problèmes monétaires, comme ils le firent déjà en 1972-1973, et s'ils discutent de recettes pour surmonter la crise du système monétaire mondial comme le SME (Système monétaire européen), le rappel de la crise économique mondiale de 1974-1975 est particulièrement approprié. Car

cette crise avait été précédée de changements dans le domaine monétaire, qui étaient à plus d'un égard similaires à ceux qui sont actuellement en cours. Et pendant la période 1972-1973, on discuta également de différents « modèles » pour surmonter la « crise monétaire » - en passant largement à côté de ce qui se passait dans le domaine de la production.

Il est vrai qu'il y a une « petite » différence, mais significative, entre les discussions monétaires de 1972-1973 et celles d'aujourd'hui. Alors que les premières se concentrèrent autour de la question : « Comment créer un nouveau système monétaire mondial ? », ces dernières sont centrées sur des solutions régionales - surtout dans le cadre de la CEE, partiellement en relation avec le Japon. On a pratiquement abandonné la prétention de trouver une solution globale.

L'économie capitaliste internationale se trouve beaucoup plus ébranlée qu'en 1972-1973. Malgré une reprise prudente, des crises structurelles, une concurrence inter-impérialiste aggravée, un protectionnisme croissant et une inégalité de plus en plus prononcée des pays et des secteurs marquent

l'évolution économique d'ensemble. L'éventualité de plus en plus nette d'une nouvelle récession aux Etats-Unis menace l'économie capitaliste internationale d'une nouvelle récession économique généralisée. L'accroissement des taux d'inflation depuis le milieu de 1978, et les perturbations croissantes sur les marchés des changes, en sont les signes avant-coureurs.

UN NOUVEAU DEPART POUR L'EUROPE CAPITALISTE ?

Pour le moment, nous nous trouvons entre deux crises économiques. Depuis 1976, les principales puissances impérialistes connaissent une « reprise économique freinée » - les deux freins principaux étant les difficultés accrues d'augmenter les exportations et le retard relatif du pouvoir d'achat des masses. Cela s'applique surtout aux puissances capitalistes européennes. Cette reprise signifie qu'il y a certaines marges de manœuvre en vue de faire progresser l'intégration économique et politique en Europe capitaliste.

D'un point de vue bourgeois, c'est certainement un mérite du duo Helmut Schmidt - Giscard d'Estaing, d'avoir cherché à matérialiser un tel progrès par la proposition d'un modèle de système monétaire européen (SME), en vue d'exploiter cet intervalle avant la prochaine récession. Mais ce « mérite » s'explique aussi par les intérêts particuliers des deux bourgeoisies ouest-allemande et française. Il n'est nullement dû au « génie en matière de politique économique » qui s'appelle Helmut Schmidt, comme veut le faire croire une certaine presse bourgeoise, ni à la « facilité du dialogue » entre Schmidt et Giscard.

N'oublions pas qu'il y eut déjà une tentative antérieure de répondre à l'effondrement du système de Bretton-Woods : le système des cours de change fixes autour du dollar en tant que principale monnaie de réserve de toutes les autres devises capitalistes. Ce fut le fameux « serpent européen ».

En 1972, la RFA, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark constituèrent une sorte d'«alliance monétaire» au sein de laquelle les fluctuations des taux de change étaient strictement limitées à 2,5 % dans le sens de la hausse ou de la baisse.

Mais cette tentative de préparer une «Union monétaire européenne» révéla immédiatement sa contradiction fondamentale. Aussi longtemps qu'il n'y a pas un véritable État européen supra-national; aussi longtemps que subsistent des États bourgeois nationaux souverains connaissant une évolution inégale (notamment de leur production, de leur productivité, de leur taux d'inflation, de leurs balances des paiements), pareille «alliance monétaire» contient dès sa naissance les germes de sa future décomposition.

Le franc français s'avéra trop faible par rapport au *Deutsche Mark*, précisément en fonction des inégalités que nous venons de mentionner. Pompidou dut se retirer du «serpent» en 1974. Il en résulta un «serpent résidu» ou «petit serpent».

Il est vrai que ce «petit serpent» fut rejoint par la Norvège. Mais les trois pays du Benelux et deux pays scandinaves ne font pas le poids face à l'impérialisme ouest-allemand. Le «petit serpent» fut et reste donc essentiellement une «zone monétaire *Deutsche-Mark*» avec des devises satellites de petits pays capitalistes relativement plus stables.

Au cours des quatre années suivantes, il n'y avait pas de possibilités que les autres «grandes» puissances de la CEE - la France, la Grande-Bretagne et l'Italie - rejoignent le «serpent». Au contraire, la survie du «petit serpent» lui-même, à travers les années de récession, peut être considérée comme le maximum de ce que la bourgeoisie européenne put espérer réaliser pendant cette période-là.

Il est dans la nature du mode de production capitaliste que la politique bourgeoise - et

davantage encore la politique économique de la bourgeoisie - soit réactive et non active : elle représente une réaction à l'évolution des rapports économiques réels qui se transforment spontanément, derrière le dos des producteurs et des autres «agents» dits «économiques», avant tout les bourgeois. Il en va de même du SME. Ce modèle n'est qu'une réaction à la chute libre du dollar qui a commencé au milieu de 1977 et qui a ramené le taux de change du *Deutsche Mark* par rapport au dollar de 2,34 en juin 1977 à 1,99 en août 1978 et à 1,77 au début de novembre. C'est cette chute du dollar qui fut le point de départ de l'initiative monétaire de Helmut Schmidt.

Alors que la plupart des commentateurs bourgeois ne comprennent pas - ou insuffisamment - les causes réelles de cette chute (1), ils sont tous d'accord en ce qui concerne ses conséquences. Comme le dollar continue d'être accepté comme le principal moyen de paiement international, les États-Unis peuvent couvrir l'énorme déficit de leur balance des paiements en jetant une quantité supplémentaire de dollars de papier dans la circulation internationale.

Ainsi se produit un mouvement cumulatif. Plus le taux d'inflation aux USA dépasse celui de la RFA et du Japon, plus augmente le déficit de leur balance des paiements, plus s'accroît la quantité de dollars en circulation internationale, plus s'abaisse le taux de change du dollar, plus s'accroît le taux d'inflation aux États-Unis et ainsi de suite. Le mouvement cumulatif est en outre nourri d'une part par une spéculation qui anticipe sur les futures baisses du taux de change du dollar, et d'autre part par une fuite de plus en plus prononcée de la bourgeoisie vers les «valeurs de refuge» (or, diamants, œuvres d'art, biens immobiliers, etc.), deux mouvements qui accentuent encore la perte de pouvoir d'achat du dollar (selon *Blick durch die Wirtschaft* du 7 septembre 1978 et *Wirtschaftswoche* du 4 août 1978, la valeur

des exportations des diamants de l'Afrique du Sud passerait de 95 millions de *Rand* en 1976 à 155 millions en 1977 et 300 millions en 1978).

Cela confirme l'analyse «orthodoxe» de Karl Marx selon laquelle l'étalon de valeur de toutes les marchandises est le temps de travail socialement nécessaire qui est matérialisé en elles, et que dans une économie marchande généralisée, cette valeur ne peut s'exprimer que par une valeur d'échange qui est elle-même marchandise, une marchandise particulière utilisée comme équivalent général de cette valeur, les métaux précieux. En période de prospérité, la fonction pratique de l'or peut effectivement diminuer, dans la mesure où la circulation ne s'interrompt guère, les capitalistes ne craignent pas de rester avec des marchandises invendues et des monnaies de papier (ou des dépôts bancaires) constamment dévalorisées sur les bras. Mais lorsque une phase de crises successives s'ouvre, et qu'on s'attend à de nouvelles aggravations de celles-ci - c'est-à-dire une phase comme celle que nous traversons à présent - l'or et d'autres «valeurs réelles», produits directs du travail humain, et non des morceaux de papier, simples signes de remplacement de l'or, regagnent de plus en plus leur fonction originelle dans la circulation, l'accumulation et la thésaurisation capitalistes.

Mais ces changements dans le domaine monétaire - la fuite hors du dollar, vers l'or et les «valeurs de refuge» - risque d'avoir un effet déflationniste sur le commerce international. C'est comme si on retirait de plus en plus l'huile et la graisse d'un mécanisme gigantesque, ce qui risque de le réchauffer de plus en plus par des effets de friction jusqu'à ce que tous les engrenages tombent en panne l'un après l'autre. Le principal quotidien bourgeois ouest-allemand, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a dressé, dans son numéro du 9 août 1978, un tableau presque apocalyptique de ce danger :

« Les risques d'une dégradation ultérieure (du dollar) pourraient être terribles... Les détenteurs de dollars de par le monde s'impatientent. Une fuite massive vers l'or - une valeur réelle - a déjà commencé. Le prix de l'or a atteint des niveaux record. Si la peur d'une chute ininterrompue du dollar se précise, si son taux de change continue à diminuer, le point de non retour pourrait être atteint... Au bout de ce chemin, il y a l'isolement (de l'économie américaine), l'isolement économique de toutes les nations, la mort par asphyxie du commerce mondial libre »

Voilà la situation économique et monétaire internationale en juillet 1978, à la veille de la «réunion au sommet» des neuf chefs de gouvernement de la CEE à Brème. C'est là qu'il faut chercher le point de départ de l'initiative de Helmut Schmidt. Le projet de SME qu'il avait négocié au préalable secrètement avec Giscard d'Estaing devrait constituer une réponse à cette situation et à ces menaces.

LE MODELE ORIGINEL DU SME

Le système monétaire européen que les neuf pays de la CEE avaient décidé de créer «en principe» en juillet 1978, et qui a été depuis lors «concrétisé» (c'est-à-dire fort affaibli), signifie au départ une tentative, sur le plan de la politique monétaire, de constituer l'Europe capitaliste face à ses concurrents nord-américain et japonais.

Dans le modèle originel, les monnaies des neuf pays membres de la CEE auraient été fermement liées entre elles. Les fluctuations permises de leur taux de change seraient réduites à 1%. Toute fluctuation supplémentaire devrait être contrée par la Banque centrale concernée, par des achats ou ventes massifs de devises. Un Fonds monétaire européen serait constitué, d'un montant de 32 milliards de dollars, et appuyé par des réserves de devises de 100 milliards de dollars (440 mil-

liards de FF, quelque 200 milliards de DM). Ce Fonds n'aurait pas le pouvoir d'émettre sa propre monnaie européenne, mais il pourrait accorder des crédits aux banques centrales de chaque pays. Comme la RFA dispose avec 84 milliards de DM, de plus de 40% de l'ensemble des réserves de change des pays de la CEE, elle apporterait la part du lion de ce Fonds monétaire européen, - mais y exercerait aussi l'influence prépondérante.

L'initiative de Helmut Schmidt s'est d'abord heurtée à la critique de nombreux milieux de la bourgeoisie ouest-allemande. Les réactions de la bourgeoisie européenne ne furent pas non plus tellement positives. Il est vrai que *Le Monde* se répandit en louanges : « *L'Allemagne fédérale, déçue par le caractère égoïste et peu responsable de la politique économique des Etats-Unis, pratique désormais une politique européenne active sous la direction résolue du Chancelier... La naissance d'un bloc monétaire européen puissant représente un danger pour l'hégémonie du dollar, et au-delà pour l'hégémonie commerciale des Etats-Unis* » (*Le Monde* du 9 juillet 1978).

En réalité, le projet de Helmut Schmidt ne s'explique pas seulement par la situation conjoncturelle immédiate mais également par les intérêts à moyen terme du capitalisme ouest-allemand. La RFA est devenue en fait la première nation commerciale du monde. Mais contrairement à son principal concurrent, les Etats-Unis, elle souffre d'une double déficience. Elle ne dispose pas d'un large marché intérieur. Elle est de ce fait, beaucoup plus dépendante des exportations (celles-ci représentent 25% du produit national brut de la RFA; elles ne représentent que 6% du PNB des USA). Cette déficience pourrait devenir le talon d'Achille de l'économie ouest-allemande. Dans le cas d'une future récession, qui coïnciderait avec un protectionnisme renforcé aussi au sein de la CEE et une contraction prononcée du commer-

ce mondial, les exportations pourraient se transformer d'un facteur de «force relative» en une source de «faiblesse absolue» pour cette économie.

Helmut Schmidt est plus ou moins conscient de cette situation. Les commentaires sur «l'économie mondiale» constituent le thème préféré de ses discours. La seule issue de ce dilemme est la suivante : la RFA s'assure un «large marché intérieur» grâce à la consolidation de la CEE, qui absorbe d'ailleurs déjà plus de 60% des exportations ouest-allemandes de marchandises et près de 60% des exportations ouest-allemandes de capitaux.

Pareille possibilité est ouverte par le SME ou plus généralement par tous les pas en direction d'un Etat ouest-européen supra-national. Du point de vue économique, la RFA ne pourra pas ne pas jouer toute seule le premier violon au sein d'une telle Europe. Mais politiquement, elle s'engagerait sur du verglas si elle assumait ce rôle. L'alliance avec la France permet de briser la pointe de la critique, selon laquelle il s'agirait d'un projet pour asseoir l'hégémonie ouest-allemande. Helmut Schmidt a donc délibérément choisi de jouer la carte de cette alliance. Son projet de SME doit être compris en premier lieu comme un projet politique, dont le but «subjectif» et «objectif» à la fois serait celui de renforcer la marche vers une «Europe capitaliste intégrée» fondée sur l'hégémonie conjointe de deux puissances alliées, la RFA et la France.

A cet objectif politique primordial s'ajoute un objectif supplémentaire, celui d'exercer une pression accrue sur les autres puissances de la CEE en vue de coordonner davantage leur politique économique au sein du Marché Commun, et surtout de mener une lutte plus résolue contre les tendances inflationnistes au moyen d'une «politique de stabilisation». Il s'agit surtout d'amener les gouvernements britannique et italien à accentuer leur poli-

tique d'austérité anti-ouvrière, ce qui est d'ailleurs bien conforme aux intentions du gouvernement italien.

En plus, le projet initial du SME partait de l'hypothèse assez justifiée qu'une liaison réciproque de toutes les monnaies d'Europe occidentale permettrait de construire une digue plus solide contre la dévalorisation du dollar et les spéculations qu'elle déclenche. Mais pareille digue profiterait évidemment avant tout aux économies européennes les plus fortes, qui sont justement les plus menacées par la chute verticale du dollar. Une liaison réciproque entre toutes les devises européennes et la création de l'ECU (unité de compte européenne résultant d'un mélange pondéré des 9 monnaies) revaloriserait la *Deutsche Mark*, le florin, le franc belge, et même partiellement le franc français, moins fortement par rapport au dollar, sous l'influence des devises moins fortes dans la corbeille. Dans ce sens, le SME constitue une assurance pour les exportations de la RFA, sans nécessiter un processus d'inflation du *Deutsche Mark* comme riposte. Le fait que jusqu'ici - surtout sous l'influence de la conjoncture plus forte aux USA - les exportations ouest-allemandes n'ont pas souffert de la chute du dollar (qui rend les exportations américaines meilleur marché sur le marché mondial) n'enlève guère l'inquiétude aux capitalistes ouest-allemands qu'à moyen terme, pareille menace pourrait se matérialiser. Si dans le cadre du SME, les appréciations de change du DM et du franc par rapport au dollar seraient moindres que dans le cas d'une autonomie monétaire de la RFA et de la France, les industries d'exportation de ces deux principaux partenaires de la CEE ne pourraient qu'en profiter.

Le SME constituerait également un frein prudent à l'expansion des exportations des capitaux ouest-allemands (et européens) vers les USA, une des tendances principales de l'économie capitaliste européen-

ne au cours des cinq dernières années. Le processus d'exportation des capitaux se réorienterait plutôt vers les pays membres de la CEE. Pareille réorientation ne serait sans doute pas dans l'intérêt direct et immédiat des grands trusts et des grandes banques. Mais si elle correspond à des possibilités réellement accrues d'exportation de capitaux vers les pays membres de la CEE, elle n'est pas non plus contraire à ces intérêts, du moins à moyen et long terme. Elle renforcerait en outre les tendances à l'interpénétration européenne des capitaux, qui stimulerait fortement l'intégration européenne.

Si l'on se rappelle le moment où Helmut Schmidt a tiré le projet du SME de sa poche, on remarquera que le «sommet de Brème» se situe une semaine avant le «sommet économique mondial» de Bonn. Le Président Carter avait annoncé des revendications concrètes pour ce dernier sommet-là, qui ne plaisaient point à Schmidt et à la bourgeoisie ouest-allemande : le gouvernement de la RFA devait présenter des chiffres précis de croissance du PNB (4 % pour l'année 1978) et pour la relance conjoncturelle. La RFA devait reprendre le rôle de «locomotive» de l'économie mondiale, «conformément à sa force».

Cela signifierait de manière pratique que le gouvernement Schmidt devrait éliminer des aspects essentiels de sa «politique de stabilité», au profit d'un réchauffement inflationniste de la conjoncture, notamment par l'accroissement du déficit budgétaire et par le relâchement de la politique du crédit.

Les Etats-Unis n'étaient pas les seuls à présenter ces revendications. Elles correspondent aux intérêts de toutes les puissances impérialistes plus faibles, notamment la Grande-Bretagne et l'Italie. Mais en reconstituant un «bloc européen» au «sommet de Brème», Schmidt et Giscard d'Estaing ont pu éviter qu'à Bonn, Carter ne

concentre son feu avec succès sur la politique économique du gouvernement ouest-allemand. Le fait que ce gouvernement a quand même fini par présenter un programme modéré de relance conjoncturelle a permis à Carter de sauver la face - tout en fermant les yeux sur le fait que la «relance conjoncturelle» ouest-allemande consistait essentiellement en des réductions d'impôts, ce qui est tout le contraire d'une expansion des dépenses publiques.

DE JUILLET A NOVEMBRE 1978 : LE DESORDRE MONETAIRE S'ACCENTUE

«Le sommet de Bonn n'a pas bien réussi au dollar», a écrit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en septembre. Et deux mois plus tard, elle ajoutait : «les marchés des changes ont perdu toute retenue» (1er novembre 1978). En effet, le cours du dollar a de nouveau fortement décliné depuis l'annonce du projet du SME. Alors qu'il fluctuait encore autour de 2 DM pour 1 dollar en juillet, il était tombé à 1,7735 DM à la Bourse de Francfort le 2 novembre 1978. Il est d'ailleurs possible que l'annonce de la création du SME à partir du 1er janvier 1979 ait directement accentué la chute du dollar, alimentant la spéculation contre le dollar dont on s'attendait à un nouvel effritement par rapport à l'ECU à créer. Mais les causes fondamentales de cet effritement restent ce qu'elles sont depuis les dernières années.

Mais si Carter s'était contenté de déclarations creuses au sujet de la chute du dollar dans la phase précédente, il annonça le 1er novembre un programme plus substantiel de soutien du dollar. Un fonds de 30 milliards de dollars d'appui au dollar fut constitué. Une politique de crédit plus restrictive fut inaugurée aux USA, le taux d'escompte étant relevé à 9,5 %.

Jusqu'ici, trop peu de temps s'est écoulé pour tirer le bilan de ces mesures. Mais deux constatations semblent d'ores et déjà justifiées. A moyen terme, ces mesures ne suffiront pas pour sta-

biliser le dollar, même si, dans l'immédiat, il est remonté à un peu moins de 2 DM pour 1 dollar (ce qui, en soi, ne peut déjà pas être considéré comme une stabilisation). En outre, ces mesures augmentent la possibilité d'une nouvelle récession aux Etats-Unis.

Un autre événement a obscurci l'horizon monétaire en octobre 1978. Le 19 octobre, le *Deutsche Mark* a dû être réévalué en moyenne de 3 % par rapport aux autres devises du «petit serpent monétaire européen» : celles des Pays-Bas, de la Belgique, du Danemark et de la Norvège, ainsi que par rapport au *Schilling* autrichien. La *Deutsche Bundesbank*, la banque centrale de la RFA, avait dû dépenser pendant les semaines précédentes 10 milliards de DM pour soutenir les cours de ces devises (c'est-à-dire acheter pour ce montant des florins, des francs belges, des couronnes danoises et norvégiennes). Comme elle craignait de gonfler ainsi la masse monétaire en circulation en RFA elle-même, ce qui y rallumerait l'inflation, elle a dû prendre des mesures restrictives assez semblables à celles décidées début novembre par l'administration Carter, notamment une restriction du volume des crédits bancaires.

La *Deutsche Bundesbank* prit soin de préciser qu'il ne s'agissait là que d'une mesure de «*déblaiement prudent*» qui ne marquerait en aucune manière «*un tournant dans la politique du crédit*». Elle voulut éviter l'impression que les autorités monétaires ouest-allemandes étaient en train de freiner la conjoncture. Cela peut être vrai jusqu'ici. Mais dans ce contexte, une inquiétude s'est manifestée à juste titre. Si même le «petit serpent» conduit à de telles turbulences monétaires - avec des effets plus ou moins automatiques sur la politique conjoncturelle de la RFA - quelles seraient les conséquences inévitables du SME pour la banque centrale et la politique conjoncturelle en RFA, et éventuellement dans d'autres pays à devises fortes ?

Finalement, il faut signaler un troisième événement monétaire qui a suivi l'annonce du projet de création du SME. Fin septembre 1978, le Fonds monétaire international a accru de 50 % ses lignes de crédit pour les 135 pays membres. Cette augmentation doit être jointe à l'augmentation des quote-parts qui avait été décidée en 1977. Ces deux augmentations doublent le volume des «droits de tirage spéciaux» du FMI, qui s'élève maintenant à 58,5 milliards de dollars ou 146 milliards de DM (*Frankfurter Rundschau* du 6 septembre 1978). Cet accroissement massif des «liquidités internationales» - auquel le gouvernement ouest-allemand s'était en vain opposé - conduira inévitablement à un nouveau gonflement des crédits internationaux et de l'inflation internationale.

Il est vrai que le FMI essaie ainsi d'accroître de nouveau son importance - celles des crédits internationaux publics - par rapport aux activités accrues de crédit international privé des grandes banques et des détenteurs de «pétro-dollars». Il s'agit donc d'une mesure qui transfère vers les institutions de crédit publiques quelques-uns des risques que les banques privées prirent au cours des dernières années en étendant dangereusement - et souvent sans beaucoup de garanties - leurs crédits aux pays impérialistes les plus faibles, aux pays semi-coloniaux et aux Etats ouvriers bureaucratisés, sans contrepartie en matière de politique économique et monétaire. Lorsque le FMI accorde ces crédits, il pose en général des conditions rigoureuses, c'est-à-dire il impose aux gouvernements qui ont besoin de ces crédits des mesures de «stabilisation» et d'austérité.

Mais l'effet global de ces décisions du FMI est bien celui d'une expansion mondiale du volume du crédit. Elles aggravent donc l'accumulation de matières explosives dans le cas d'une future récession.

L'ombre que ces trois événements dans le domaine monétaire ont jeté sur l'économie

capitaliste des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale réduit objectivement la marge de manœuvre disponible pour l'Union monétaire et économique européenne. Helmut Schmidt et Giscard d'Estaing sont donc engagés dans une véritable course contre la montre. Ce qui est clair en tout cas, c'est qu'une union monétaire européenne pourra difficilement se réaliser à la veille d'une nouvelle récession économique internationale, et certainement pas au cours d'une telle récession. C'est la conclusion que les gouvernements ouest-allemand et français peuvent dégager de l'expérience de la crise de 1974-1975 et du sort du «grand serpent». C'est cette marge de manœuvre réduite et la menace d'une nouvelle récession qui expliquent l'activité fiévreuse du Chancelier Helmut Schmidt, afin de réaliser le SME encore avant la fin de l'année 1978.

LES RESISTANCES ITALIENNE ET IRLANDAISE, ET LE REFUS BRITANNIQUE

Schmidt était prêt à aller très loin dans ce contexte. Vu la résistance massive des gouvernements britannique et italien contre le projet initial du SME, il proclama d'abord sa résolution d'aller de l'avant avec le projet sans y inclure «au début» l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande. Il ajouta que si le gouvernement britannique devait essayer de bloquer le projet de création du SME au sein du Conseil des ministres de la CEE, le gouvernement de la RFA serait prêt à arriver à un accord à ce propos «en dehors du cadre de la Communauté» (*Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 30 octobre 1978). Cela aurait soumis la CEE à une grave épreuve politique.

Il est vrai que la résistance ou l'opposition italienne et irlandaise au SME ont été plutôt mitigées et ambiguës. Le SME aurait en effet des conséquences pour le moins ambivalentes sur l'économie

plus faible de ces pays. Ils seraient soumis à une pression plus forte dans le sens d'une politique dite «de stabilisation», c'est-à-dire d'austérité. Mais cette pression viendrait de l'extérieur, et elle pourrait donc être plus facilement «vendue» aux frais des salariés.

En outre, comme compensation, il y aurait des aides et des crédits supplémentaires en provenance du Fonds monétaire européen, ainsi que l'espoir d'un afflux de capitaux ouest-allemands et français dans les régions sous-développées.

L'Italie a reçu comme concession une marge de fluctuation supplémentaire pour la lire au sein du nouveau «serpent» (6% à la place de 2%). Quant à l'Irlande, elle ne voit pas sans déplaisir la possibilité de décrocher, pour la première fois depuis la conquête de son indépendance après la première guerre mondiale, sa monnaie de la livre sterling britannique, même si cette opération implique des risques, vu que plus de 40 % des exportations irlandaises vont en Grande-Bretagne.

En Grande-Bretagne, le problème de l'adhésion au SME a été un sujet de controverse et de conflit politique assez grave. Le Congrès du Parti travailliste s'est prononcé en septembre 1978 contre cette adhésion, ce qui n'a pas empêché Callaghan d'aller négocier avec Helmut Schmidt à Aix-la-Chapelle des concessions supplémentaires qui permettraient la participation britannique.

Mais le Chancelier de l'Echiquier Healey reste l'adversaire d'une telle participation dans les conditions actuelles, exprimant d'ailleurs l'avis des technocrates de la *Treasury* qui, dans un document secret, affirmèrent que «l'adhésion au SME aurait des conséquences dangereusement déflationnistes pour la Grande-Bretagne». L'hebdomadaire *The Economist* y ajoute que cette adhésion «influencerait négativement tant le taux d'inflation que celui de la production et de l'emploi» (numéro du 17 novembre 1978).

Cette position n'est cependant pas unanime en Grande-Bretagne. Une fraction de la bourgeoisie britannique craint qu'en restant à l'écart du SME, le capitalisme du Royaume-Uni continue à rester plus instable que le capitalisme des autres pays d'Europe. Ainsi, Sir Jeremy Morse, le président de la *Lloyds Bank*, s'est prononcé sans ambiguïtés en faveur de la participation de la Grande-Bretagne au SME (*Le Monde* du 5 décembre 1978).

VERS UNE COMMUNAUTE INFLATIONNISTE ?

Mais les objections les plus massives contre le SME ont été formulées en RFA elle-même, surtout dans les sphères de la Banque centrale et d'autres milieux du capital financier. Ces objections concernent les points suivants :

- 1) Le SME risque de transformer la CEE en une communauté inflationniste. Si la *Bundesbank* doit constamment intervenir pour éviter que les devises les plus faibles ne tombent en-dessous du palier de fluctuation fixé, le taux d'inflation supérieur des partenaires est en fait «importé» en RFA, car ces achats de devises communautaires mettent en circulation une quantité supplémentaire de DM, c'est-à-dire accroissent dangereusement la masse monétaire, sans qu'à cette augmentation ne corresponde une quantité supplémentaire de marchandises sur le marché de la RFA.
- 2) Les réserves de change de la RFA doivent être en grande partie mises à la disposition du Fonds monétaire européen, ce qui les soustrait à son contrôle exclusif et pourrait même aboutir à une situation où elles seraient utilisées pour appuyer une politique de crédits «laxiste» que le gouvernement ouest-allemand rejette.
- 3) Cela restreindrait les possibilités de la *Bundesbank* de s'en tenir à une politique

dite de stabilité, et ferait dépendre la conjoncture en RFA de plus en plus des avatars du SME, sur lequel le gouvernement ouest-allemand n'a pas directement prise.

Ces arguments de la part des banquiers ouest-allemands ne sont pas sans fondement. Leur vigueur a surpris Helmut Schmidt, qui a dû leur faire des concessions et «remodeler» son projet de SME. Il est clair que la création du SME constitue en quelque sorte une tentative de mettre la charrue avant les bœufs. Au lieu de déterminer d'abord une politique économique et conjoncturelle commune au sein de la CEE, on commence avec un système monétaire commun qui sera précisément soumis à rude épreuve en fonction de la disparité des politiques économiques suivies par les neuf gouvernements, sans parler de la disparité des situations économiques. Celle-ci est surtout manifeste en ce qui concerne la disparité des taux d'inflation :

Taux d'inflation des douze derniers mois

RFA	2,0 %	(octobre)
Pays-Bas	4,0 %	-
Belgique	3,8 %	-
Grande-Bretagne	8,5 %	(septembre)
France	9,2 %	-
Danemark	9,1 %	-
Italie	12,0 %	-

(*The Economist* du 18 novembre 1978 - OCDE note du 9 novembre 1978)

Quant à la politique économique et conjoncturelle commune, elle est impossible sans des pas décisifs vers un gouvernement commun, c'est-à-dire un Etat supra-national. Helmut Schmidt le comprend fort bien. Mais les obstacles sur cette voie restent formidables. Lorsqu'il lança un prudent ballon d'essai au début de novembre en suggérant que le Parlement européen élu au suffrage universel pourrait s'approprier des pouvoirs supplémentaires, la réaction furieuse des gaullistes et des «national-

communistes» français obligea Giscard à répondre, lui aussi, par un «non» corrigeant son «ami» Schmidt.

Les perspectives concernant l'évolution des taux d'inflation vont d'ailleurs dans le sens d'une hausse, ce qui n'implique pas nécessairement que l'éventail entre le taux le plus bas et le taux le plus élevé - qui est déjà de un à six ! - s'élargirait lui aussi. N'empêche que cet accroissement prévu des taux d'inflation créerait des problèmes multiples, surtout s'il implique que l'inflation italienne devienne de nouveau incontrôlable.

Par ailleurs, il est vrai que la RFA dispose aujourd'hui de plus de 40 % des réserves de change des pays de la CEE :

que personne ne prévoit sérieusement - alors la diversité de ces politiques obligera en effet la *Bundesbank*, c'est-à-dire le partenaire financièrement le plus puissant, à effectuer les contributions les plus fortes pour freiner la disparité des taux de change, ce qui amènerait probablement une expansion plus rapide de la masse monétaire en RFA, au-delà de ce que les responsables de la politique économique de ce pays jugent souhaitable.

LE «NOUVEAU MODELE» ET LE «MODELE PROBABLE» DU SME

Le résultat conjoint des critiques britannique, italienne et irlandaise d'une part, et des «correctifs» apportés sous la pression des banquiers ouest-

pour la livre sterling - qui restera pour le moment en dehors du SME.

- 2) Il n'y aura plus d'intervention obligatoire si les devises crèvent soit les plafonds soit les paliers de fluctuation prévus - fluctuations d'ailleurs élargies par rapport au projet initial, c'est-à-dire 2,25% à la place de 1%. Cela devra d'une part décourager la spéculation, et d'autre part laisser une place plus large à des réévaluations et dévaluations de devises, au lieu d'interventions des banques centrales.

La seule chose qui subsiste donc du projet initial, c'est la création du Fonds monétaire européen - elle-même entourée de difficultés accrues du fait de l'abandon des autres éléments du projet initial. Les banquiers ouest-allemands réclament en effet des garanties pour que «le système puisse résister au moins pendant deux ans à des crises». Or, le SME nouvelle mouture n'offre point de telles garanties. L'idée d'une véritable zone de stabilité monétaire étant tacitement abandonnée, le SME n'offre même plus aux capitalistes l'avantage de taux de change fixes au sein même de la CEE, en vue de pouvoir «digérer en commun» les effets de la dévaluation du dollar et de la revalorisation du yen.

Ainsi, le caractère véritable du Marché commun est confirmé à travers les avatars du SME. Vu l'aggravation des crises tendanciennes de l'économie capitaliste internationale, il n'est pas en état d'avancer effectivement vers un Etat supranational, et ne peut pas, de ce fait, riposter comme un front commun à l'impérialisme américain et japonais dans le cadre de la concurrence inter-impérialiste accentuée. Ses pays membres sont trop frappés par les microbes de la crise capitaliste pour pouvoir abandonner complètement le nationalisme économique et le protectionnisme.

A la réunion de Bruxelles, le refus (momentané) de l'Italie et de l'Irlande d'adhérer au SME a fait l'effet d'une bombe. On a incriminé, à ce propos, la brusque opposition du PC italien à

Réserves de change de la CEE au milieu de 1978

Pays	montants en milliards de dollars	part en %
RFA	40,7	40,1 %
Grande-Bretagne	17,3	17,6 %
Italie	13,2	13,2 %
France	11,6	11,4 %
Pays-Bas	8,0	7,9 %
Belgique-Luxembourg	5,9	5,8 %
Danemark	2,7	2,7 %
Irlande	2,0	2,0 %
Total	101,4	100,0 %

(Frankfurter Rundschau du 20 octobre 1978)

D'après le modèle actuellement prévu du SME, la RFA devrait lui apporter quelque dix milliards de dollars, soit près de 20 milliards de DM, ou le quart de ses réserves de change. Mais en compensation, l'influence de la *Bundesbank* serait sans doute prépondérante au sein du Fonds monétaire européen. Sur ce point, la critique est donc moins fondée et plutôt préventive que corrective.

Mais la troisième critique est de nouveau plus sérieuse. S'il n'y a pas d'unification des politiques économiques et conjoncturelles d'ici trois ans - ce

allemands d'autre part, ont fait naître dans les faits un «nouveau modèle» du SME. Il s'agit d'un véritable bâtard :

- 1) Il y aura un «noyau dur» du SME et un «glacis». Le «noyau dur» comportera les pays membres du «petit serpent monétaire» ainsi que la France. Il s'agit donc en définitive simplement d'un retour de la France dans le «serpent». La lire et la devise irlandaise recevront des marges de fluctuations majeures. On prévoit des «conditions d'intégration progressives»

l'adhésion de l'Italie. La raison réelle des difficultés surgies en dernière minute semble plutôt résider dans le refus de Giscard d'accorder les « contreparties financières » réclamées par l'Irlande et l'Italie, respectivement 1,3 milliards de dollars et plus de 2 milliards de dollars de dons échelonnés sur 5 ans.

Le refus français - contraire à l'attitude plus conciliatrice de la RFA - aura d'ailleurs des conséquences fort négatives pour l'économie française. Car sans la lire italienne, la « moyenne » du « serpent » par rapport à laquelle les fluctuations du franc sont limitées à 2,25% sera plus élevée, ce qui risque de nuire aux exportations françaises. A moins qu'en guise de compromis, on décide de maintenir le calcul des fluctuations par rapport à l'ECU qui inclut la livre britannique, la lire et la livre irlandaise, même si ces trois pays ne participent pas au « serpent ».

Andreotti peut d'ailleurs revenir sur la décision de non-adhésion. La pression dans ce sens est très forte de la part de la bourgeoisie italienne. Et rappelons que l'UNICE, l'association patronale au sein de l'Europe des Neuf, s'est prononcée à l'unanimité en faveur du SME et d'une discipline monétaire communautaire stricte (*Neue Zürcher Zeitung*, 8 novembre 1978).

LE SENS DU SME DU POINT DE VUE DE LA LUTTE DE CLASSE

A première vue, les débats autour du modèle du SME peuvent apparaître comme des conflits purement inter-capitalistes. Mais certains dangers du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier peuvent être dégagés de ces débats, dangers liés aux tendances vers l'unification capitaliste de l'Europe occidentale, et qui sous-tendent notre attitude de rejet du Marché commun.

De même que les modifications des taux de change résultent du développement inégal entre pays capitalistes, le nouveau SME accentuera cette inégalité de développement. Il aggravera la concurrence inter-

ANGOLA : LE TOURNANT AFRICAIN ? de Claude GABRIEL

352 pages; 49 F. Editions la Brèche.

L'Afrique est-elle entrée dans une période d'instabilité généralisée ? Y verrons-nous une multiplication de guerres civiles dans les années à venir ? Les Soviétiques et les Cubains cherchent-ils à imposer leur domination dans cette partie du monde ?

En étudiant les mécanismes sociaux qui ont engendré deux années d'affrontements sanglants en Angola, Claude Gabriel tente d'appréhender de manière globale les particularités de la situation politique africaine, les rivalités ethniques, les régimes nationalistes, les classes sociales, les forces de libération nationale.

A partir d'archives patiemment accumulées et de documents provenant d'Angola, l'auteur analyse les événements de la guerre civile angolaise en les replaçant dans leur contexte international.

Au moment où le Président Senghor, du Sénégal, déclare que « la troisième guerre mondiale a commencé en Angola », il est nécessaire de faire le lien entre la guerre civile angolaise et ce qui a lieu au Zaïre, en Ethiopie, en Afrique du Sud.

Claude Gabriel suit depuis plusieurs années l'actualité africaine en tant que rédacteur de la revue « Afrique en Lutte ».

En vente à la librairie La Brèche. 20 % de réduction.

impérialiste - non seulement entre les USA et la CEE, mais également au sein de la CEE. En même temps, il accentuera la pression en vue d'égaliser les taux de profit et l'accès aux débouchés aux dépens de la classe ouvrière. L'« ouverture » de la CEE prévue vers la Grèce, le Portugal et l'Espagne constitue une tentative d'assurer à la grande industrie du Marché commun des « arrières » élargis (ceux-ci sont pour le moment constitués par l'Italie méridionale et l'Irlande).

Le Fonds monétaire européen en lui-même remplit une fonction importante dans la lutte de classe. L'octroi de crédits aux pays membres serait lié à partir d'un certain montant à des conditions de politique économique, comme c'est déjà le cas des crédits du Fonds monétaire international. Ainsi, le Grand capital essaie de marquer d'une pierre deux coups. D'une part favoriser la « stabilisation » des pays impérialistes plus faibles (où le mouvement ouvrier est généralement plus militant qu'en RFA), en leur imposant des attaques aggravées contre le niveau de vie de la classe ouvrière, un taux de chômage plus élevé comme résultat d'une « modernisation » de l'économie,

etc. D'autre part, faciliter aux gouvernements de ces pays la mise en pratique d'une telle politique contre la résistance des syndicats, en insistant sur le fait que ce ne sont pas ces gouvernements qui en portent la responsabilité, mais qu'elle découle pour l'essentiel d'instances anonymes de la CEE. Ce modèle a d'ailleurs déjà été appliqué avec un succès partiel lors des prêts du Fonds monétaire international à l'Italie et à la Grande-Bretagne.

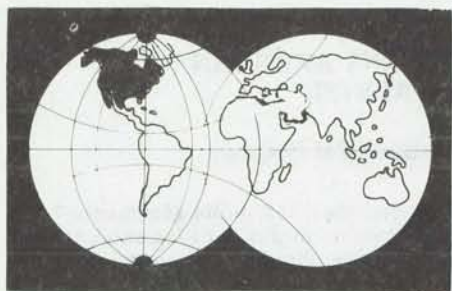
Finalement, la mise en pratique du SME signifierait en tous cas un renforcement de la puissance impérialiste des pays membres de la CEE et de la bourgeoisie européenne. Ce seront surtout les fractions les plus fortes de cette bourgeoisie - en tête celle de la RFA - qui en profiteront. Tout cela impliquerait un affaiblissement du mouvement ouvrier européen et faciliterait pour la bourgeoisie le déclenchement d'aggressions plus massives contre le mouvement ouvrier lors de futures crises plus graves.

6 décembre 1978

////////////////////

NOTE

1) Voir à ce sujet les articles d'Ernest Mandel et de Jon Britton dans ce numéro spécial d'Inprecor.



Etats-Unis

Freiner l'effondrement du dollar

Carter vient d'opérer un tournant d'envergure par rapport à la politique économique traditionnelle du Parti démocrate. Il espère qu'en faisant payer les travailleurs américains, il abordera les élections de 1980, une fois la crise passée. Il sera déçu.

Jon BRITTON

● En pleine vague de vente au rabais du dollar sur les marchés monétaires internationaux et au moment de l'une des plongées les plus sévères du dollar jamais enregistrée à *Wall Street*, le Président Carter a annoncé, le 1er novembre, des mesures nouvelles pour redresser la monnaie américaine.

Au moment où Carter bougeait, la panique commençait à envahir les marchés financiers de par le monde. Le dollar connaissait une chute vertigineuse de 1 à 2% par jour par rapport aux principales devises étrangères. En cinq jours, l'or a bondi de 17 dollars l'once pour atteindre le prix de 243 dollars. La Bourse s'est littéralement effondrée au point de voir l'indice des valeurs industrielles *Dow-Jones* tomber de 105 points en 12 jours. Pour arrêter cette panique, Carter devait faire montre d'une volonté réelle d'en finir avec la politique économique d'expansion qu'il a suivie depuis son arrivée à la Maison Blanche, pour adopter une politique de restriction du crédit et d'«argent cher» et de réduction sévère du déficit gouvernemental.

Chaque mesure de la défense du dollar par Carter implique une contrepartie en

sacrifices supplémentaires payés par les travailleurs américains. C'est la perspective de nouvelles coupes sombres dans les services sociaux, de l'accroissement du chômage et une escalade tous azimuts de l'offensive contre la sécurité de l'emploi, la santé et les conditions de travail, que *Wall Street* et les marchés monétaires internationaux acclament - au moins temporairement.

La panique financière d'octobre 1978 et la réponse apportée par Carter sont d'importants jalons sur la voie de la prochaine récession économique au cours de laquelle des millions de travailleurs américains risquent fort de perdre leur emploi.

La nouvelle dépression qui apparaît maintenant à l'horizon semblera avoir été causée par l'amère médecine annoncée par Carter. Mais en réalité l'administration Carter ne fait que répondre - par le même procédé en vogue auprès de tous les gouvernements capitalistes - aux contradictions insolubles du système décadent du profit privé. La défiance massive par rapport au dollar est la manifestation la plus menaçante d'une crise économique grandissante provo-

quée par la surproduction au sein de l'économie capitaliste mondiale.

Les mesures annoncées par Carter le 1er novembre comprennent une augmentation de 1% du taux d'escompte (c'est-à-dire de l'intérêt perçu par la Banque centrale sur les prêts consentis aux banques correspondantes) et une augmentation de 3 milliards de dollars du montant que les banques sont tenues d'avoir en réserve contre certains gros dépôts.

En outre, Carter a déclaré que le crédit à court terme pratiqué avec les Banques centrales du Japon, d'Allemagne fédérale et de Suisse, avait été augmenté et un certain nombre de mesures prises pour permettre à Washington d'emprunter 30 milliards de dollars en devises étrangères afin d'acheter les dollars dévalorisés à l'étranger. Enfin, le Département du Trésor va augmenter considérablement sa vente mensuelle d'or de Fort Knox.

Ces mesures font suite à une série d'actions entreprises en janvier dernier pour contre-carrer une chute du dollar susceptible de réduire en miettes le système monétaire international et de provoquer l'effondrement du commerce mondial.

PLUS DE PAROLES QUE D'ACTES

Toutes les précédentes déclarations de Carter, sans exceptions, ont davantage révélé leur aspect bluff que leur substance du point de vue des dirigeants des banques et des services financiers des trusts internationaux. A chaque fois, après un mieux momentané, le dollar reprenait sa course vers l'abîme. Fin octobre 1978, par rapport à octobre 1977, le dollar avait perdu la moitié de sa valeur par rapport au franc suisse et presque autant par rapport au yen japonais.

Le problème essentiel exprimé par cette chute, c'est la politique de l'administration Carter qui, confrontée à une surproduction qui s'amplifie, ne cesse de maintenir un gigantesque déficit budgétaire de 50 milliards de dollars - pour l'année fiscale 1978 - tandis que la Banque centrale (*Federal Reserve*) continue à imprimer des billets en grande quantité, de façon à financer une part des projets expansifs du gouvernement. La politique d'«argent facile» de la Banque centrale américaine a également encouragé un gonflement du crédit utilisé dans l'économie privée, lequel dépasse le chiffre astronomique de 2000 milliards de dollars (10 000 milliards de francs français).

L'administration Carter et la *Federal Reserve* ont de solides raisons de poursuivre une politique fiscale et monétaire expansive au-delà de la phase du cycle capitaliste au cours de laquelle il était encore «prudent financièrement» d'agir ainsi. Ces raisons sont notamment les suivantes :

1) Sous l'égide de Carter, les dirigeants américains sont en train de renverser la baisse des dépenses d'armement (mesurées en dollars non dévalués), laquelle a été sensible depuis le point culminant de la guerre du Vietnam. Carter a prévu une augmentation en flèche de ces dépenses dans l'espoir d'endiguer le déclin interna-

tional de l'impérialisme US découlant de sa défaite au Vietnam.

2) Carter a procédé à la fois à la baisse des dépenses sociales et à l'augmentation des impôts durant l'année passée, de façon à contribuer à la réalisation des projets militaires. Mais par peur de protestations massives et de bouleversement politique, il n'a pas osé aller jusqu'au point requis pour réaliser dans ces conditions un budget équilibré.

3) Pour des raisons semblables, Carter a voulu éviter de «patroner» une nouvelle dépression. Les dirigeants savent qu'une augmentation sensible du chômage, tandis que le Parti démocrate, soi-disant «pro-ouvrier» contrôle à la fois la Maison Blanche et le Congrès, et alors que les travailleurs commencent à se radicaliser, ébranlerait le système politique bourgeois bipartite jusqu'en son tréfonds.

4) Enfin, l'administration Carter a sans aucun doute été influencée par une théorie largement répandue qui veut qu'une baisse de valeur du dollar par rapport aux devises étrangères ne soit pas trop grave, puisqu'elle aboutirait à un auto-redressement.

Selon cette théorie, en abaissant le prix des exportations américaines (en yens, en marks, etc.) et en augmentant le prix des biens importés aux Etats-Unis, le dollar dévalué allait renforcer la compétitivité des industries américaines sur le marché mondial et allait provoquer en dernière analyse un renforcement du dollar. Ainsi, la chute du dollar était en réalité une bonne chose, tant qu'elle restait maîtrisée et qu'elle ne provoquait pas de bouleversement sérieux du commerce mondial.

A la fin de l'an passé, les gouvernements japonais et européens disposant de monnaies

relativement fortes commencent aussi à adopter des politiques plus inflationnistes en raison, partiellement, de la pression américaine.

Ces initiatives étaient censées réduire les pressions sur le dollar de deux façons. Une croissance économique accélérée en Europe et au Japon fournirait des marchés en expansion aux produits américains, réduisant ainsi le déficit commercial américain. Et une dépréciation plus rapide du yen japonais, du mark ouest-allemand et d'autres devises importantes, réduirait leur attrait comme moyens de thésaurisation, décourageant dans une certaine mesure les ventes au rabais du dollar.

Jusqu'à présent, cependant, la croissance accélérée en Europe et au Japon se fait encore attendre. Même s'il existe des signes de reprise économique dans certains de ces pays, le renversement de tendance a été trop faible, jusqu'ici, pour provoquer un rééquilibrage du commerce mondial. En outre, les prix au Japon, en RFA et en Suisse continuent de grimper plus lentement qu'aux Etats-Unis.

Ainsi, il n'est guère surprenant que les financiers internationaux ne se soient pas laissés impressionner par la dernière déclaration de Carter sur le dollar. La crédibilité du Président auprès des banquiers subit une nouvelle dégradation du fait de l'accueil glacial reçu par la «phase 2» de sa politique salariale de la part du mouvement ouvrier américain et des travailleurs en général.

Selon un «expert belge» cité par le magazine *Time* : «Le monde était confronté à la pire crise économique depuis 1929» (13 novembre).

Dans *Newsweek* du même jour, on pouvait lire : «Carter a dû accomplir quelques pas dramatiques; l'alternative était le risque sérieux d'un chaos financier à échéance de quel-

ques jours ou semaines. Mais la stratégie qu'il a adoptée, sous l'impulsion du Secrétaire au Trésor Michael Blumenthal, aura été le plus important pari politique et économique de sa carrière. En acceptant une pilule amère pour l'économie américaine dans les mois à venir, il parie que des mesures encore plus sévères pourront être évitées ultérieurement. Président issu du Parti démocrate, il abandonne la priorité néo-keynesienne accordée à la croissance et au plein emploi au profit d'une doctrine conservatrice rattachée aux périodes les plus difficiles et au Parti républicain depuis 30 ans. Son plan repose sur la simple présomption que la nouvelle politique va fonctionner et que, si l'inflation est réduite et si le dollar et l'économie sont fermement sur la voie du redressement lors de l'échéance électorale (1980), il sera pardonné».

Newsweek étayait son analyse en révélant que Carter avait demandé à ses services de trouver encore au moins cinq milliards de dollars à couper en plus dans le budget de l'année fiscale en cours et qu'il pensait à opposer son veto sur une demi-douzaine de lois adoptées par le Congrès, qui impliquaient des dépenses supplémentaires. Parmi ces dernières figurent une mesure ajoutant 800 millions de dollars aux dépenses alimentaires destinées aux enfants et une augmentation de 1 milliard 600 millions de dollars de subsides fédéraux à la caisse de pension de la capitale. Nulle part, il n'est évidemment fait mention de quelque veto que ce soit fait sur une augmentation de dépenses militaires.

Des coupes budgétaires de cette ampleur réduiraient le déficit fédéral prévu à environ 34 milliards de dollars pour l'année fiscale en cours, alors qu'en juillet dernier encore, on prévoyait qu'il atteindrait 48 milliards et demi. Mais le capital financier va, sans aucun doute, exiger davantage. Un banquier suisse a déclaré à

Newsweek : « Les gens doivent payer le prix d'un quart de siècle de croissance économique ».

UNE RECESSION RAPIDE ET MODERÉE ?

Même s'il est impossible de prédire avec précision le rythme et l'ampleur des dépressions économiques, il est improbable que Carter voit se réaliser son vœu d'une récession légère et de courte durée, déjà surmontée au moment du début de sa campagne pour être réélu début 1980.

La *Federal Reserve* a, sans l'ombre d'un doute, les moyens techniques de précipiter une nouvelle dépression en l'espace de quelques semaines, mais elle ne le fera sans doute pas. Les réductions dramatiques de crédit que cela impliquerait engendreraient une série de banqueroutes tant personnelles que de sociétés, ainsi qu'une autre panique financière. La banque centrale, par conséquent, envisage plus probablement de réduire le crédit de façon très graduelle...

Les économies japonaise et européennes vont probablement continuer à progresser pendant quelque temps, réduisant également les effets d'une nouvelle politique de raréfaction de l'argent.

Ainsi, la nouvelle crise peut ne pas être sensible avant la fin 1979 ou le début 1980 et le chômage bien supérieur à la « normale » persistera probablement jusqu'aux élections comprises.

Quant à l'ampleur de la nouvelle crise, si l'économie continue son expansion pour une nouvelle année, la surproduction sera sans doute aussi grave ou pire qu'en 1973-1974 et la crise qui en découlera revêtira des dimensions assez drastiques pour permettre une nouvelle reprise.

Carter espère aussi que les hausses de prix seront amorties l'an prochain en con-

séquence de son « programme anti-inflation ». Mais si l'expérience de 1973-1974 peut être de quelque aide, elle montre que les perspectives sont plutôt une nouvelle accélération des hausses de prix se prolongeant jusqu'à la prochaine crise.

La perspective la plus probable est, dès lors, que des millions de travailleurs perdent leur emploi tandis que les prix continuent à monter. Ceux qui ont la chance de garder un emploi devront se serrer la ceinture du fait de la baisse de leur pouvoir d'achat. Les millions de jeunes, de noirs, de femmes et d'autres actuellement au chômage ont devant eux un avenir encore plus sombre.

DES CONTRADICTIONS INSURMONTABLES

Les travailleurs ne doivent conserver aucune illusion : accepter des augmentations de salaires limitées à 7% fixés comme « norme » par Carter ou une politique des revenus obligatoire proposée par le dirigeant syndical George Meany, ne réduira en aucune façon les risques d'une nouvelle *slumpflation*. Le matraquage de la propagande de Carter centrée sur son « programme anti-inflation » veut convaincre les travailleurs que la seule façon d'éviter une crise est d'accepter des limitations d'augmentation de salaires - en réalité des réductions de salaires. Il s'agit à l'évidence d'un mensonge...

La surproduction et donc l'inflation sont devenues chroniques depuis que le long *boom* d'après-guerre s'achève vers la fin des années 60. De « petites » dépressions comme celle de 1974-1975 ne peuvent qu'éliminer partiellement la surproduction et peuvent modérer l'inflation mais non en finir avec elle. Seule, une crise générale à l'échelle des années 1930 pourrait dégager la voie à une nouvelle période de quelque durée d'une croissance économique « saine » et de monnaies de papier de nouveau « stables ». Mais les dirigeants

craignent des bouleversements sociaux et des explosions politiques qui résulteraient inévitablement d'une telle catastrophe et ils se sont efforcés de l'éviter.

Ainsi l'inflation en spirale et le chômage de masse sont les deux produits inévitables du capitalisme décadent. Ces deux maux ne peuvent être éliminés que d'une seule façon : l'abolition du système de profit et son remplacement par un

système planifié de production fondé sur la satisfaction des besoins humains.

L'hebdomadaire *Newsweek* essaya dans son numéro du 6 novembre 1978 d'expliquer pourquoi les électeurs s'abstiennent en masse aux élections, malgré leur préoccupation croissante de la situation économique. Il cite notamment un « expert » des sondages d'opinion en Californie, Mervin Field, qui déclare : « *Les gens pensent*

que c'est la faute du système. Ils ne croient plus que vous pouvez le changer en votant pour un candidat plutôt que pour un autre ».

Ce début de prise de conscience de la part des travailleurs qu'il faut changer le système reflète un début de radicalisation qui s'accélérera probablement dans la période à venir.

Le 18 novembre 1978

NOUVEAU

Ernest MANDEL LA CRISE 1974-1978 Les faits - leur interprétation marxiste *Champs-Flammarion*

Voici quatre ans, éclatait dans le ciel apparemment serein de l'économie capitaliste mondiale un orage qu'aucun expert officiel d'aucun pays n'avait pu voir venir; tous l'attribuèrent aussitôt à la hausse des prix du pétrole de la fin 1973, et prédirent sa fin rapide et une nouvelle phase d'expansion sans nuages. C'est le mérite de quelques marxistes - dont E. Mandel - d'avoir prévu et expliqué la crise avant même qu'elle n'éclate au grand jour; aujourd'hui, alors que les explications bourgeoises de la crise se multiplient et se contredisent, la publication du livre de Mandel, composé à partir des cinq numéros spéciaux d'*«Inprecor»* consacrés à la crise, est une tentative dans le sens d'une synthèse complète des faits et de leur explication marxiste.

La crise mondiale n'est pas due au pétrole, ni au «désordre monétaire», ni aux augmentations «excessives» des salaires, encore moins aux «changements de mentalités». Mandel démontre qu'il s'agit sans aucun doute d'une crise classique de surproduction, dont la racine est une détérioration du taux de profit. Les gouvernements bourgeois croyaient fermement avoir éliminé les crises périodiques grâce aux techniques keynésiennes

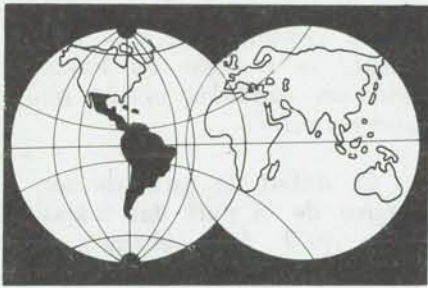
d'intervention de l'Etat et d'injection sélective de crédits dans le circuit économique. Mais ces manipulations, bien loin d'éliminer les cycles de l'économie capitaliste, ne font qu'en limiter l'ampleur; à la longue, elles aggravent les contradictions par l'inflation qu'elles déclenchent inévitablement.

L'originalité profonde de l'analyse de Mandel tient en un enrichissement de la théorie marxiste des crises cycliques par la mise en lumière des «ondes longues» que subit le système : après une onde longue expansive (de 1945 à 1966 environ) pendant laquelle les récessions étaient faibles et de courte durée alors que les «booms» étaient amples et prolongés, nous sommes entrés dans une onde longue dépressive aux caractéristiques inverses : phases d'expansion plus courtes, suivies de récessions graves et de plus en plus longues. La récession de 1974-1976 est donc la première depuis le début de la nouvelle onde longue.

Indiscutablement, une reprise économique s'est produite depuis 1976, mais très hésitante, inégale

selon les secteurs et les pays, et inflationniste : le caractère dépressif de l'onde longue actuelle rend difficile qu'il en soit autrement. Cette relance a surtout été favorisée par la politique d'expansion et de crédit facile menée par les USA. Mais la chute du dollar, l'inflation américaine et les mesures de restriction auxquelles Carter est contraint pour y remédier, vont probablement amener une nouvelle récession dans le courant ou la fin de 1979. Mandel souligne les épées de Damoclès qui sont suspendues au-dessus de la tête du capitalisme mondial, en particulier le risque d'un krack bancaire; elles pourraient provoquer une crise infiniment plus large et un effondrement du (fragile) système de crédits internationaux, avec des conséquences incalculables. Mais il insiste aussi sur les réserves énormes dont disposent encore les principaux pays, USA, RFA et Japon.

Une vision mondiale et synthétique; des pronostics à long terme, maintes fois vérifiés par le passé et solidement étayés pour l'avenir; voilà qui fait de ce livre un instrument de travail précieux pour l'ensemble des militants ouvriers.



Brésil

Vers la récession en 1979?

Martin FERNANDEZ

● Le régime brésilien avait espéré réduire en 1978 le taux d'inflation qui avait atteint 39% en 1977. En fait, fin novembre, ce taux d'inflation annuel avait déjà grimpé à 42%. Tout laissait supposer qu'il allait croître encore. Voilà la raison pour laquelle le ministre Simonsen a finalement décidé de prendre de sévères mesures de restrictions de crédit.

Le but de ces mesures, qui portent notamment sur l'utilisation des crédits étrangers ou en devises étrangères, c'est de réduire de manière draconienne la masse du crédit, de l'équivalent de 10 milliards de dollars en 1978 à 4 milliards en 1979. Quelques grands projets d'investissements étatiques seront retardés ou réduits en dimensions. De nombreuses entreprises petites et moyennes sont durement frappées par la hausse des taux d'intérêt. Il est fort possible que ces mesures précipitent, pour la première fois depuis longtemps, une chute absolue du PNB en 1979.

La cause de l'inflation réside notamment dans les énormes subsides étatiques, payés à la fois aux entreprises publiques ou mixtes, et aux exportateurs.

La croissance accélérée, que le Brésil a connue depuis l'établissement de la dictature militaire et la réduction brutale des salaires réels des travailleurs, a été en grande partie fondée sur un essor d'investissements publics financés soit par l'inflation, soit par les crédits étrangers.

Dans la période 1967-1974, l'Etat a effectué quelque 60% des investissements réalisés au

Brésil. D'après la revue brésilienne *Visão*, l'Etat contrôlait en 1976 48,5% de l'actif net de toutes les entreprises ayant un actif d'au moins un million de dollars, contre 37,2% pour les entreprises privées et 14,5% pour les entreprises étrangères. Mais une partie des entreprises classées comme étatiques sont en réalité mixtes, avec des participations (minoritaires) du secteur privé et du capital étranger.

L'endettement étranger est allé de pair avec cet effort d'investissements et de subsides publics. La dette étrangère a véritablement fait « explosion » au cours des dernières années. Fin 1973, cette dette étrangère s'élevait à 12,5 milliards de dollars. Fin 1977, elle avait bondi à 32 milliards de dollars. Actuellement, elle atteint 40 milliards de dollars, soit 25% du PNB brésilien. A ce propos aussi, un frein s'imposa pour ne pas ébranler le crédit du capitalisme brésilien.

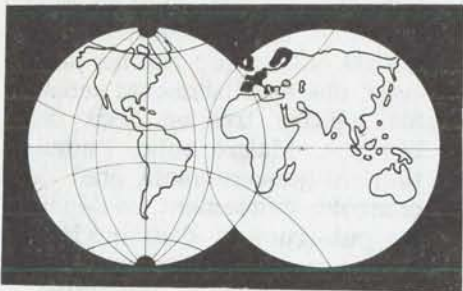
Au cours des dernières années, des subsides de plus en plus plantureux distribués pour stimuler les exportations sont devenus une source supplémentaire du processus d'inflation. Les exportations qui avaient en partie supporté le « miracle économique » brésilien restèrent les produits traditionnels (café, soja, minerai de fer) ainsi que les produits textiles. Or, cette branche industrielle, qui assurait 20% de l'emploi et 12,7% de la valeur industrielle produite, a été durement frappée par les suites de la récession 1974-1975. La valeur de ses exportations diminua d'un quart. Pour com-

ble de malheur, de mauvaises récoltes réduisirent de 1,5 milliards de dollars la valeur des exportations agricoles en 1978.

Pour éviter un déséquilibre permanent de la balance commerciale, la dictature militaire se mit donc à subsidier les exportations des secteurs relativement nouveaux de l'industrie brésilienne, avant tout celles des automobiles et des biens d'équipement. Les succursales brésiennes de Volkswagen et de FIAT utilisent de manière croissante les avantages fiscaux et salariaux obtenus de la dictature brésilienne pour envahir non seulement des pays comme l'Algérie et l'Egypte, mais même des pays d'Europe.

Le Brésil a aussi conclu un accord important avec la Chine à laquelle il fournit du minerai de fer et de l'acier. Mais c'est encore une affaire qui doit être financée par du crédit.

Vu l'ampleur du déficit de la balance des paiements en 1978 (vraisemblablement plus de 5 milliards de dollars), la lutte contre l'inflation s'est imposée comme une priorité absolue aux technocrates associés à la dictature militaire. Mais la tentation de subsidier les exportations indirectement par une forte dévaluation du *cruzeiro* deviendra de plus en plus irrésistible. Pareille dévaluation stimulera de nouveau l'inflation et provoquera donc de nouvelles mesures restrictives. De là la probabilité d'une récession.



Espagne

Un an après le pacte d'austérité

Jesús ALBARRACIN
Pedro MONTES

Les accords passés entre le gouvernement Suarez et les partis ouvriers majoritaires (PSOE et PCE), connus sous le nom de « Pacte de la Moncloa » (octobre 1977), marquent un nouveau pas dans la politique de collaboration de classes de ces partis et dans les plans de la bourgeoisie pour faire face à la crise économique. La bourgeoisie avait essayé, de nombreuses fois auparavant, de résoudre la crise ou d'en atténuer les aspects les plus graves; mais sa situation politique délicate, l'inévitable changement de régime à réaliser et la mobilisation croissante des masses avaient fait échouer ces plans les uns après les autres; la détérioration de la situation économique allait donc s'accroître, marquée par un chômage croissant, une inflation galopante, un déséquilibre extérieur insupportable et une crise dans de nombreux secteurs et entreprises.

Le gouvernement formé après les élections de 1977 élabore un programme, le plus complet et le plus cohérent de tous ceux qui avaient été pensés auparavant; mais il fut très vite évident qu'il serait quasiment inapplicable sans la collaboration active des partis ouvriers réformistes. Jusqu'aux élections, le PSOE et le PCE avaient maintenu une attitude éclectique combinant l'opposition aux plans de la bourgeoisie (en partie parce que leur statut d'opposants renforçait leur

situation en vue de leur légalisation) et la collaboration, exprimée par des concessions successives dans le cadre de leurs exigences sur le changement politique, comme par exemple la constitution d'organismes d'opposition interclassistes et l'absence quasi-totale de luttes contre la bourgeoisie s'appuyant sur les mobilisations de masse.

Leur attitude changea à partir de leur entrée dans le jeu politique parlementaire : ils se mirent à collaborer ouvertement, justifiant ce changement par la nécessité inéluctable de résoudre la crise économique, pour « consolider la démocratie », pour « éviter la régression politique »; ce qui, pour ces partis ouvriers, supposait de renoncer aux programmes sur lesquels ils avaient mené leurs campagnes électorales. Comme prix de leur collaboration, la bourgeoisie transforma de façon marginale son programme économique (sur le terrain du blocage des salaires par exemple, il y eut moins de rigueur), et ajouta au noyau essentiel de son plan un certain nombre de « contreparties » dont le but était d'en faciliter l'acceptation par les travailleurs. Ces « contreparties », bien souvent, étaient des déclarations vagues et imprécises, portant avant tout sur des réformes nécessaires au système lui-même, et seulement dans certains cas isolés représentant de réels avantages économiques et politiques pour les travailleurs.

Comme il n'y avait rien d'autre à espérer après la signature du Pacte que la démobilisation et le renforcement de la politique de collaboration pratiquée par le PSOE et le PCE (son expression la plus claire étant le « consensus électoral »), les « contreparties » n'ont pas été, pour l'essentiel, concrétisées, ce que les partis ouvriers eux-mêmes reconnaissent aujourd'hui. Ainsi, le Pacte de la Moncloa s'est trouvé réduit à ce qu'il voulait être : un programme économique d'austérité permettant à la bourgeoisie de faire face à la crise en préservant ses intérêts et dont l'objectif politique était d'affaiblir les mobilisations en cours des travailleurs.

LE CONTENU ECONOMIQUE DU PACTE DE LA MONCLOA : UN PLAN D'AUSTERITE TYPIQUE

Les élections générales du 15 juin 1977 se sont déroulées dans un contexte économique sans aucun doute grave : rythme d'inflation supérieur à 25%; déficit de la balance des paiements estimé alors à plus de 4500 millions de dollars pour 1977; réserves de devises inférieures à 4000 millions de dollars; chômage nettement supérieur à un million de personnes pour une population active de 13,3 millions; faillites d'entreprises, secteurs entiers en crise ouverte, et par

ailleurs des perspectives sombres quant à la production et aux investissements.

La première mesure prise par le gouvernement récemment formé fut une forte dévaluation de la peseta dont le taux de change passa de 70 pesetas pour un dollar à 87 pesetas pour un dollar. Ceci permit d'arrêter brutalement la spéculation et l'ampleur de la mesure provoqua un retour immédiat de nombreux capitaux; en y ajoutant l'entrée des devises du tourisme concentrée sur les mois d'été et les avantages concédés aux exportations, la situation de la balance des paiements put être rétablie de façon radicale, les réserves en devises augmentant rapidement.

Mais tous les autres problèmes restaient entiers. Les accords économiques du Pacte de la Moncloa signés quatre mois plus tard incluaient un programme dont les objectifs étaient les suivants :

- a. Faire disparaître ou atténuer les déséquilibres du système en matière de déficit extérieur ou d'inflation.
- b. Obtenir une nouvelle distribution des revenus favorisant la reconstitution des profits.
- c. Créer les conditions permettant l'« assainissement » du système économique par la disparition des entreprises peu productives ou peu équipées pour la concurrence.
- d. En liaison avec ce qui précède, commencer une série de restructurations sectorielles et de réformes institutionnelles corrigeant les points faibles du système économique espagnol.

1. Blocage des salaires. Le point essentiel du Pacte fut l'imposition d'une limite de 20% à l'augmentation des salaires pour l'année 1978. L'attaque que cela impliquait pour les travailleurs doit être mesurée à partir du fait que le taux d'inflation prévu pour 1977, au moment de la signature du Pacte, était de l'ordre de 28-30% (l'inflation par la suite n'atteignit que 26,4%).

L'argument avancé pour justifier ce blocage était que si l'inflation en 1978 réussissait à descendre à 16%, l'augmentation moyenne des prix entre 1977 et 1978 serait équivalente à l'augmentation moyenne des salaires durant ces deux mêmes années; les travailleurs ne connaîtraient donc pas de baisse de leur pouvoir d'achat. La signification de ce blocage par rapport aux luttes des travailleurs doit être considérée à partir du fait que tout au long de la crise, ils avaient imposé dans les négociations des augmentations de salaires dépassant bien souvent

2. Politique monétaire. A partir du mois de juillet 1977, le gouvernement eut pour objectif de diminuer la croissance de la masse monétaire des 21% annuels enregistrés à ce moment à 17% à la fin de l'année, taux accepté par les signataires du Pacte de la Moncloa comme objectif pour 1978. En prenant en compte les rythmes d'inflation en cours, la diminution prévue de la masse monétaire supposait un renforcement des restrictions monétaires déjà adoptées au milieu de 1977. Cette diminution était considérée comme nécessaire pour freiner le processus inflationniste, mais avait aussi pour objectif de contraindre à la restructuration des secteurs en crise selon les critères capitalistes et de contribuer à épurer l'appareil productif des entreprises marginales en accélérant la dévalorisation du capital global du système.

3. Les dépenses publiques. Les possibilités sur ce terrain étaient très limitées : la participation du secteur public dans l'ensemble de l'économie espagnole est très modeste si on la compare avec celle d'autres pays industriels avancés; ceci impliquant entre autres que les dépenses publiques sont soumises à de fortes pressions à la croissance, parfois impossibles à réfréner, de par la quantité des revendications non satisfaites.

Le Pacte de la Moncloa prévoyait une extension de l'assurance-chômage (qui ne concerne même pas la moitié des chômeurs), une amélioration des

pensions, en particulier les plus basses, et un investissement de 40000 millions de pesetas pour créer des établissements scolaires (chiffre très en deçà des besoins). Malgré tout, l'intention du gouvernement était de contrôler strictement les dépenses publiques et d'en modérer la croissance. On limita à 18% l'augmentation des cotisations patronales à la sécurité sociale pour 1978, alors que l'accroissement moyen de ces quatre dernières années avait été de 30% annuels (c'était d'ailleurs là une autre mesure visant à augmenter les bénéfices des entreprises); cette mesure a d'ailleurs commencé à avoir des répercussions sur les dépenses d'assistance médicale, le non élargissement du nombre des bénéficiaires de l'assurance-chômage, etc.

INFLATION ET BLOCAGE DES SALAIRES

Si l'on considère le taux d'inflation au moment de la signature du Pacte de la Moncloa, on doit reconnaître que depuis lors, celui-ci a sensiblement baissé, en particulier tout au long de l'année 1978; les prévisions incluses dans l'accord s'avérèrent donc en pratique approximativement justes. De janvier à décembre 1977, l'augmentation du coût de la vie fut de 26,4%. Mais en 1978, cette augmentation se réduira à 16-17%, l'augmentation ayant été de 14% durant les dix premiers mois. Il faut pourtant nuancer ce succès de la politique d'austérité. On peut considérer que 4% de l'augmentation du coût de la vie sont la conséquence directe des 20% de dévaluation de la peseta en juin 1977, alors que la légère réévaluation de 1978 peut avoir entraîné une réduction du taux d'inflation de l'ordre de 1%. Si l'on tient donc compte de l'évolution du taux de change de la peseta, la baisse du taux d'inflation ne serait pas de 10% comme on peut le croire, mais à peu près 5%.

Malgré tout, la bourgeoisie et les réformistes peuvent présenter la réduction du taux d'inflation comme l'une des conséquences positives du Pacte de la

Moncloa, bien que le rythme de hausse des prix soit encore le double de ceux enregistrés généralement en Europe. La politique salariale tracée dans le Pacte de la Moncloa s'est réalisée dans ses grandes lignes : le blocage des salaires a été accepté de façon générale, et là où les conditions étaient particulièrement défavorables aux travailleurs, la croissance des salaires n'a pas même atteint le maximum fixé. La tendance antérieure marquée par des augmentations salariales supérieures au coût de la vie a donc été brisée; de même que la dynamique des révisions semestrielles enregistrée lors des années précédentes; enfin, il faut noter que les travailleurs ont été affectés de façon très inégale par cette politique : les travailleurs des grandes entreprises où les traditions de lutte sont les plus fortes ont obtenu des augmentations plus importantes que ceux des petites entreprises; les augmentations des salaires en pourcentage ont défavorisé également certaines catégories de travailleurs, etc.

Cette évolution globale défavorable pour les travailleurs s'est produite malgré leur opposition active. Ils n'ont pas réussi à faire sauter les verrous de la législation issue du Pacte de la Moncloa, ni à s'opposer efficacement à l'attitude des directions réformistes; ils se sont de plus heurtés à un climat économique général très détérioré qui rendait difficile la satisfaction de leurs revendications.

La participation des travailleurs aux conflits du travail a été très intense durant les premiers mois de l'année (les grèves du premier trimestre 1978, liées en majorité aux renégociations des conventions, ont vu la participation de plus de trois millions de travailleurs, alors qu'un million 600 000 y participaient pour la même période en 1977). Toutefois, ces grèves ont été moins longues (trois jours par travailleur en moyenne pour le début 1978 et 7 jours pour le début 1977); cela semble indiquer qu'à l'exception de quelques conflits très durs, ces mobilisations ont été avant tout un

moyen de pression des travailleurs pour la défense de leurs salaires et qu'elles sont restées globalement sous le contrôle des directions réformistes.

En conséquence, la répartition des revenus au niveau national a été modifiée approximativement de 1% aux dépens des salaires et en faveur de « l'excédent d'exploitation ».

Même en supposant que les salaires aient augmenté du maximum prévu (à peu près égal à la hausse moyenne du coût de la vie en 1977 et 1978), la masse salariale n'aurait pas augmenté d'autant, puisqu'il faut prendre en compte la part correspondant aux travailleurs ayant perdu leur emploi (au premier semestre 1978, 1,5% de la population active) et qui n'ont pas bénéficié de l'augmentation des 3% enregistrée au niveau du PNB. Mais il faut signaler toutefois que cela ne signifie pas que les profits aient augmenté de façon sensible, car cette croissance de la production, de même que celle des revenus non salariaux, vient en particulier de l'agriculture qui a connu en 1978 une conjoncture extrêmement favorable (l'augmentation de son PIB peut être estimée à environ 8%).

REDUCTION DU DEFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les résultats obtenus sur ce terrain sont très favorables à la bourgeoisie. Les faits les plus éloquents sont les suivants : en 1976, le déficit de la balance des paiements a été de 4300 millions de dollars. En 1977, il était réduit à 2500 millions de dollars et un solde légèrement positif est prévu pour cette année. Les réserves en devises qui en juillet 1977 (c'est-à-dire à la date de la dévaluation) étaient de 3700 millions de dollars, ont atteint plus de 10000 millions de dollars fin 1978. Il faut bien sûr considérer dans cette croissance le rôle important de la spéculation (sorties de capitaux jusqu'à la dévaluation et entrées de capitaux à partir de celle-ci). Mais globa-

lement, ces résultats ont été obtenus grâce à une forte augmentation des exportations, au tourisme et à la stagnation des importations. Ils ont toutefois bénéficié de conditions très particulières qui ne se renouvelleront pas en 1979. Au cours de l'année 1978, les exportations ont bénéficié des avantages dûs à la dévaluation de la peseta de juin 1977. Ces avantages auront disparu en 1979 alors que les différences de taux d'inflation et la relative réévaluation de la peseta en 1978 (qui n'a pas suivi le dollar dans sa chute) affecteront la compétitivité des exportations espagnoles. De plus, la diminution de la demande interne qu'impliquait la politique d'austérité a poussé des secteurs entiers à rechercher des marchés extérieurs, fût-ce à des prix non rentables; les difficultés de réduction de l'emploi limitant les possibilités de la production, et l'austérité n'ayant pas été accompagnée de progrès significatifs dans la restructuration de l'appareil productif, certains secteurs ont maintenu un niveau de production artificiellement élevé.

Cela a eu pour conséquence que de nombreux secteurs et un nombre élevé d'entreprises connaissent une situation pire qu'avant la signature du Pacte de la Moncloa, ce qui représente un frein, non seulement pour le développement, même sur ces bases, des exportations, mais surtout pour une éventuelle reprise d'investissements.

Les importations, de leur côté, ont été affectées par la récession et par les conditions météorologiques favorables qui ont permis une meilleure utilisation du potentiel hydro-électrique, réduisant d'autant les achats de pétrole.

Globalement, sur les 3% de croissance du PNB en 1978, 2% peuvent être attribués aux exportations. Il est peu probable que de tels résultats puissent se répéter dans le futur, tout au moins avec cette ampleur, tant à cause des facteurs mentionnés précédemment, qu'à cause du ralentissement du rythme de la croissance mondiale prévue

pour 1979. Il ne faut toutefois pas sous-estimer les possibilités à court terme que donne à la bourgeoisie cette balance des paiements largement positive, qui lui permet de parler de reprise pour 1979; reprise qui ne se verrait pas limitée pendant une période non négligeable par des problèmes de financements extérieurs, bien que, comme nous l'avons vu, les conditions qui ont produit cette amélioration peuvent la rendre plus passagère que les chiffres le suggèrent à première vue.

LA POLITIQUE D'AUSTERITE ET LA SITUATION ECONOMIQUE GENERALE

Les limites imposées aux hausses de salaires, les restrictions monétaires et la dévaluation de la peseta devaient conduire à une expansion de la demande externe et à une contraction de la demande interne. Depuis la dévaluation, la lente croissance enregistrée au niveau de l'activité industrielle, bien que globalement celle-ci soit restée à un niveau bas, a eu pour cause la forte expansion des exportations industrielles. Stimulées, comme nous l'avons vu, non seulement par leur meilleure compétitivité après la dévaluation, mais aussi par les difficultés d'écoulement sur le marché intérieur. Au contraire, les investissements, de par les réductions du crédit, ont continué à diminuer.

Les restrictions du crédit, qui à la fin de 1977 allaient bien au-delà des objectifs précédemment fixés, ont conduit nombre d'entreprises au bord de la crise. Les faillites, les cessations de paiement se sont multipliées, créant un sentiment généralisé d'inquiétude et d'insécurité dans l'ensemble du système économique et même au sein du système bancaire qui, durant les premiers mois de 1978, a maintenu de fait les restrictions au crédit en l'absence de clients sûrs.

L'amélioration relative ultérieure n'a cependant pas conduit à un changement d'attitude chez les capitalistes qui conti-

nent à prendre en considération d'autres facteurs fondamentaux pour projeter l'accumulation, lesquels n'ont guère changé tout au long de l'année 1978. Parmi ces facteurs, il faut inclure la sous-utilisation de l'appareil productif, un taux de profit bas, et les problèmes de restructuration auxquels sont confrontés certains secteurs productifs de base.

En conclusion, l'investissement en 1978 va connaître un taux de diminution de l'ordre de 4% qui, combiné à une croissance très modérée de la consommation (1,5%), fait que le maintien de l'activité économique résulte de la croissance des exportations (12%).

Lorsque le Pacte de la Moncloa a été signé, tous les plans de la bourgeoisie prévoyaient pour 1978 une croissance nulle ou très légèrement positive du PNB, conséquence inévitable de la politique d'austérité. Il est possible d'affirmer aujourd'hui que l'année va se terminer avec une croissance du PNB de l'ordre de 3%. La chute des investissements a été supérieure aux prévisions, la consommation a crû plus qu'il n'était prévu, avant tout à cause des augmentations salariales des travailleurs du service public et des revenus agricoles, et les exportations ont joué un rôle plus important qu'on ne l'avait pensé.

On ne peut toutefois pas qualifier ces 3% de reprise et ce, pour plusieurs raisons : en premier lieu parce qu'ils se fondent sur le recours aux marchés extérieurs, utilisés, nous l'avons vu, comme un moindre mal étant donné la situation interne; en second lieu, parce que les récoltes exceptionnelles enregistrées en 1978 ont joué un rôle important et finalement parce que cette évolution ne s'est accompagnée d'aucune reprise de l'accumulation. Aucun élément nouveau n'est intervenu dans la situation économique, autorisant un pronostic favorable pour 1979; en particulier, le degré de compétitivité du capitalisme espagnol ne s'est pas amélioré de façon significative.

L'AUGMENTATION DU CHOMAGE

Jusqu'au Pacte de la Moncloa, la crise économique s'était répercutée sur le marché de l'emploi à travers divers mécanismes. En premier lieu, les jeunes arrivant en âge de travailler ne trouvaient pas d'emploi et seule une petite partie d'entre eux était comptabilisée dans les statistiques officielles concernant le chômage. En second lieu, l'augmentation systématique de la productivité de l'agriculture espagnole signifie une diminution de la population active agricole de l'ordre de 5% par an; mais, à la différence des années antérieures à la crise, l'excédent de main-d'œuvre agricole n'a pas trouvé d'emploi dans l'industrie ou les services et la soupape de sécurité que constituait l'émigration n'a pas joué.

Et, comme pour les jeunes arrivant sur le marché du travail, seule une partie de ces chômeurs sont inclus dans les statistiques puisque, selon la définition officielle, les journaliers sans travail sont considérés comme population inactive. Il faut ajouter également les émigrants retournant en Espagne dont le nombre est évalué par l'OCDE à 184000 pour la période allant du début de la crise à la fin de 1976 et qui ont contribué significativement à l'augmentation du nombre des chômeurs.

Fin 1977, les statistiques officielles reconnaissent un nombre de chômeurs légèrement supérieur au million (soit 7,8% de la population active). Mais le pourcentage de la population active par rapport à la population en âge de travailler s'est modifié petit à petit, passant de 51,4% en fin 1973 à 49% en 1977, comme conséquence du fait que les jeunes, les femmes, les journaliers ne sont pas comptabilisés comme chômeurs.

Depuis la signature du Pacte de la Moncloa, la situation s'est sensiblement aggravée. Les jeunes, comme auparavant, continuent à grossir les rangs des chômeurs non officiel-

lement reconnus dans les statistiques. L'augmentation de la productivité dans l'agriculture continue à réduire la main-d'œuvre à la campagne sans que les travailleurs journaliers, qui en sont la principale victime, soient considérés comme des chômeurs.

Mais pour la première fois depuis le début de la crise, l'emploi dans l'industrie et les services a été diminuant. Durant le premier semestre 1978, 213000 travailleurs ont perdu leur emploi, 69000 dans l'agriculture, 144000 dans l'industrie et les services, bien que grâce aux exportations, la production ait légèrement crû en 1978.

En tant que capitalisme relativement peu développé, la composition organique du capital est plus faible en Espagne que dans d'autres pays plus avancés et c'est là la cause d'une productivité et d'une compétitivité inférieures. Pour améliorer celles-ci, il est nécessaire de restructurer l'appareil productif, éliminant les structures de production peu efficaces, réduisant les petits ateliers dans certains secteurs, etc.

Bien qu'en 1978, cette restructuration n'ait pas progressé significativement, il est clair qu'actuellement l'emploi est moins rigide à la baisse qu'il ne l'était sous la dictature. Des secteurs entiers frappés par la crise ont recours à l'expédient dit de «régulation de l'emploi», ce qui a signifié la perte de leur travail pour de nombreuses personnes, en même temps que disparaissait un nombre important d'entreprises.

En conséquence, bien qu'on ne puisse parler d'une restructuration en profondeur de l'appareil productif, la diminution de 144000 postes de travail dans l'industrie et les services peut indiquer le début de celle-ci qui, si elle se confirme, signifiera une augmentation beaucoup plus importante du chômage. Ferrer Salat, le Président du grand patronat, montre qu'il connaît bien les problèmes fondamentaux du capitalisme espagnol lorsqu'il demande plus

de «flexibilité» quant aux statuts de la petite entreprises. Au niveau de l'emploi, les conséquences du Pacte de la Moncloa ont donc été aussi graves qu'il était possible de le prévoir. Le taux de chômage est déjà l'un des plus élevés d'Europe et tout indique qu'il va croître fortement.

LES PROJETS DE RECONVERSION DE LA BOURGEOISIE

Si le blocage des salaires et la politique d'austérité ne s'accompagnent pas d'une restructuration de l'appareil productif, la bourgeoisie n'aura pas réussi à améliorer sa production dans le cadre d'une concurrence internationale accrue. A cet égard, on peut dire que rien n'est joué, la bourgeoisie n'ayant pu, jusqu'alors, avancer significativement dans ce sens et les travailleurs maintenant une grande résistance face à la possibilité de perte de leur emploi.

La durée de la crise et sa complexité ont placé des secteurs entiers dans une situation insoutenable qui exige de mettre fin aux conditions de surproduction; cela implique dans presque tous les cas la suppression d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises.

Les commandes de navires ont chuté spectaculairement et la construction navale est entrée en crise ouverte; la demande de produits sidérurgiques s'est réduite et la concurrence s'est aiguisée, ce qui a eu de graves conséquences sur un secteur

désuet et qui est soutenu difficilement grâce à la pratique systématique du *dumping*; l'industrie automobile, avec une capacité de production très largement excessive (SEAT en particulier) doit envisager une restructuration profonde; le secteur textile, en crise permanente, est en position de plus en plus difficile sur les marchés internationaux, etc. Ce sont là des exemples de secteurs importants qui vont très vite se trouver dans une situation invivable. Tous ces facteurs se sont greffés sur une situation structurelle défavorable, marquée par une productivité faible, des coûts de production élevés et une distorsion entre la capacité de production et la demande (des excédents pour certains produits sidérurgiques et des déficits pour d'autres par exemple).

La bourgeoisie a très peu avancé dans la résolution de ces problèmes. Dans le cas de la construction navale, rien n'a été fait, sinon retarder toute mesure; dans la sidérurgie, aucun plan précis n'a été établi et les discussions se concentrent sur la manière de socialiser les pertes; la vente de SEAT à FIAT reste en discussion et comme conséquence, les mesures de restructuration sont suspendues, etc.

Au-delà des autres problèmes politiques, les facteurs les plus importants qui ont, dans certains secteurs, empêché une solution rapide, ont été l'opposition des travailleurs à des projets qui en général impli-

ENCORE EN SOUSCRIPTION QUELQUES JOURS !

LE PREMIER VOLUME DE LA SERIE CONSACREE AUX CONGRES MONDIAUX DE LA IV^e INTERNATIONALE SORT AUX EDITIONS LA BRECHE DANS LES PREMIERS JOURS DE JANVIER 1979. CE LIVRE, «NAISSANCE DE LA IV^e INTERNATIONALE 1930-1940» REPRODUIT INTEGRALEMENT LES TEXTES DE REFERENCES QUI DEFINISSENT LES ORIENTATIONS DU MOUVEMENT TROTSKYSTE D'AVANT LA GUERRE.

420 pages. 35 F au lieu de 58.

quaient de nombreux licenciements et les difficultés, dans un contexte d'austérité et d'assainissement du système financier, de mener à bien les reconversions nécessaires. Mais il ne fait aucun doute que l'absence de solution concrète à court terme, l'absence de mesures signifiant une amélioration de la situation pour la bourgeoisie, hypothèque, à long terme, la position du capitalisme espagnol dans le contexte international.

LES PERSPECTIVES POUR 1979

Alors que le mois de novembre est déjà bien avancé, et que s'approchent les négociations pour les contrats collectifs les plus importants, un nouveau pacte social se substituant à celui, dépassé, de la Moncloa, n'est toujours pas signé. Les partis ouvriers majoritaires ont des positions divergentes sur qui doit négocier et sur la durée du pacte (gouvernement-syndicats-patronat et d'une durée d'une année pour le PSOE et l'UGT; trois ans et participation des partis politiques aux négociations pour le PCE et les Commissions ouvrières). Mais par-delà ces divergences, se maintient leur volonté de collaborer avec la bourgeoisie afin de la sortir de la crise, ce qui contraste avec les difficultés concrètes de signature du nouveau pacte. Ceci s'explique avant tout par l'importance du problème du chômage, dont il est difficile d'avouer aux travailleurs qu'il va aller s'aggravant, et par les difficultés de mettre en pratique une politique de blocage des salaires.

Pour éviter l'accroissement du chômage, il serait nécessaire de créer plus de 200 000 emplois nouveaux en 1979. Les économistes bourgeois considèrent qu'une croissance du PNB de l'ordre de 4-5% est nécessaire pour atteindre un tel objectif, mais ils oublient que l'étape initiale d'une reprise se traduit par une augmentation élevée de la productivité et n'implique donc pas immédiatement un accroissement de la demande de travail. Le gouvernement a adopté cette perspective d'expansion modérée, mais en insistant sur

le fait qu'elle n'est possible que sur la base du maintien du blocage des salaires. Deux facteurs peuvent, selon les économistes officiels, permettre une telle reprise : le maintien du développement actuel des exportations et une forte reprise des investissements (de l'ordre de 8-9% pour 1979). En résumé, le gouvernement et les partis ouvriers réformistes ne peuvent présenter de plan impliquant une aggravation du chômage; c'est pour cela qu'ils ont opté pour une expansion modérée. C'est un choix qui a des limites très précises et qui implique de nombreuses contradictions.

Les résultats favorables au niveau des exportations obtenus en 1978 (12% en termes réels) ne se répéteront pas, tant à cause de la baisse d'activité prévue au niveau de l'économie mondiale que par l'épuisement des avantages de la dévaluation. Une nouvelle dévaluation comme l'ont demandée récemment les industriels d'Euskadi - ce qui reflète les problèmes actuels du secteur d'exportation - impliquerait une augmentation des réserves encore plus importante qu'actuellement; cela poserait de sérieux problèmes pour la mise en pratique de la politique monétaire et augmenterait les risques d'accroissement de l'inflation.

Les possibilités d'une reprise significative des investissements sont encore plus réduites. 1979 ne sera pas une année calme au plan politique, ce qui ne favorisera pas le développement de l'accumulation. De plus, comme nous l'avons vu, le taux de profit n'a pas augmenté de façon suffisante, la capacité de production non utilisée n'a pas été absorbée et aucun progrès significatif n'a été fait dans la restructuration des secteurs en crise. Dans ces conditions, dans quel secteur les capitalistes seront-ils motivés pour investir ?

La mise en pratique d'une politique de pacte social n'est pas exempte d'autre part de contradictions ni de difficultés. Il est plus difficile aujourd'hui d'imposer le blocage des salaires qu'au moment de la signature du Pacte de la Moncloa. Le niveau auquel les salaires devront

être bloqués sera plus bas puisque l'inflation prévue est moindre, ce qui, traduit en pesetas, signifiera des chiffres absolus d'augmentation inférieurs à ceux prévus par le Pacte. Par ailleurs, les travailleurs ont déjà fait l'expérience d'une telle politique et ont compris que si l'inflation a été réduite grâce à leurs sacrifices, ils n'ont obtenu, en contrepartie, qu'une augmentation du chômage. Enfin, il est peu probable que l'inflation se réduise à un taux annuel de 9% comme le prévoit le gouvernement; le dépassement de ce pourcentage signifierait tôt ou tard une pression pour dépasser les limites fixées par la politique de blocage des salaires. D'ailleurs, le gouvernement semble avoir renoncé à une limitation des augmentations salariales de l'ordre de 10%, et commence à admettre qu'elles peuvent atteindre 14% (il est probable que 1978 se termine avec une augmentation des prix de l'ordre de 16%).

La mise en pratique de la politique monétaire implique également des contradictions. Elle ne peut continuer longtemps à être aussi restrictive que maintenant à cause de ses effets sur le chômage et sur la crise de nombreuses entreprises. Mais si la pression se réduit, si le taux de croissance de la masse monétaire atteint des pourcentages de l'ordre de 20-22%, le risque d'une relance de l'inflation sera grand sans que l'on assiste en contrepartie à une reprise des investissements qui, nous l'avons vu, dépend d'autres facteurs.

Seule une politique d'austérité à outrance peut solutionner les problèmes du capitalisme espagnol; mais l'augmentation du chômage qui s'ensuivra et les restructurations de nombreuses entreprises qu'elle implique rendent son application particulièrement difficile. C'est pourquoi, dès que la bourgeoisie enregistrera quelques premiers résultats positifs, elle sera tentée de réduire ses pressions. Cela explique la politique modérément expansive pour laquelle semble opter le gouvernement; mais loin de solutionner les problèmes du capitalisme espagnol, elle risque de les aggraver.

20 novembre 1978

Yougoslavie

Le système yougoslave face à ses impasses

*Une Chambre de l'Assemblée a rejeté le plan de développement
du gouvernement yougoslave*

Catherine VERLA

● « Trop général et peu clair », tels sont les termes, selon l'Agence yougoslave Tanjug (édition anglaise du 18-19 octobre 1978), avec lesquels la Chambre des Républiques et Provinces de l'Assemblée a rejeté le plan de développement présenté en octobre par le gouvernement yougoslave. Ce dernier avait jusqu'en décembre pour revoir son projet, que la presse yougoslave a durement critiqué. *Borba* (Belgrade du 29 octobre), par exemple, affirmait que le document ne contenait pas d'analyse approfondie des objectifs que la précédente Résolution « n'a pas atteints et (qui) ne permet pas en conséquence d'analyser les causes des différences entre le plan et ses résultats ». (*RFE*, novembre 1978).

Ce n'est pas la première fois qu'un projet gouvernemental est ainsi rejeté. Mais les commentaires de la presse et l'ampleur des problèmes posés donnent à ce camouflet une importance particulière. Ce qui est exigé n'est rien moins qu'un premier bilan d'application du nouveau système mis en place récemment. On sait que la phase de libéralisme économique débridé introduit par la réforme de 1955 avait conduit à un démantèlement profond de la planification au profit des lois du marché avec leur lot de conséquences : accroissement des inégalités et des conflits sociaux et nationaux; tendances

à la restauration de rapports capitalistes dans l'économie yougoslave (1)... Le début des années 70 avait vu un tournant dans la politique officielle : répression de toutes les oppositions au nouveau cours centralisateur, mise en place par étapes d'un nouveau système de production codifié dans la Constitution de 1974 et surtout dans la « loi sur le travail associé », votée fin 1976. Le XI^e Congrès de la LCY, qui s'est déroulé en juin dernier, a insisté sur le « rôle dirigeant du parti » dans l'établissement des nouveaux rapports autogestionnaires. Mais il ne disposait pas encore d'un recul suffisant pour tirer un premier bilan de cette mise en place. S'il est certain que le contexte international a introduit, dans les années récentes, tant du côté du COMECON que des pays capitalistes, des difficultés supplémentaires pour l'économie yougoslave, les problèmes majeurs sont d'origine interne.

L'ARRIERE-PLAN INTERNATIONAL

La récession capitaliste mondiale avait provoqué un retournement en 1974 dans les grandes tendances des échanges yougoslaves : bien que les pays de la CEE fussent les principaux partenaires, on avait noté alors une augmentation substantielle des accords à long terme signés avec les pays du COMECON

(en même temps que la recherche de nouveaux marchés avec les pays producteurs de pétrole). Les restrictions imposées par les pays capitalistes eux-mêmes à leurs importations avaient durement touché la Yougoslavie (en particulier pour ses exportations de viande). L'année 1976 voit pourtant un nouveau retournement qui semble s'être confirmé jusqu'alors, à savoir la tendance à réduire les échanges avec le COMECON et la recherche d'accords privilégiés avec les pays de la CEE.

Les principaux problèmes survenus avec les pays de l'Europe de l'Est ont été tout d'abord l'incapacité de l'URSS à tenir ses engagements quant aux énormes crédits promis en 1973; et d'autre part la qualité médiocre des produits de ces pays et la recherche par les dirigeants yougoslaves d'une technologie avancée. Pour finir, les modifications du système des prix introduites par l'URSS en 1976 diminuent l'avantage relatif des prix du COMECON par rapport aux prix mondiaux capitalistes.

Le déficit du commerce extérieur avec la CEE reste considérable en 1977 (2400 millions de dollars de déficit avec la CEE, soit 55% du déficit total du commerce extérieur yougoslave). Les mêmes tendances se sont poursuivies en 1978, mais avec l'engagement

de dures négociations qui viennent d'aboutir en octobre avec la proposition de la CEE d'un accord préférentiel avec la Yougoslavie pour cinq ans.

La Yougoslavie continue par ailleurs son ouverture aux investissements étrangers, sous forme de *joint ventures* - investissements mixtes dont 51% des fonds au moins doivent être yougoslaves. Mais sur les dix années d'expérimentation de tels investissements mixtes, les résultats sont considérés comme très modestes, malgré les assouplissements introduits par les dirigeants titistes pour attirer les capitalistes défiants envers les contraintes du système de production yougoslave. Les 170 accords conclus en dix ans n'ont été financés que pour un cinquième par des capitaux étrangers, dont les fonds équivalent à 350 millions de dollars sur toute cette période.

LES IMPASSES DU NOUVEAU SYSTEME

Les résultats globaux depuis le Xe Congrès de la LCY en 1974 sont loin d'être tous négatifs. Selon le rapport officiel rapporté dans *Politika*, du 21 juin 1978, concernant l'évolution des quatre dernières années, l'industrie a crû de 33%, l'agriculture a permis de couvrir

le chômage et un ensemble de données, allant de la faible compétitivité à un endettement extrêmement grand des entreprises et à un fort taux d'inflation, données qui renvoient toutes, à un degré ou à un autre, aux mécanismes d'investissement et de détermination des prix et revenus.

Le chômage (environ 800 000 personnes selon l'annuaire statistique yougoslave) est aggravé par la masse des travailleurs immigrés (environ 800 000) dont le retour se fait à un taux de quelque 60 à 80 000 par an. Il se compose essentiellement de tous ceux qui recherchent un **premier emploi non agricole**, c'est-à-dire des jeunes et de la masse des petits paysans dont le lopin de terre, souvent inférieur à cinq hectares, ne leur permet pas un niveau de vie suffisant et qui cherchent également les avantages de sécurité sociale de l'inscription au chômage. Il n'existe théoriquement pas de licenciements autorisés pour cause de rentabilisation et toute entreprise exigeant des modifications de l'emploi doit faire l'objet d'un reclassement préalable. Il n'en demeure pas moins que le chômage, dans les conditions objectivement difficiles d'un pays au départ très agricole, a été le résultat de toute la période de libéralisation du

pellent « indisciplines », « insuffisance du contrôle social sur la reproduction » (les investissements), etc. Il faut rappeler en deux mots que le nouveau système, bien qu'ayant porté un coup d'arrêt au libre jeu des lois du marché, reste distinct de la planification centralisée de type soviétique en ce qu'il se combine à l'autogestion. Il faut bien entendu étudier comment se pratiquent réellement les déci-

La population agricole était de 67,2% en 1948, contre 33% en 1975. Il y avait en 1947 près de 1,2 millions de travailleurs dans le secteur social, contre près de 5,2 millions en 1978.

(Source : « Journal des syndicats yougoslaves », novembre-décembre 1978)

sions dites autogestionnaires (en particulier quelles couches sociales prennent et contrôlent ces décisions) pour comprendre les impasses du système actuel. En principe, la nouvelle « loi sur le travail associé » de 1976 donne aux organes d'autogestion (ceux des entreprises, mais aussi des localités, communes, républiques, etc.) par le nouveau système de « délégations » et de « communautés d'intérêts » (2) des pouvoirs de contrôle sur l'ensemble du surproduit social. Mais d'une part, il est censé être le produit d'une élaboration longue, tenant compte des plans locaux de développement; d'autre part, il laisse une assez grande autonomie aux Républiques constituant la Fédération yougoslave et aux plans locaux de développement. Enfin, la part du surproduit social qui va à la consommation collective (école, santé, crèches, etc.) est de plus en plus gérée par les fonds propres des « communautés d'intérêts » associant travailleurs et utilisateurs de ces services. Les prix eux-mêmes doivent faire l'objet « d'accords autogestionnaires » qui impliquent une élaboration très complexe à tous les niveaux pour apprécier par des critères élaborés en commun la valeur du travail réalisé à chaque niveau.

Mais la pratique, c'est plus de quarante heures de travail par semaine pour les travailleurs,

L'achat d'une automobile « Zastava 750 » exigeait en 1965, 770 journées de travail (sur la base du revenu moyen par personne) et en 1977 trois fois moins. Pour la même période, le rapport est de 103 à 29 jours pour l'achat d'un téléviseur et de 80 à 20 jours pour l'achat d'un réfrigérateur. Il fallait en 1965 consacrer toute la paie d'un mois pour l'achat d'un costume d'homme, en 1977 moitié moins. Pour un kilo de pain, le rapport est de 26 à 15 minutes; pour un kilo de viande de bœuf, de 4 heures à 1 heure 52 minutes; pour un litre de lait, de 28 à 16 minutes; pour un kilo de sucre, de 56 à 35 minutes...

(Source : « Journal des syndicats yougoslaves », novembre-décembre 1978)

la consommation interne, l'emploi a augmenté à un taux de 4,5% par an et le pouvoir d'achat s'est accru de 25% en cinq ans. Autrement dit, si l'économie yougoslave a subi les répercussions et les pressions de l'environnement économique mondial, elle n'a pas connu de récession comme l'ensemble des pays capitalistes pendant la même période. Toutefois les problèmes principaux restent

marché et d'ouverture des frontières à la concurrence internationale, où le démantèlement de la planification ne permettrait pas d'assurer un plein emploi de l'ensemble de la force de travail rendue disponible par l'exode rural en premier lieu.

Les autres maux de l'économie yougoslave renvoient souvent à ce que les dirigeants ap-

qui combinent souvent, vu le faible revenu dont ils disposent, leur travail légal avec un travail au noir. C'est le poids décisif des « spécialistes » dans la présentation des objectifs de développement, qui ne laisse aucun moyen réel pour les travailleurs de décider en connaissance de cause de tout ce qui dépasse le « tangible », de tout ce qui n'est pas conditions de travail et revenu individuel et collectif à court et moyen termes. Il suffirait d'ailleurs de ne mentionner que l'absence de temps pour contrôler les autres choix, pour expliquer que les travailleurs n'y participent pas vraiment. La pratique, c'est enfin l'absence de possibilités réelles de débats politiques permettant à de grandes orientations nationales divergentes de se confronter et d'éclairer les choix possibles : le monolithisme du parti l'interdit.

Le rejet par la Chambre des Républiques du plan gouvernemental a été motivé, on l'a dit, par l'imprécision de l'analyse des causes du décalage entre les résultats et les plans votés antérieurement. C'est dire que l'on manque encore de données, pour illustrer, au niveau de ces résultats, les rapports de forces sociaux. Mais il semble que la situation combine plusieurs caractéristiques à cet égard : d'une part, par rapport à la période de 1965-1971, période d'application de la réforme décentralisatrice, un meilleur respect de certains grands choix de développement qui témoigne d'une reprise en main partielle par la bureaucratie fédérale des instruments de planification dans le domaine des grands investissements en matières premières et dans celui des fonds de développement des régions les plus arriérées. Ceci s'accompagne d'un non respect des accords et plans établis localement et régionalement, que ce soit au niveau des prix ou à celui des investissements. Mais là encore, il semble qu'il faudra analyser de façon différente les résultats selon les branches : on a dit que les travailleurs étaient les mieux à même de contrôler et de peser sur ce qui relevait de leur propre consommation.

Et il semble en effet que les services collectifs se soient développés plus que ne le prévoient les plans fédéraux dans la dernière période. Par contre, il semble aussi que les conflits et les grèves (voir ci-dessous) se soient accentués dans les entreprises liées à la production et que l'objet de ces conflits résidait souvent dans la part respec-

Au cours des trois dernières années, on a construit 687 écoles, 429 hôpitaux, ainsi que d'autres établissements sanitaires. En 1977, on comptait un médecin pour 770 habitants, ce qui correspond au niveau des pays développés. En 1976-1977, il y a eu un quart de plus d'étudiants dans les facultés qu'en 1973-1974. En trois ans on a construit 347 crèches et jardins d'enfants.

(Source : « Journal des syndicats yougoslaves », novembre-décembre 1978)

tive revenant au revenu personnel et celle attribuée aux investissements productifs (les dirigeants d'entreprises voulant augmenter les secondes au détriment des premières contre le point de vue des travailleurs).

VERS UNE NOUVELLE CHASSE AUX MILLIARDAIRES ?

Si la bureaucratie yougoslave a ceci de commun avec ses sœurs de l'Est de maintenir contre vents et marées le système du parti unique, elle dispose de multiples rouages (dont l'autogestion n'est pas un des moindres) de contact (contrôle) avec les masses permettant à la fois aux conflits sociaux de s'exprimer et d'être émus, décentralisés. Il n'est donc pas étonnant que même dans les discours officiels, les tensions sociales de la société yougoslave soient transparentes. Or, on a vu dans les tous derniers mois, de nombreux articles de la presse yougoslave retranscrire des discours de hauts dignitaires du régime décrivant l'accroissement des inégalités sociales et le détournement des droits des travailleurs au profit des technocrates.

* La diminution du poids des travailleurs dans les organes d'autogestion a été dénoncée

avec beaucoup de publicité dans plusieurs organes de la presse yougoslave à l'occasion de l'analyse des grèves. C'est Nica Jovanov (qu'on appelle familièrement le « Docteur es-grèves » parce qu'il a présenté récemment - et obtenu - une thèse de doctorat sur l'analyse des grèves en Yougoslavie), haut responsable des syndicats yougoslaves, qui a été le plus loin dans ces analyses. Interviewé à plusieurs reprises (voir dans *Vjesnik* des 27 août et du 2 septembre et dans l'hebdomadaire *Start* du 6 et 20 septembre), il a carrément déclaré que le renforcement institutionnel des conseils ouvriers s'est affirmé en même temps qu'une décroissance du poids social des travailleurs en leur sein (3) : « Les gens appartenant à ce que nous appelons les structures hiérarchiques ont commencé à s'installer eux-mêmes dans la structure d'autogestion de la société et d'y assumer des positions-clé, ce qui n'avait pas été prévu. C'est pourquoi en une période de temps relativement brève, le nombre de travailleurs dans les conseils ouvriers a chuté jusqu'à 55%, alors que les technocrates gagnaient une influence décisive en leur sein. Une situation paradoxale a surgi : les conseils ouvriers ont commencé à renforcer leur position en tant qu'institutions au moment où leur composition sociale (et aussi leur influence) n'était pas ouvrière. C'est pourquoi il y a eu aussi des membres des conseils ouvriers parmi les travailleurs qui se sont mis en grève. » (*Vjesnik*, cité du 2 septembre). Jovanov a d'ailleurs ajouté que ce déclin du poids des travailleurs était systématique, non seulement à l'Assemblée nationale, mais aussi dans la LCY et les syndicats.

* Du plus haut intérêt est également la façon dont il cerne le mécanisme des prises de décisions que nous avons évoqué plus haut et les conclusions qu'il en tire : « Il n'y a pas d'autre moyen d'harmoniser et de résoudre les intérêts nombreux et contradictoires que de présenter différentes alternatives. Cela signifie que chaque proposition doit être présentée sous différentes versions (...), en in-

diquant quelles seraient les conséquences de chaque alternative avancée.» (ibid.).

* Enfin, la question des inégalités sociales a ressurgi dans la presse de ces derniers mois à plusieurs reprises ainsi qu'au congrès des syndicats qui s'est tenu en novembre. Au cœur de ce problème on retrouve la dénonciation de la place occupée par les intermédiaires financiers et commerciaux dans un système qui reste très décentralisé. Au point que Jovanov déclare que «toutes les banques devraient être nationalisées» (ibid.) (4), reprenant ce faisant une déclaration similaire de Bakaric, un des principaux leaders croates du régime, membre de la Présidence d'Etat et du Praesidium du parti. Jovanov précise que l'échelle des salaires entre un travailleur d'usine et certains dans les banques va de 1 à 15 et parfois de 1 à 25 (ibid.); et il montre comment de telles inégalités se retrouvent aussi dans d'autres manifestations de la vie quotidienne.

Le dirigeant croate Bakaric déjà évoqué, a, quant à lui, dans une interview reproduite dans plusieurs journaux (en particulier *Vjesnik* des 23-24 septembre - *RFE* du 28 septembre) attaqué le secteur privé, en particulier la location d'appartements et de maisons comme source d'abus, y compris de la part de fonctionnaires du parti. Il a réaffirmé non pas l'éventualité d'une suppression de ce secteur, mais une limitation plus strictement surveillée (qui rende impossible l'emploi de plus de cinq salariés, ou dans les locations, les «maisons de week-end» de quelques «trente lits»... ou encore la possession de véritables chaînes de location par l'attribution des appartements à différents membres d'une même famille, ce qui tourne les limites de la loi, etc.).

Mais les attaques les plus virulentes viennent de Jure Biblic (Président de l'Assemblée croate) qui a déclaré au journal *Vjesnik* du 21 octobre 1978 - *RFE* du 8 novembre 1978) que «le nombre des milliardaires

avait crû en Yougoslavie de plusieurs milliers dans les années récentes». Il a cité des exemples pris à nouveau dans le secteur privé (locations de maisons, de bateaux). D'après l'annuaire statistique yougoslave de 1977, il y avait en 1975 environ 250 000 personnes (en dehors de l'agriculture) travaillant dans l'artisanat ou autres petites entreprises privées. Cela représente 5% de la force de travail employée dans le secteur socialisé. Un des problèmes essentiels que pose ce secteur a été dénoncé par Tito en septembre (dans *Tanjug* du 8 septembre 1978) dans le fait que les personnes travaillant dans le privé camouflent leurs revenus et ne paient pas les taxes qui leur correspondraient. *Le Monde* du 18 novembre citait l'interview de Jure Biblic en notant les risques de troubles sociaux (Biblic parle même de «guerre civile») que le maintien de cette situation pourrait introduire.

Le récent congrès des syndicats est revenu, quant à lui, sur un autre aspect des inégalités sociales qui est le mode même d'évaluation des revenus (5). Comment mesurer «à chacun son travail» dans des secteurs aussi différents que ceux de la production, ceux des services et du commerce? Pendant toute une période, la tendance en Yougoslavie a été en réalité que chacun soit payé non pas tant «selon son travail», mais selon les résultats du travail sur le marché. Le coup d'arrêt porté à la Réforme économique et au libre jeu des lois du marché s'est également manifesté dans les débats sur le mode de détermination des revenus dans le sens d'une remise en cause (encore très théorique) de tout avantage de revenu provenant d'une meilleure position sur le marché. On a recherché par contre des critères d'évaluation qui tiennent compte (et stimulent) des progrès effectifs dans l'organisation collective, la productivité du travail. Mais un autre type de critère intervient jusqu'alors : la «qualité» du travail (le type de responsabilité, d'efforts, de qualification...). Ce qui est une source d'apparition de privilèges évidente

(pour les bureaucrates «compétents» en particulier). Mais aussi une source de transfert de valeur du secteur productif vers le secteur commercial et financier. «En règle générale, le commerce ne partage pas le destin de la production, ne supporte pas les mêmes risques et se crée un revenu trop élevé par rapport à sa contribution. Certaines organisations commerciales imposent aux organisations de la production des conditions permettant le transfert des revenus indépendamment de la véritable contribution au revenu créé en commun.» (Spiljak, Président des syndicats yougoslaves, cité par *Le Journal des Syndicats yougoslaves* de novembre-décembre 1978 - compte-rendu du récent congrès).

Un des points soulevés dans ce cadre par le congrès des syndicats a été la nécessité de revaloriser le travail productif, et en particulier les travaux manuels les plus pénibles.

UNE LEGALISATION DES GREVES ?

Ces inégalités selon les secteurs expliquent selon Jovanov (interview citée) pourquoi les grèves touchent essentiellement les travailleurs productifs. Selon lui, elles se sont développées dans la période récente, ce qui relance le débat sur leur légalisation. Jovanov évoque à ce propos les débats qui ont eu lieu au moment de l'adoption de la nouvelle «loi sur le travail associé» de 1976; il confirme publiquement que les dirigeants yougoslaves se sont divisés sur la question d'une légalisation des grèves : le résultat fut que la loi ne mentionne pas le problème et qu'en pratique les grèves sont tolérées. Il est à noter que le congrès des syndicats n'en a pas parlé. La position de Jovanov est donc encore très marginale; il considère qu'il est faux de dire, comme dans les pays de l'Est, que les travailleurs feraient grève «contre eux-mêmes»; les grèves manifestent au contraire des dysfonctionnements du système d'autogestion et des conflits sociaux réels. Jovanov critique les pratiques souvent en vigueur où «le directeur d'usine,

le secrétaire du parti et le dirigeant du syndicat prennent des décisions à huis clos et puis contraignent les travailleurs à voter» (RFE du 6 septembre 1978); il ajoute que beaucoup de dirigeants syndicaux et d'organisations du parti défendent plutôt les intérêts des technocrates que ceux des travailleurs. Souvent, dit-il, les organisateurs de la grève sont punis et même licenciés de leur travail ou renvoyés du parti et Jovanov suggère que ce soient les fonctionnaires du parti et du syndicat qui soient punis... (ibid).

Ces déclarations rendues publiques par la presse n'ont nullement été dénoncées jusqu'alors par les dirigeants yougoslaves. Il s'agit manifestement d'un point de vue actuellement débattu au sein de la LCY dans l'optique de la nouvelle Bible du régime que représente le récent livre de Kardelj «*Les voies du développement du système politique de l'autogestion*», qui explique ce que doit être le «pluralisme» autogestionnaire yougoslave.

Le point de vue de Jovanov est-il contradictoire avec le maintien d'une conception bureaucratique de la société yougoslave où le monopole du parti reste maintenu ? Dans d'autres interviews que nous avons citées (cf. *Inprecor* no 24, mars 1978), nous montrions le point de vue «bureaucratique intelligent» que peut représenter Jovanov (ce qui ne supprime pas l'intérêt évident de ses déclarations et l'importance qu'aurait leur application pour les travailleurs yougoslaves) : en citant l'exemple polonais des grèves explosives de la Baltique, il défend l'idée que la situation sociale est bien plus contrôlable, bien moins dangereuse pour le régime en laissant les tensions s'exprimer et en légalisant le droit de grève. Prenant des exemples yougoslaves, il montre combien les conflits restent limités, localisés et souvent vite résolus quand les grèves surgissent dans un climat de tolérance.

Il est clair que dans le point de vue défendu par Kardelj, principal théoricien du régime, les syndicats et l'Alliance socia-

liste (sorte de front de masse dirigé par la LCY) jouent un rôle essentiel, en tant que rouages de transmission de l'orientation de la LCY, et que de tels rouages sont d'autant plus efficaces qu'ils sont capables de capter les tensions réelles de la société.

DANS NOS PRECEDENTS NUMEROS

- no 38: Le traité de paix sino-japonais, un accord signé sur le dos des peuples d'Asie; Mexique : le populisme sans avenir du parti au pouvoir; Zimbabwe: la dernière période de Smith ?; Algérie : vers l'autodissolution des staliniens dans le parti unique; France : le mouvement syndical depuis les élections de mars; Livres : l'URSS et eux...
- no 39: Nicaragua : déclaration du SU de la IVe Internationale; Iran : la colère des masses; A bas le Shah : déclaration du SU de la IVe Internationale; Maroc : continuité et changements ne suppriment pas les contradictions; Document : un nouveau «complot» trotskyste en Tchécoslovaquie; Chine: l'heure de la «démaoïsation» (30 novembre).
- no 40: Grande-Bretagne : la dernière année du gouvernement Callaghan; RFA : les sidérurgistes pour les 35 heures; Pérou : création du PRT; Iran : pour une république ouvrière et paysanne; Index des articles parus dans «Inprecor» en 1978; Tchécoslovaquie : lettre de Petr Uhl au ministère de l'Intérieur; RDA : après le Congrès Bahro; Le mouvement des femmes en Inde (14 décembre 1978).

De là à accepter, comme le dit Jovanov, «l'indépendance des syndicats» par rapport à l'Alliance socialiste et à la LCY, il y a un pas que les dirigeants yougoslaves n'ont certes pas franchi, au delà des déclarations formelles. Pour être réelle, une telle indépendance devrait impliquer la possibilité que les syndicats connaissent de réels débats d'orientation à l'issue desquels puissent éventuellement émerger des directions divergentes de celle de la LCY. Ceci est manifestement exclu dans le régime actuel. On peut même souligner combien, après qu'un semblant d'autonomie réel se soit manifesté au sein

des syndicats yougoslaves en 1968-1971, il fut rapidement étouffé. L'absence de prise de position, et même de débat public sur la question du droit de grève lors du récent congrès syndical montre encore, s'il le fallait, que les syndicats sont l'expression de l'orientation officielle dominante, et d'elle seulement, aujourd'hui.

Néanmoins, les analyses qui y ont été faites des inégalités, dans le contexte des discours officiels évoqués plus haut contre les milliardaires, indiquent qu'une série de mesures sera sans doute prise. Incontestablement le régime est à nouveau confronté à des choix cruciaux concernant le secteur bancaire et commercial (en particulier d'import-export) et le secteur privé dans le sens d'un contrôle social plus effectif des fonds qui s'y accumulent. On

ne peut exclure, comme en 1972, une réédition de la «lettre de Tito» qui avait impulsé une mini-«révolution culturelle» contre les abus et les milliardaires. Mais on peut penser que les dirigeants yougoslaves n'y auront recours qu'après avoir épuisé les moyens plus contrôlés d'une intervention plus offensive de la LCY à travers les syndicats.

Décembre 1978

NOTES

- 1) Cf. «Critique communiste», no spécial 18/19.
- 2) Cf. «Inprecor» no 24 (mars 1978) sur «Le nouveau système d'autogestion».
- 3) Ce que nous avons dénoncé dans «Inprecor» de mars 1978.
- 4) En Yougoslavie, les banques ne sont pas pour autant privées, elles sont propriété sociale. Ici, le terme de «nationalisation» vise à décrire une recentralisation au niveau national nécessaire par rapport à la décentralisation actuelle qui stimule le développement de formes de propriété de groupe.
- 5) Cf. «Inprecor» no 24. Dans le cadre de limites fixées par la loi, c'est le Conseil ouvrier qui détermine la répartition du revenu global de l'entreprise.

Qu'est-ce qui fait courir Brejnev?

E. LAURENT

● Lors du dernier Plenum du CC du PCUS, Brejnev a prononcé un discours dramatique sur la situation économique, discours dont il a le secret depuis 1969, date à laquelle il avait marqué clairement sa volonté de prendre en main la politique économique. Le Plenum de novembre 1969 avait été marqué par la réaffirmation du rôle dirigeant du parti dans l'économie, face aux «gestionnaires» et aux «réformistes». Ce qui avait signifié un coup de frein brutal à la réforme économique initiée en 1965.

Entre le discours de 1969 et celui de 1978, la continuité est grande : continuité au niveau de la critique des dysfonctionnements et des difficultés de l'économie, continuité dans les solutions (ou plutôt les recettes) proposées, continuité enfin dans la façon de faire porter le chapeau à d'autres : Mazourov, vice-président du Conseil des ministres (autrement dit, un «gestionnaire») est limogé, même s'il a droit - à la différence de ce qui s'était passé pour Podgorny - au prétexte des «raisons de santé» (l'âge plus que canonique des dirigeants actuels ne réussit pas à donner la moindre crédibilité à ce motif), et il est remplacé par des gens tout dévoués à Brejnev. Il y a toutefois une différence - et qui est loin d'être négligeable - entre ces deux dates : depuis 1969, avec le gel de la réforme économique, c'est la «ligne Brejnev» qui est en cause, et, s'il

faut en croire le même Brejnev, les contradictions et les difficultés n'ont fait que s'aggraver.

Le bilan de santé que dresse Brejnev de l'économie soviétique n'est en soi guère nouveau : gaspillage considérable de ressources tant dans l'agriculture que l'industrie, gel des investissements avec l'augmentation des constructions inachevées (Brejnev cite plusieurs cas d'usines en construction depuis plus de dix ans et dont l'achèvement relève encore de la futurologie), ce qui entraîne à son tour le stockage de biens d'équipements pour plusieurs milliards de roubles, manque de biens de consommation courante comme la viande et les produits laitiers.

sources énergétiques et minières, ce qui ne peut que renforcer le coût du gaspillage et la non-réalisation du plan concernant le charbon, le pétrole et différents minerais, d'une part; l'épuisement des ressources de main d'œuvre nouvelle pour l'industrie (parmi les palliatifs proposés, on trouve aussi bien le réemploi des retraités que le renforcement de la russification des populations d'Asie Centrale pour permettre leur meilleure intégration dans le processus de production), d'autre part.

Ce rétrécissement des ressources tant énergétiques qu'en main d'œuvre pose, comme le souligne Brejnev lui-même, de façon toujours plus pressante le problème du passage d'un développement extensif à un développement intensif.

LE Xe PLAN QUINQUENNAL ET LE PROBLEME DE LA PRODUCTIVITE

Ce problème central du développement intensif de l'économie tel qu'il apparaît au travers du discours de Brejnev, doit être replacé dans le cadre du Xe Plan quinquennal. Les objectifs de croissance du Xe Plan s'inscrivaient globalement en baisse par rapport au plan précédent :

RESULTATS ET OBJECTIFS DES PLANS QUINQUENNAUX				
	VIIIe PLAN (1966-70) Résultats	IXe PLAN (1971-1975)		Xe PLAN (1976-80)
		Objectifs	Résultats	Objectifs
Secteur A	51%	46%	46%	38-39%
Secteur B	50	49	37	26-28
Productivité	32	39	34	30-34
Agriculture	23	22	13	14-17
Salaires	26	22	20	16-18
Revenu/Hab.	33	31	24	20-22

(Les pourcentages indiquent les taux de croissance sur les cinq années)

Ce qui est un peu plus nouveau, c'est que ces traits négatifs permanents de l'économie soviétique sont aggravés par deux problèmes : la raréfaction, encore toute relative, des res-

Mais ce qu'il faut surtout souligner, c'est le fait qu'avec le Xe Plan, 90% de la croissance de la production doit être le résultat de la croissance de la productivité, ceci étant une

conséquence directe du tarissement des ressources de main d'œuvre. Or, les chiffres disponibles jusqu'à présent laissent planer quelques doutes sur la réalisation de cet objectif : 3,3% en 1976, 4,1% en 1977, 5,4% (objectif) pour 1978, pour un objectif global de 30-34% sur 5 ans. Cet accroissement de la productivité passe en particulier par l'introduction de nouvelles technologies et la mécanisation du travail manuel (dont la part est beaucoup plus importante en URSS que dans les pays capitalistes). Et là encore, le constat fait par Brejnev est pour le moins négatif : retard dans le secteur des machines-outils; ainsi, Brejnev mentionne le fait qu'en 1973 un programme de 8 ans avait été élaboré visant à assurer une réduction de la part du travail manuel, mais jusqu'à présent les principaux objectifs de ce plan sont restés lettre morte.

Le problème du passage à un développement intensif a suscité un grand nombre de débats en Union Soviétique. On retrouve déjà ce problème dans les débats qui précèdent le lancement de la réforme économique de 1965. Le blocage de cette première tentative n'a pas mis fin pour autant aux débats. Il suffit pour s'en convaincre de lire les revues spécialisées, comme *Sotsialistitcheskij Trud* (dont le sous-titre pourrait être : «Comment faire travailler plus les ouvriers soviétiques»), qui depuis plusieurs mois consacre quasiment un tiers de chaque numéro aux leçons de l'expérience de Chtchekino (1).

La conclusion qui transparaît de la plupart de ces débats, c'est que tout développement intensif passe par une profonde réorganisation du fonctionnement de l'économie, et que dans le cadre actuel une telle perspective est profondément illusoire. Ainsi un certain A. Amchichkine écrit en conclusion d'un article publié dans le numéro 11 de 1975 de la revue *Kommunist* (revue «théorique» du PCUS) : «L'étude scientifique des problèmes du développement intensif n'est qu'à ses débuts. Il reste beau-

coup à faire dans la formulation de plans concrets et de mesures permettant d'assurer la transition de l'économie soviétique vers des méthodes de développement essentiellement intensives». On pourrait multiplier les citations allant dans le même sens.

Quant à la contribution de Brejnev à ce débat, elle se résume facilement : non à toute réforme (que l'on se souvienne de son rôle dans le gel de la réforme économique de 1965), vive la compétition socialiste (version brejnevienne du stakhanovisme), renforçons le contrôle du parti et la discipline du travail, seuls remèdes à nos difficultés présentes (et futures). En d'autres termes, la politique économique est juste, simplement les responsables chargés de l'appliquer ne sont pas à la hauteur. Et de fait, toute la deuxième partie du discours au dernier Plenum ne vise qu'à faire porter le chapeau aux «gestionnaires» du Gosplan et des ministères, ce qui est la version brejnevienne des «saboteurs de l'économie», à l'honneur sous Staline.

Accumulation des difficultés, renforcement des contradictions, les lendemains de l'économie soviétique ne chantent guère, qui s'installent dans une stagnation relative, résultat de dix ans de politique brejnevienne. Une chose est claire en tout cas : c'est au niveau de la consommation que les résultats négatifs se feront le plus durement sentir. Et sur ce point, il faut encore laisser parler Brejnev : «certains travailleurs des organes du Plan et des instances économiques continuent à considérer le secteur B (biens de consommation) comme une sorte de balancier : en sabrant dans les moyens qui sont assignés à son développement, ils cherchent à surmonter certains déséquilibres dans le Plan.» Sur ce point, il faut rappeler qu'alors que le IXème Plan avait pour la première fois défini un développement prioritaire du secteur B (ce qui s'était d'ailleurs soldé par un échec), le Xe Plan a rétabli une très nette priorité en fa-

veur du secteur A (38-39%) contre 26-28% pour le secteur B. Et les difficultés actuelles permettent de penser que le déséquilibre risque encore de se renforcer au détriment du secteur B.

NOTE

1) L'expérience de Chtchekino, lancée à la fin des années 60, visait à obtenir un accroissement de la productivité en maintenant le fond de salaire à son niveau actuel quelle que puisse être la diminution du nombre d'ouvriers.



PUBLICITE

10/18
(collection dirigée par
Christian Bourgois)

Dans la «SERIE ROUGE»
dirigée par Alain Brossat
et Jean-François Godchau :

CONTRE ALTHUSSER (recueil de textes); no 906.

ANTIMILITARISME ET
REVOLUTION (Anthologie)
t. 1 et 2; nos 1030 et 1097.

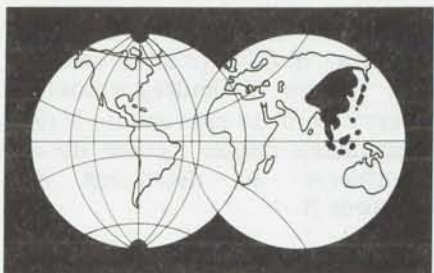
MANDEL : Le troisième âge
du capitalisme t. 1 à 3; nos
1081 à 1083.

BENSAID / UDRY / ROSSI :
Portugal, la révolution en
marche (Poche Bourgois no 8).

BROHM : Critique du sport
(Poche Bourgois no 12).

WEBER : Le PC italien aux
sources de l'«eurocommunisme»
(Poche Bourgois no 17).





Chine

La réinsertion de la Chine dans le marché mondial

L'échange de diplomates entre la Chine et les USA vient consacrer le tournant politique et économique, intérieur et extérieur, précisé depuis quelques mois par les dirigeants chinois. Ce tournant est ample; il comporte néanmoins des limites à ne pas oublier.

PG

● Depuis la rupture des relations privilégiées sino-soviétiques, le commerce extérieur de la Chine avait traversé une longue période de stagnation. Exportations et importations ont fluctué autour de la contre-valeur annuelle de deux milliards de dollars entre 1959 et 1971, les partenaires capitalistes (Hong-Kong et les pays impérialistes) se substituant progressivement à l'URSS et aux autres Etats ouvriers alliés à l'URSS.

La reprise du commerce extérieur date de 1972, ce qui prouve qu'il n'y avait pas, chez Mao, au cours de la Révolution culturelle, une doctrine d'autarcie, mais tout au plus la tentative de théoriser une situation de fait.

Entre 1972 et 1977, importations et exportations chinoises sont passées de la contre-valeur de deux à celle de plus de six milliards de dollars. En dehors du commerce avec Hong-Kong - qui est en partie un commerce de réexportations - les principaux fournisseurs capitalistes de la RP de Chine étaient le Japon, la RFA et la France. En 1976, les principaux produits d'importation étaient le fer et l'acier (1,2 milliard de dollars), des machines et des moyens de transport (1,15 milliard de dollars), les produits chimiques (400 millions de dollars) et du blé (330 millions de dollars, achetés surtout au Canada, en Australie et aux USA). Les principaux produits chinois exportés vers les pays

impérialistes furent des produits textiles (630 millions de dollars), du pétrole (570 millions de dollars), les produits alimentaires et animaux (500 millions de dollars) et des vêtements (180 millions de dollars).

Jusqu'en 1978, le régime chinois a appliqué la règle de ne pas s'endetter à l'égard des pays capitalistes. Le volume des importations était donc dicté par celui des exportations, fût-ce sur une base pluri-annuelle. On a parlé à ce propos d'un mouvement en dents de scie, des déficits de la balance commerciale d'un ou de deux ans étant épongés par un recul brut des importations les années suivantes.

Ainsi, en ce qui concerne le commerce entre la Chine et la France, les exportations françaises sont passées de 400 millions de francs en 1973 à 770 millions en 1974, 1,6 milliard en 1975 et la même somme en 1976, ces deux années se soldant par un gros déficit de la balance commerciale chinoise, au total plus d'un milliard de francs. Les importations chinoises en provenance de la France sont ensuite tombées à 470 millions de francs en 1977 et à 580 millions de francs pour les huit premiers mois de 1978, ce qui a permis d'éponger 60% du déficit des deux années précédentes.

Le «grand tournant» de 1978, c'est la décision du régime de Hua Kuo-feng et de Teng Hsiao-ping d'abandonner le principe de non-endettement à l'égard du capital impérialiste. Dorénavant, la bureaucratie chinoise, non seulement accepte les crédits impérialistes, mais elle les sollicite activement. Elle accepte même le principe des *joint ventures* avec des firmes impérialistes. Des chiffres assez fantastiques ont été cités à ce propos. Selon le *International Herald Tribune* du 12 décembre 1978, le but du régime Hua-Teng serait d'obtenir pour 100 milliards de dollars d'investissements des firmes impérialistes en RP de Chine d'ici 1985. Des lois spéciales sur «les sociétés étrangères», sur le rachat à terme des participations étrangères, et sur les brevets, seraient en préparation en vue de faciliter la réalisation de ces objectifs ambitieux.

Ce ne sont pas là les seuls chiffres exorbitants qui ont été mentionnés ces temps-ci dans la presse bourgeoise. Le chiffre de 350 milliards de dollars d'exportations occidentales dans une période décennale a été mentionné. Un autre chiffre, cité par *The Economist* (14 octobre 1978), est celui d'exportations impérialistes qui atteindraient 30 à 40 milliards par an à partir de 1985. Dans les deux domaines, celui des *joint ventures* et celui des exportations courantes, toute une série de

projets grandioses ont été mentionnés, parmi lesquels les plus importants sont les suivants :

- La construction d'un nouveau bassin de mines de charbon au Hopei et Anhui par un consortium ouest-allemand, qui coûterait plus de 4 milliards de dollars.
- La construction de trois charbonnages par le *National Coal Board*, pour un demi-milliard de dollars.
- La construction d'un complexe sidérurgique de plus de 3 milliards de dollars, près de Shanghai, par le groupe japonais *Nippon Steel* (à quoi s'ajouterait une usine de tubes construite par la *Sumitomo Metal* pour 500 millions de dollars).
- La construction d'une demi-douzaine de complexes chimiques et pétro-chimiques par des groupes japonais (mais des Britanniques et des Allemands sont déjà entrés en concurrence avec ces projets !) pour un total d'environ 500 millions de dollars.
- Un projet de construction d'une usine de tracteurs, d'une fonderie et de centrales électriques par les groupes italiens FIAT, SNAM-Progetti et GIEE, pour une valeur totale d'un milliard de dollars.
- La construction d'un nouveau complexe sidérurgique d'une valeur totale de plus de 10 (!) milliards de dollars par un consortium ouest-allemand dirigé par la *Schloemann-Siemag*.
- L'accord franco-chinois, qui prévoit l'achat de deux centrales nucléaires par la Chine, pour une valeur totale de près de 2,5 milliards de dollars.
- Le projet le plus important qui consisterait dans l'exploration et la mise en exploitation de nouveaux champs pétrolifères en Chi-

ne et dans la mer entourant les côtes chinoises, projet pour lequel les firmes japonaises, françaises, britanniques et américaines ont déjà soumis des offres et qui sera vraisemblablement partagé entre un certain nombre de consortiums différents. L'hebdomadaire *Business Week* (30 octobre 1978) mentionne à ce propos le chiffre de 50 milliards de dollars à investir en Chine, dont une partie non négligeable devrait être fournie par les impérialistes.

Le moins qu'on puisse dire de ces projets, c'est que la manchette du *Monde* du 8 décembre 1978 («Après la visite de Monsieur Deniau en Chine : De grands contrats... sous réserve») est fort appropriée. On comprend l'enthousiasme de la bourgeoisie impérialiste devant la possibilité de voir s'ouvrir l'énorme marché des «800 millions de Chinois», surtout à la veille d'une nouvelle récession économique et au moment où des tendances à la stagnation et au protectionnisme marquent les autres secteurs du marché mondial.

Les «réserves» en question portent sur quatre aspects des négociations en cours.

La première, c'est que les dirigeants chinois sont d'habiles négociateurs et s'efforcent de susciter des contre-projets pour chacune des offres que leur fait telle ou telle puissance impérialiste, tel ou tel groupe privé, afin d'exploiter la concurrence en vue de réduire autant que possible le coût de chaque projet.

La deuxième, c'est que les possibilités d'exportation de la Chine, même dans des domaines «privilegiés» comme le pétrole et (demain) le charbon et les minerais, sont incertaines et sujettes à caution. Une grande controverse se déroule notamment dans les milieux spécialisés sur la quantité, la qualité et les perspectives à moyen terme de la production chinoise de pétrole (voir une étude détaillée dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 13 octobre 1978). Le développement des champs

pétroliers *off-shore* est fortement lié au transfert de technologie américaine, et subordonné à des conditions politiques. Le moment à partir duquel le charbon et les minerais produits grâce aux crédits impérialistes seront disponibles pour l'exportation est incertain, etc., etc.

En outre, comme l'indique l'article précité du *Monde*, «des achats massifs de matières premières à la Chine risqueraient de perturber les échanges commerciaux mondiaux. A supposer, par exemple, que la France doive acheter du minerai de fer pour décrocher un contrat avec la Chine, faudrait-il qu'elle répare le tort fait ainsi à la Mauritanie en augmentant l'aide publique à ce pays ?».

La troisième, c'est qu'une partie non négligeable des crédits impérialistes devraient servir à l'acquisition de matériels militaires par la RP de Chine. Dans son numéro du 6 octobre 1978, la *Far Eastern Economic Review* énumère une liste de *desideratas* chinois à ce propos, sans doute non exhaustive : système italo-allemand de téléguidage pour blindés, avions de combat britanniques et ouest-allemands, hélicoptères français, blindés allemands, etc. Or, la pression du Kremlin pour entraver ou retarder de tels projets - et la menace de réduire de manière draconienne les importations soviétiques en provenance de pays qui ne tiennent pas compte de ce veto - n'est pas sans portée. On connaît aussi les réserves de Washington concernant la fourniture française d'équipements électro-nucléaires à la RP de Chine.

La quatrième - et c'est de loin la plus importante - concerne la nécessité de financer tous ces projets pendant une phase intermédiaire assez longue, au moyen de crédits occidentaux. Or, l'ampleur de ces crédits serait telle qu'elle poserait des problèmes et pour les impérialistes et pour la bureaucratie chinoise.

Déjà l'inflation du crédit à certains pays semi-coloniaux et dépendants, ainsi qu'aux

pays de l'Est, a posé des problèmes pour le système bancaire international. Créer un troisième « collecteur » où s'amoncellent des dizaines de milliards de prêts non immédiatement remboursables - nourri le plus souvent par des dépôts à court terme comme les « pétro-dollars » ou demain des « pétro-DM » ou des « pétro-ECU » -, c'est augmenter encore la vulnérabilité d'un système international de crédit déjà très déséquilibré.

Du côté de la bureaucratie chinoise, pragmatique et opportuniste autant que celle du Kremlin, il y a cependant une limite aux concessions et à la dépendance à l'égard de l'impérialisme qu'elle ne sera pas prête à transgresser, limite liée à sa nature sociale même. Il s'agit d'une caste bureaucratique dont les privilèges et le pouvoir sont fondés sur la propriété collective des moyens de production, sur l'abolition du mode de production capitaliste. Croire qu'elle serait prête à « réintégrer » l'économie chinoise dans le marché mondial au point où elle perdrait le contrôle de la dynamique économique, c'est-à-dire où la loi de la valeur dicterait dorénavant les priorités du développement, c'est oublier cette nature sociale, c'est croire au mythe maoïste (ce n'est pas un mauvais calembour !) de la restauration à froid du capitalisme, c'est croire à la prédominance d'une mythique « fraction restaurationniste » à la tête de la bureaucratie chinoise.

A notre avis, ce sont là des mystifications qui s'avèreront comme telles, comme elles se sont avérées comme telles lors des débats occidentaux sur la réforme Liberman de l'économie soviétique ou le développement spectaculaire du commerce Est-Ouest, au début de la récession 1974-75.

Pour toutes ces raisons, l'ampleur du développement du commerce extérieur chinois restera en-deçà des extrapolations fébriles des gouvernements et milieux d'affaires impérialistes, à la recherche d'un avenir meilleur, face à la stagnation relative de leurs marchés traditionnels.

Mais même dans le cas du Japon, parler d'une nouvelle « grande alliance », d'une nouvelle « sphère de co-prospérité sino-japonaise », faire miroiter la perspective d'échanges commerciaux portant sur 100 milliards de dollars pour la période 1985-1990 (*Far Eastern Economic Review* du 3 novembre 1978) comme l'a fait le ministre japonais Komoto - qui ignore manifestement quelle sera la conjoncture internationale, et même la conjoncture japonaise en 1985, pour ne pas dire en 1990 ! - c'est prématuré et excessif.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'il s'agit d'une petite affaire. Elle aura surtout un impact important sur l'économie japonaise, la mieux placée pour exploiter cette ouverture inespérée, comparable à celle de l'*Ostgeschäft* de l'impérialisme ouest-allemand dans les années 70, ou en la dépassant même en ampleur.

Quant aux changements que cette réorientation de l'économie de la RP de Chine provoque et provoquera dans la gestion et l'organisation des entreprises nationalisées chinoises elles-mêmes, ils rappellent partiellement des changements apportés en URSS après le premier Plan quinquennal (réintroduction du système de rentabilité individuelle des entreprises; généralisation du système contractuel; généralisation du travail à primes, etc.), partiellement des changements introduits en Hongrie, en Pologne et en Roumanie, sous la pression d'une brusque expansion du commerce extérieur avec l'Ouest. A ce propos, on pourrait avoir des surprises avec l'utilisation du vocabulaire « autogestionnaire » par la bureaucratie chinoise, recouvrant (comme en Roumanie) une réalité fort différente de celle de la Yougoslavie, pour ne pas dire de celle qui anime des milieux d'extrême-gauche en France. Mais cela mérite un examen à part plus détaillé.

PUBLICITE

10/18
(collection dirigée par
Christian Bourgois)

MARX : Grundrisse t. 1 à 5; nos 732, 733, 733 bis, 807, 833, 909.

MARX : Un chapitre inédit du Capital; no 532.

MARX : Critique de l'Etat hégélien; no 1109.

MARX/ENGELS : La Russie; no 874.

MARX/ENGELS : La crise; no 1266.

MARX/ENGELS : Marxisme et Algérie; no 1106.

MARX/ENGELS : La social-démocratie allemande; no 1003.

ENGELS : Théorie de la violence; no 698.

LENINE : Sur l'art et la littérature t. 1 à 3; nos 998, 999, et 1013.

TROTSKY : Littérature et révolution; no 553.

TROTSKY : Cours Nouveau; no 665.

TROTSKY : La lutte antibureaucratique en URSS; t. 1: les réformes possibles 1923-1933; t.2: la révolution nécessaire 1933-1940; nos 1005 et 1006.

TROTSKY : L'appareil policier du stalinisme; no 1025.

TROTSKY : Les questions du mode de vie; no 1089.

MANDEL : Traité d'économie marxiste t. 1 à 4; nos 428, 430, 432 et 434.

AXELOS : Marx, penseur de la technique t. 1 et 2; nos 840 et 841.

WEBER : Marxisme et conscience de classe; no 982.

KOPP : Changer la vie, changer la ville; no 932.

HISTOIRE DU MARXISME CONTEMPORAIN (Anthologie) t. 1 à 4; nos 1060, 1061, 1131 et 1224.

LA PREMIERE INTERNATIONALE; no 1056.



Pays sous-développés

La situation économique des pays sous-développés

La crise aidant, les différenciations parmi les pays semi-coloniaux se sont accentuées en rapport avec la place qu'ils occupent dans les échanges sur le marché mondial.

Charles-André UDRY

La Banque mondiale, dans son dernier rapport sur «*Le développement dans le monde*» (août 1978), indique que : «... quelque 800 millions d'âmes (!) vivent encore dans un état de pauvreté absolue. Ces masses de marginaux sont dépourvues de nourriture, de logements, d'éducation et de soins médicaux acceptables». Voilà la traduction crue de ce que l'on nomme le sous-développement.

IMPORTER DE LA NOURRITURE

Durant la dernière période de croissance et d'industrialisation relative de nombreux pays semi-coloniaux, l'inégalité des revenus et de la consommation s'est accentuée. La part relative dans le revenu national et le niveau de vie de 40% des couches populaires pauvres au Brésil et au Mexique ont décliné. Le revenu des 10 à 20% de la population, qui représentent les couches les plus pauvres, a baissé en absolu (1). Une récente étude consacrée à la Thaïlande et aux effets de son «boom» artificiel des dernières années, montre que «le nombre de ceux qui vivent au dessous de la ligne de pauvreté officiellement (et arbitrairement) définie a augmenté, que la différence de revenu entre ville et campagne s'est accrue, que le revenu agricole est devenu encore plus inégal» (Far Eastern Economic Review - FEER - 1.12.1978).

En effet, le modèle d'accumulation dans ces pays implique une concentration des revenus,

une surexploitation de la classe ouvrière et une paupérisation des masses paysannes.

Les pays semi-coloniaux dont la population est encore largement rurale, quand elle ne l'est pas majoritairement, deviennent cependant de plus en plus des importateurs de nourriture.

Le déficit céréaliier de ces pays ne cesse de croître. En 1969 et 1972, il était de 30 millions de tonnes, il dépassait en 1974 les 50 et en 1975, les 57 millions (2). Le Mexique, par exemple, qui avait déjà augmenté de 67% (en valeur) ses importations de maïs en 1977, par rapport à l'année précédente, va encore accroître le volume importé en 1978. En 1977, il consacra 857 millions de dollars à des importations de nourriture, ce chiffre sera largement dépassé en 1978 (*Financial Times*, 2.11.1978). Selon une étude commandée par les autorités américaines, les pays du «tiers-monde» devront importer, à la fin des années 1980, entre 120 et 125 millions de tonnes de nourriture en provenance des pays impérialistes (3). Ces perspectives font écrire à un analyste du commerce international «qu'elle (la faim) constitue un marché durable pour les principales puissances. Bref, la faim est une «bonne affaire» pour les uns, une affaire grave pour les autres.» (4).

L'alliance de classe avec les propriétaires fonciers - nécessaire au maintien de la domination de la bourgeoisie des Etats des

pays semi-coloniaux et dépendants - ; la pénétration du capitalisme à la campagne, avec la différenciation sociale accrue qui en découle; la structure de la propriété agraire; une industrialisation s'opérant grâce à la surexploitation des masses paysannes qui fournissent la main-d'œuvre à bon marché et sont écrasées par les impôts et les termes de l'échange totalement défavorables sur le marché intérieur, mais une industrialisation qui ne fournit aucun stimulant à l'agriculture; voilà les principaux facteurs qui expliquent les obstacles à l'expansion de la production de nourriture pour le marché intérieur et à la croissance de la productivité agricole globale.

Ceci permet d'éclairer deux facettes des débats sur le «nouvel ordre économique» touchant à l'agriculture. Premièrement, l'exigence avancée par les bourgeoisies des pays semi-coloniaux de stabiliser les cours des produits agricoles ne répond en aucune mesure aux véritables problèmes qui sont à la racine de la crise agraire. En fait, pour ces bourgeoisies, il s'agit plutôt de s'assurer des recettes (56 pays «en voie de développement» tirent plus de 50% de leurs revenus extérieurs de la vente de produits agricoles) leur permettant de faire face aux besoins d'importation de biens d'équipement et de produits manufacturés liés au processus d'industrialisation.

Deuxièmement, le programme d'aide «aux paysans pauvres du tiers-monde», présenté par

la Banque mondiale en 1976, répond, lui, largement aux besoins de valorisation du capital des firmes impérialistes de l'agro-business. Ces dernières ont accentué durant la présente décennie leur pénétration dans les pays semi-coloniaux où elles bâtissent de véritables enclaves agricoles tournées vers l'exportation sur le marché mondial.

Elles se sont en quelque sorte emparées des diverses «révolutions vertes». Elles dominent largement la production destinée à l'exportation (soit directement, soit par le biais de la distribution) et aussi la vente de biens d'équipement pour l'agriculture.

Les projets des institutions publiques internationales, relayés par les subsides des Etats, vont dans le sens d'un renforcement des positions des grands propriétaires ou visent à l'organisation des «petits producteurs», leur récolte étant canalisée vers les firmes de l'agro-business. Ces firmes transnationales dictent aujourd'hui une bonne partie de son développement agricole au «tiers-monde». Ernest Feder, dans une remarquable étude, écrit : *«Bien qu'il soit difficile de le démontrer avec des chiffres, à partir de la documentation fournie par la Banque mondiale, on peut affirmer que l'essentiel, probablement 90% ou même plus des prêts pour l'agriculture, inclus les projets de recherche, retournent dans les coffres des firmes de l'agro-business. C'est le but implicite de ces prêts. Vu la pénétration du capital et de la technologie étrangère dans le tiers-monde, tout prêt de la Banque mondiale est assuré d'être inséré dans un secteur où des firmes étrangères contrôlent les investissements et la production»* (5).

LA MUTATION DES EXPORTATIONS

Un des traits marquants, durant les dernières années, de l'évolution des échanges internationaux est la croissance des exportations de produits manu-

facturés des pays capitalistes sous-développés. Elle traduit l'industrialisation relative (et distordue) que certains d'entre eux connaissent; elle est elle-même liée à la combinaison de la «délocalisation» industrielle effectuée par les multinationales et des initiatives propres des bourgeoisies comme des Etats du «tiers-monde».

Il faut néanmoins garder à l'esprit que la très grande majorité de ces pays reste encore

largement spécialisée dans la fourniture de matières premières aux pays capitalistes développés.

Ainsi, la part respective des produits manufacturés et des produits primaires dans les exportations totales des «pays en voie de développement non-exportateurs de pétrole» (PVDNP)* en direction de l'ensemble des pays impérialistes s'établit ainsi :

	Produits primaires en pourcentage	Produits manufacturés en pourcentage	Source :
1974	63,5	35,5	GATT, «Le commerce international en 1977-1978» - Genève.
1975	65,0	34,7	
1976	60,5	36,7	
1977	61,6	38,1	

* Les pays du «tiers-monde», à l'exclusion des membres de l'OPEP.

Plus généralement, les PVDNP, qui représentent environ les deux-tiers de la population mondiale, maintiennent une participation tout à fait réduite au total des exportations mondiales (11,8% en 1973, 11,3 en 1975, 12,0 en 1976 et 12,2 en 1977).

Cependant, d'une part le taux d'accroissement de leurs exportations de produits manufacturés sur la période 1973-1977 est plus rapide que celui des pays impérialistes (99,6%, en valeur, contre 83,97%) et, d'autre part, même si elle est encore très restreinte, la fraction des produits manufacturés en provenance des PVDNP sur le marché mondial est en lente augmentation (en pourcentage):

1973	7,5%
1974	8,0
1975	7,1
1976	8,3
1977	8,4

Si ces chiffres d'ensemble permettent de saisir les limites des mutations en cours, ils tendent cependant à effacer les vrais changements qui se font autour d'un certain nombre de pays et de produits (textile, habillement, électronique légère, etc.). Ensuite, il faut remarquer combien la récession de 1974-1975 des économies impérialistes a frappé les exportations du «tiers-monde». Enfin, il faut se

souvenir que l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et 24 autres pays «à faibles revenus» (selon la classification de la Banque mondiale) ne participent que pour 1% au commerce mondial. Ils totalisent cependant 50% de la population du «tiers-monde».

«STABILISATION» DES PRIX DES MATIERES PREMIERES

En 1974-1975, les classes dominantes des pays sous-développés cherchaient à obtenir une hausse réelle des prix des produits primaires. Elles visaient à obtenir les ressources, qui avec le transfert de technologie, étaient censées financer une nouvelle phase d'industrialisation axée sur l'exportation de produits manufacturés vers le «centre» impérialiste. Ici, aussi, se révèle un autre aspect du «nouvel ordre économique».

En effet, il est évident que toute tentative d'imposer des produits manufacturés sur le marché impérialiste nécessite de maintenir des prix bas, donc d'exercer une forte pression sur le salaire direct et indirect. Il en découle une limitation du marché intérieur, sur lequel ne peuvent entrer en masse des biens de consommation courante, avec les effets de blocage que cela a pour un développement industriel intégré.

Mais, actuellement, les projets de relèvement des prix se cassent le nez. Le ralentisse-

ment de la croissance industrielle, en 1977 et 1978, dans les pays impérialistes, a provoqué une faiblesse de la demande de biens primaires à usage industriel, qui a induit une baisse relative des prix de nombreuses matières premières. La récession nouvelle qui se profile à l'horizon n'arrangera pas les choses.

De plus, sur ce plan, ce qui compte pour les pays sous-développés, ce n'est pas seulement le niveau absolu des prix, mais le rapport avec ceux des autres groupes de marchandises (avant tout les produits finis). Or, ce rapport évolue au détriment des produits primaires :

Cours mondiaux des produits primaires et des produits manufacturés. (Indices 1970 : 100).				
Matières premières agricoles (coton, caoutchouc, etc.)	1976	1977	T1 1978 T2*	
	227	237	233	240
Minéraux et métaux non ferreux (sans les combustibles)	173	180	180	176
Produits manufacturés	186	203	222	225
Source : ONU, bulletin de statistiques			* Trimestre	

Même si la comparaison entre les deux séries de chiffres doit être prise avec précaution (vu leur base différente de calcul), la tendance est claire.

Dans le contexte présent, on ne parle plus d'indexation des 17 principales matières premières à un panier de 89 produits manufacturés, comme c'était le cas à Nairobi en 1976. Les discussions autour de la simple «stabilisation» des prix viennent de se terminer à Genève, sans résultat (*Herald Tribune*, du 1er décembre 1978). Et pourtant, il ne s'agit que de «stabiliser» aujourd'hui les prix d'un groupe de 18 produits, sans que le même traitement soit appliqué aux biens manufacturés !

Même sur ce plan, les puissances impérialistes ne sont pas prêtes à faire des concessions. Le débat tourne autour de trois questions. Premièrement, la fixation du niveau de stabilisation du prix plancher (6). Lorsque le prix d'une matière tend vers le prix plancher, le gestionnaire du «stock régulateur» (formé avec les excédents) doit acheter sur le marché. Or, la fixation de ce prix plancher est largement déterminée par l'estimation de la capacité du fonds (c'est-à-dire de ses ressources financières) à le défendre contre les fluctuations du marché et de la spéculation. Il est bien connu que les puissances impérialistes se refusent à pourvoir largement ces fonds.

Deuxièmement, les puissances impérialistes poussent à la baisse du volume financier d'un possible fonds commun. Si un accord intervient, ce fonds réunira 6 à 12 fois moins de moyens que ne le prévoyait la proposition du «Groupe des 77» à Nairobi. (*The Economist* du 11 novembre 1978). Pourtant, avec ses 3 milliards de dollars dans un premier temps, puis ses 6 milliards, il aurait été épuisé par un stockage simultané, correspondant à deux mois de consommation, du coton, du sucre et du café.

Troisièmement, ces fonds se trouvent sous la «responsabilité commune» des producteurs (endettés) et des consommateurs. *Business Week* en tire la conclusion logique : «La participation de puissants pays consommateurs dans les instances de direction de ces accords sur une matière première devrait empêcher tout essai délibéré d'élever le prix au-dessus de la tendance à long terme du marché» (9 mai 1977).

L'EFFRITEMENT DES CARTELS ET LE NOUVEL ATTRAIT DES MINES

Dans le climat de crise des économies impérialistes, les cartels de producteurs, que certains dépeignaient comme si puissants en 1974-1975, s'effritent rapidement. Ainsi en va-t-il pour le CIPEC (cartel du cuivre). Face à l'accumulation de stocks pléthoriques, la seule solution

serait une réduction drastique de la production. Mais le Chili, dont les coûts de production sont plus bas que ceux des autres pays producteurs membres du CIPEC, n'est pas intéressé à une telle mesure. «Même si une forte réduction de la production était appliquée par des pays tels que le Pérou, la Zambie ou le Zaïre, le Chili avec ses vastes réserves boucherait vite le trou» (*African Business*, septembre 1978).

L'OPEP connaît fondamentalement le même début de désagrégation. Le marché est en déclin ou stagne (au premier semestre 1978, la production de pétrole brut de l'OPEP a baissé de 9% par rapport à la même période en 1977); un nombre croissant de producteurs non membres de l'OPEP apparaît sur le marché (Malaisie, Brésil, Mexique, Bolivie...), sans parler de la concurrence du pétrole de l'Alaska et de la mer du Nord; la petite guerre des prix, des escomptes et des réductions au «meilleur client» a donc commencé (*Il Mondo*, 29 novembre 1978). La tendance peut être renversée momentanément vu la montée des luttes de masses en Iran et ses effets sur la production pétrolière, mais il ne semble pas qu'un renforcement de l'OPEP soit envisageable.

Profitant de la crise, les puissances impérialistes ont ouvert un nouveau front dans la «bataille» des matières premières : celui du secteur minier.

Selon une commission de la CEE, les compagnies minières, en 1960, consacraient 57% de leurs revenus à des investissements dans les pays du «tiers-monde». En 1977, ce pourcentage s'abaisse à 13,5. Le ministre de l'Economie de la RFA n'a pas manqué de proclamer que cette réduction avait pour origine, essentiellement, les menaces de nationalisation du secteur extractif et des premiers stades de la transformation des matières premières (*Financial Times* du 30 novembre 1978). Un rapport de cette commission, consacré à cinq matières premières clés (cobalt, étain,

phosphate, tungstène et cuivre), note que «les compagnies minières ne veulent pas mettre 90% de l'argent pour seulement 40% du profit réel. Plus l'incertitude (politique) est grande, moins il est probable qu'une firme veuille investir 100 millions ou 500 millions de livres. Et c'est de projets de cette envergure dont nous discutons».

(*African Business*, septembre 1978). Les pressions de la CEE se multiplient auprès des gouvernements des pays semi-coloniaux pour obtenir des assurances contre les «risques non commerciaux», c'est-à-dire contre les nationalisations. En outre, un système d'aide aux entreprises minières va être mis sur pieds. Il sera certainement présenté comme une aide au «tiers-monde» !

Ce nouvel intérêt pour des projets de l'industrie extractive dans les pays sous-développés, spécialement en Afrique, s'explique par les impératifs de la concurrence aiguë entre les impérialismes européens, le Japon et les Etats-Unis. Le contrôle des matières premières est un atout non négligeable dans cette guerre sur le marché mondial. Ensuite, des réajustements sont nécessaires, suite aux disproportions engendrées par la dynamique des investissements durant la période antérieure à la crise de 1974. Et, enfin, si les prix stagnent, ils sont bien plus élevés qu'avant 1973, ce qui rend de nouveaux investissements plus attrayants.

Ainsi, depuis le début de la crise de l'économie capitaliste internationale, un trait dominant s'affirme : le resserrement des recettes en provenance de l'exportation de matières premières. Ceci pourrait bien contribuer à provoquer un renversement assez rapide des tendances de développement qui se sont manifestées parmi les plus favorisés des exportateurs de matières premières. Le rétrécissement des ressources liées à ces exportations risque à son tour de limiter l'accès de ces pays au crédit international, facteur qui avait aussi aidé à leur essor relatif durant les trois dernières années.

UNE DIFFERENCIATION ACCRUE

Sous les effets de la crise, les différenciations parmi les pays semi-coloniaux se sont accentuées, en rapport avec la place qu'ils occupent dans les échanges sur le marché mondial et dans le processus de reproduction du capital au sein des pays impérialistes (leur place dans la division intersectorielle du travail à l'échelle mondiale). Par commodité d'exposition, la division suivante peut être établie, même si l'homogénéité de ces groupes est restreinte.

1) Un groupe de pays, les exportateurs de pétrole, ont pu raffermir leur position financière. Cette dernière n'est pas aussi puissante que le laissaient présager les projections faites par le FMI il y a quatre ans. En effet, au deuxième trimestre 1978, le total des emprunts et retraits effectués par les pays de l'OPEP sur le marché des capitaux dépasse leurs dépôts (*Le Monde* du 11 décembre 1978). Néanmoins, le volume en chiffres absolus de l'accumulation du capital de ces pays a permis un processus rapide d'expansion industrielle, malgré les fortes inégalités qui se manifestent entre les 13 membres de l'OPEP (de l'Iran à l'Equateur, du Nigéria ou de l'Algérie à l'Arabie Saoudite). Ils participent à l'étalement international des branches productrices de moyens intermédiaires (sidérurgie, cimenterie, pétrochimie). Mais divers goulots d'étranglement se manifestent : manque général de main-d'œuvre qualifiée, croissance limitée du marché interne, tendance à la suraccumulation et à l'inflation, développement sectoriel très inégal, fort déficit de la balance commerciale qui manifeste fortement ses effets pour certains pays (Algérie, par exemple), etc.

En outre, les investissements effectués dans l'acier ou la pétrochimie pourraient bien souffrir des importantes surcapacités de production à l'échelle mondiale. Ceci rend problématique la maturation

effective d'une partie de ces investissements. Par exemple, *Mitsui Petrochemical* et *Mitsubishi Petrochemical*, en accord avec des compagnies d'Etat iraniennes, construisent deux grands complexes pétrochimiques, censés entrer en fonctionnement en 1981 et 1984. Les deux groupes japonais craignent pour la réalisation de ces plans, non seulement à cause de la situation sociale et politique en Iran, mais aussi à cause de la très forte concurrence dans ce secteur où des investissements énormes se font aussi dans l'Asie de l'Est (*Sumitomo Chemical* participe à un imposant projet à Singapour) et ailleurs, malgré les capacités excédentaires existantes (*Far Eastern Economic Review* du 24 novembre 1978 et du 8 décembre 1978).

Le processus d'industrialisation de ces pays - qui est incontestable et en modifie l'équilibre antérieur de la structure sociale (comme le montre la montée des luttes de masses et ouvrières en Iran) - sera bien plus heurté que ne l'imaginaient les plus optimistes exportateurs impérialistes de biens d'équipement au début de la période du «miracle du pétrole».

A ce groupe, on peut adjoindre des pays exportateurs de matières premières stratégiques ou déficitaires, telles que l'uranium, la bauxite, le phosphate ou l'étain. Leur position est néanmoins extrêmement plus fragile que celle des pays sus-mentionnés.

2) Un second groupe de pays est composé :

a) d'un nombre restreint de pays ou territoires disposant d'une industrie qui, sous l'impulsion de filiales des firmes transnationales ou de firmes nationales, connaît un très fort taux de croissance lié à l'exportation de produits manufacturés (Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong). Singapour tente de rallier ce peloton et possède des imi-

tateurs en Asie, la Malaisie et la Thaïlande. Néanmoins de profondes dissemblances existent entre ces derniers et les trois premiers.

La Corée du Sud se détache avec force dans ce groupe. En 1962, 80% des investissements industriels étaient le fait de compagnies étrangères, en 1975 leur part décline à 41% (*Le Matin* du 23 septembre 1978). La part des produits manufacturés dans le total des exportations croît de 88,3% en 1975 à 89,7% en 1977 (*Asia Year Book*, 1978). La croissance du commerce extérieur est étourdissante : les exportations passent de 3271 milliards de dollars en 1974 à 10200 milliards en 1977, et l'essor continue en 1978 (idem). La Corée du Sud a rejoint les rangs des plus gros exportateurs du monde en ce qui concerne les textiles, l'habillement, la chaussure, l'électro-ménager, le ciment et le contreplaqué. Ses sociétés de construction, qui se sont fait la main au Vietnam lorsqu'elles travaillaient pour les forces armées américaines, ont obtenu des chantiers de construction dans le Moyen-Orient (*Neue Zürcher Zeitung*, le 24 mai 1978). Des groupes coréens - en accord avec des banques internationales ou des transnationales qui utilisent la Corée comme un relai pour l'exportation en Asie - commencent à accentuer leur pénétration dans l'industrie lourde et d'équipement. Sous les effets du chômage et du régime policier de Park, les salaires se situent en moyenne à un tiers des salaires japonais (*Neue Zürcher Zeitung* du 24 mai 1978).

b) des pays dont le processus d'industrialisation s'est initié à l'occasion de la crise des années 30 et de la Seconde Guerre mondiale et qui ont mis aussi l'accent, dans la dernière période,

sur les exportations (Brésil, Mexique - qui peut également entrer dans le premier groupe -, Argentine). Ils sont aussi intégrés dans l'étalement international de la production de moyens intermédiaires (avant tout sidérurgie et cimenterie) et de biens de consommation durables (automobiles), y compris de machines-outils standard (Brésil).

3) Un troisième groupe, au sein duquel des différences très importantes existent - particulièrement dans le degré d'industrialisation - peut rassembler les autres pays sous-développés, qui ont été et sont les plus durement touchés par la crise de l'économie capitaliste internationale.

TEXTILE ET ELECTRO-TECHNIQUE

Au plan du marché mondial, le trait le plus nouveau est l'affirmation, en tant qu'exportateurs de produits manufacturés, d'un petit nombre de pays sous-développés semi-industrialisés, même s'il est vrai que ce nombre tend à croître. Pour l'essentiel, ces pays exportateurs se situent en Asie de l'Est. En 1977, la Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong, Singapour, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines ont exporté ensemble pour plus de 61 milliards de dollars de produits manufacturés, autant que la France. Ceci représentait 5,6 fois plus qu'en 1970 (*Paribas, Conjoncture* - novembre 1978). La répartition régionale, pour le « tiers-monde », des exportations de produits manufacturés, s'établissait ainsi en 1975 :

Exportations de produits manufacturés par région (en pourcentage).

Asie du Sud	9,81
Asie de l'Est	60,13
Amérique latine	21,95
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,06
Afrique au sud du Sahara	3,04

Source : « L'évolution des économies du tiers-monde et l'appareil productif français - Commissariat au Plan avril 1978.

La poussée exportatrice se concentre, pour l'instant, sur un petit nombre de produits. Même si une diversification accrue des exportations se dessine pour la Corée du Sud ou Taiwan, la part des textiles dans les exportations coréennes pour 1977 est encore de 32,3%.

Les exportations de textiles en provenance des PVDNP représentent en 1976, 19,24% des exportations mondiales; pour le vêtement, ce chiffre monte à 38,8%. Sur le marché de la CEE, les textiles et vêtements en provenance des PVDNP représentent respectivement pour 1976, 10,2% et 27,3% et pour 1977, 11% et 26,7% (GATT).

Depuis le début des années 1970, dans ces exportations, ce sont les articles de fibres synthétiques et artificielles qui acquièrent une place prépondérante. Il en découle que les pays exportateurs sont de gros importateurs de produits de base et intermédiaires de la filière chimique du textile, d'une part, et de biens d'équipement, de licences, de technologie, etc., d'autre part. Cependant, comme on le constate à Taiwan et en Corée, après avoir parcouru la filière du textile en aval (confection), ces pays commencent à parcourir la filière en amont (production de fil, fibres chimiques et machines textiles). Ce mouvement se fait en *joint venture* avec des firmes impérialistes, japonaises pour l'essentiel. Il participe du « redéploiement » de la branche textile à l'échelle internationale (*Le Monde* du 21 novembre 1978). Seul Taiwan peut dans les années futures se rapprocher de la Corée. Pour les autres pays, il y a peu de chances qu'ils prennent le contrôle de la filière textile en amont.

Un deuxième groupe de produits, dont la pénétration en valeur absolue sur le marché mondial en modifie le profil, est constitué par des articles tels que : téléviseurs, récepteurs de radiodiffusion, appareils photographiques, machines de bureau, appareils électro-domestiques, matériels électroniques simples, montres.

L'internationalisation de cette production s'opéra sous la houlette des transnationales américaines et japonaises, puis européennes (RFA, Suisse pour l'horlogerie). C'est en 1961 que la première usine de montage électronique est construite au Mexique. En 1964, *General Instrument* s'installe à Taïwan et, en 1968, *National Semi-Conductor* à Singapour (7). Dans les six dernières années, l'étalement de la production, guidé par la recherche de la combinaison entre bas salaires et technique avancée, s'est activé sous la pression des Japonais qui devaient riposter à la hausse du yen, dès 1971. Elle touche la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et l'Amérique Centrale (El Salvador, Haïti, République Dominicaine). Les capitalistes japonais - qui furent (et sont) si étroitement mêlés à l'ascension des quatre exportateurs de pointe de l'Asie sur le marché mondial (Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan et Singapour) - doivent réajuster leur stratégie face à ces nouveaux concurrents. Ces derniers exercent leurs pressions, entre autres sur le marché américain, dans des domaines tels que : l'habillement, les chaussures, les postes de télévision noir et blanc, les radios, les machines à coudre, le contre-plaqué (*FEER* du 24 février 1978).

Certes, une fraction de ces exportations représente des produits « japonais » camouflés, car pour faire face à la hausse du yen, les firmes japonaises produisant avec un fort coefficient de main-d'œuvre ont accentué leur implantation dans la région, avec pour but non pas le contrôle du marché intérieur de ces pays - comme c'était le cas précédemment - mais l'exportation. Mais ce type d'exportations est loin de recouvrir la totalité de celles de la région. Sur le marché intérieur japonais - en relation directe avec les géants nippons de la distribution - la pénétration de produits de l'Asie de l'Est s'élargit. Le plus grand producteur japonais de contre-plaqué, *Eida Ltd*, sous ces coups, est tombé en faillite en 1978 (*Société de banque suisse - Le mois*, le 11 décembre 1978).

A la longue cela contraint le capitalisme japonais - qui possède des marchés fabuleux dans ces pays pour ses biens d'équipement, sa technologie, etc. - à redéployer son industrie dans la direction de l'électronique lourde (*Fujitsu* et *Hitachi* sont prêts à contester IBM dans ce secteur), de l'informatique, de l'exportation de technologie, etc. Par exemple, les exportations japonaises d'ordinateurs sont passées de 275 milliards de yen en 1973 à 720 milliards en 1977 (*FEER* du 25 août 1978). Lors de discussions commerciales entre la Corée du Sud et l'impérialisme japonais, une division horizontale de la production dans le cadre du Sud-est asiatique fut envisagée (*FEER* du 13 octobre 1978).

L'HORIZON S'ASSOMBRI

Ces données relatives aux textiles, à l'habillement et à l'électrotechnique révèlent la mutation - commencée lors des années 60, mais qui devrait s'accroître sous les effets des restructurations exigées en réponse à la crise - qui intervient dans la structure du marché mondial et qui reflète la nouvelle répartition des activités économiques à l'échelle internationale (division internationale du travail).

Mais, il ne faut pas oublier que « tout le bruit fait autour de l'apparition des pauvres comme concurrents n'empêche pas qu'ils restent très largement plus importants comme acheteurs » (*The Economist* du 9 septembre 1978). Depuis 1974, les exportations en direction des pays sous-développés - en priorité ceux soumis à un procès de semi-industrialisation - représentent une proportion croissante des produits manufacturés exportés par les Etats-Unis, le Japon et la CEE-AELE (8). En 1977, ils constituent le décuple des importations en sens inverse pour le Japon et, pour la CEE-AELE, le rapport est de 5 à 1.

La nature même de ces échanges indique que l'industrialisation relative de nombreux pays du « tiers-monde » est inséparable de leur intégration plus profonde dans l'économie mondiale capitaliste. La forme de leur dépendance peut se modifier, mais elle demeure : maîtrise

par l'impérialisme de la technologie, contrôle financier - voir le rôle accru des grandes banques impérialistes dans l'investissement de ces pays -, maîtrise de la circulation des marchandises sur le marché mondial.

Trois conclusions immédiates peuvent en être tirées :

a) Ces pays, parvenus au rang d'exportateurs de produits manufacturés, connaissent une très grande sensibilité aux fluctuations de la demande des pays impérialisés. Leur marché interne restreint ne peut pas répondre à l'offre disponible. Dès lors, les mesures protectionnistes prises par les puissances impérialistes ont des incidences immédiates sur le développement des exportations, d'autant plus quand leur diversification est faible, vu le stade primitif d'industrialisation (par exemple, pour la Colombie, le Maroc, la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines).

Un pays comme le Brésil finance ses exportations grâce à un fabuleux système de subsides qui provoque à la fois un endettement auprès des banques impérialistes et une riposte protectionniste qui mettent en relief la fragilité de la poussée brésilienne vers les marchés extérieurs (*Financial Times* du 7 décembre 1978). En outre, les mesures protectionnistes des pays du « centre » ont des effets cumulatifs. Par exemple, des mesures qui frappent l'importation aux Etats-Unis de produits japonais (téléviseurs) poussent la Corée du Sud et Formose à freiner le rythme de réduction de leurs exportations de textile et d'habillement, parce qu'ils ne peuvent pas pénétrer aisément dans de nouveaux domaines (téléviseurs). Ceci a des répercussions, à son tour, pour les pays qui initient une production de biens manufacturés (entrée dans le textile et l'habillement).

b) Les industries de transformation transférées dans les pays sous-développés sont en grande partie celles pour lesquelles les taux de croissance des

débouchés mondiaux à moyen et long terme sont relativement les plus faibles. Par exemple, dans la quasi-totalité des pays impérialistes, depuis 1974, la demande finale d'articles textiles est en stagnation (*L'Expansion*, novembre 1978). Il sera aussi difficile à plus d'un de ces pays qui - en joint venture avec des compagnies japonaises, américaines ou européennes - construisent des complexes pétrochimique, de trouver des débouchés payants sur un marché mondial où existe 30% de surcapacité de production. Même si la réduction des plans d'investissements dans la production sidérurgique est moindre dans les pays latino-américains (Mexique, Brésil) que dans le «centre» impérialiste, elle reste cependant significative (le projet mexicain de Las Truchas, a, depuis la crise, été amputé de 18%).

c) Enfin, pour une série de pays, entre autres ceux d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Argentine), le modèle d'industries d'exportation du type Hong-Kong ou Formose ne semble pas devoir se renforcer dans le futur (en dehors de quelques zones franches). Ceci est dû aux obstacles protectionnistes, à la vigueur de la concurrence sur le marché mondial, au niveau des salaires lié au degré de développement comme d'activité de la classe ouvrière, au rapport salaire-productivité, à la stratégie des entreprises transnationales dont le rythme de croissance des investissements directs décline. De plus, ces dernières, en Amérique latine, restent largement tournées vers le marché intérieur (9).

En outre, comme produit même de l'industrialisation, le renforcement de la classe ouvrière et de ses luttes pourraient déranger plus d'un plan de technocrates du développement et de bourgeoisies nationales du «tiers-monde». Ceci n'est pas seulement valable pour l'Iran et le Brésil, mais même de façon embryonnaire, pour la Corée (voir *Business Week* du 18 décem-

bre 1978, «*Pourquoi le succès économique de la Corée menace Park*»).

LA TRAPPE DE L'ENDETTEMENT

«*Nous prévoyons (même si la croissance du commerce mondial se ralentit) une amélioration constante de la balance des paiements des pays développés aux frais aussi bien des producteurs de pétrole que des autres pays en voie de développement*» (*Financial Times* du 29 novembre 1978).

Le pronostic risque bien de se réaliser. Que ce soit l'évolution respective des cours des produits primaires et des matières premières (certains pays sous-développés pâtissent des deux); que ce soit les proportions de l'échange entre importations et exportations (en cas de récession, l'élasticité de la demande d'importations des PVDNP est beaucoup plus faible que celle des pays impérialistes, d'où la baisse des exportations des PVDNP est bien plus forte que celle des pays du «centre»); que ce soit les effets du taux d'inflation sur le taux d'intérêt (avec leurs répercussions sur le service de la dette des pays sous-développés); tous ces phénomènes concourent à alourdir le déficit de la balance des paiements.

Enfin, le modèle même d'accumulation des firmes transnationales provoque un déficit : leur balance des marchandises (importations d'équipements) et des services (dividendes, royalties, fret, assurances, etc.) est déficitaire. Ainsi, pour le Brésil, cinq grandes transnationales (Geigy, Bayer, Hoechst, du Pont, Monsanto) ont importé ensemble pour 177,9 millions de dollars pour les 9 premiers mois de 1978 et ont exporté pour 4,43 millions. Pour 1977, ce rapport était de 106,7 contre 3,06 millions (*Financial Times* du 5 décembre 1978).

Le déséquilibre de la balance des paiements a pris un caractère chronique pour les pays semi-coloniaux :

Déficit de la balance des paiements des PVDNP (en milliards de dollars).						
1973	1974	1975	1976	1977	1978	
8	24,5	40	26,5	26,5	40	

Source: Perspectives économiques de l'OCDE-décembre 1977-page 137 et juillet 1978, p.116-pour rectification de l'année 1977 et estimation pour 1978.

Pour amortir un tel déficit, les PVDNP sont contraints - comme d'ailleurs des membres de l'OPEP - à recourir à des sources «extérieures». Or, depuis 1963-1964, l'aide publique au développement stagne et même recule depuis le début des années 1970 (en termes réels)(10). Les pays sous-développés doivent donc se lancer sur le marché international du capital de prêt privé, avec les taux d'intérêt qui y sont d'usage !

Pour que cela soit possible, il fallait, d'une part, que se trouvent sur ces marchés des pétro-dollars (recyclage) et que, d'autre part, la baisse des investissements dans les économies impérialistes dégage une masse de capitaux disponibles pour des prêts et des spéculations. Les pays impérialistes sont aussi conscients de l'importance qu'il y a pour eux à maintenir les marchés du «tiers-monde». Tout recul d'un point de la croissance des «pays en voie de développement» se traduit par une perte de marché de 1,5 milliards de dollars pour les économies impérialistes (*Euro-money*, juin 1977, page 99). L'accroissement de la participation des banques dans les investissements directs dans le «tiers-monde» participe du même processus. Il traduit aussi la multiplication des initiatives économiques des bourgeoisies et Etats des pays sous-développés semi-industrialisés (en joint venture avec des firmes impérialistes, fort souvent) comme les réticences à des investissements directs des firmes transnationales en raison du «climat politique».

L'endettement du «tiers-monde» a donc crû. La structure de la dette s'est modifiée en faveur des prêts assurés par de grandes banques impérialistes (qui réalisent ainsi environ 50% de leurs profits - *Bulletin financier suisse* du 21 avril 1977).

Endettement extérieur des PVDNP (en milliards de dollars)	
1970	74,23
1975	151,40
1976	206,8
1977	250-260*
* Estimation	
Source : Société de banque suisse - «Le mois» No 1-1978 et «Africa» - décembre 1978-No 88)	

Selon la Banque mondiale, la dette des «pays à revenus intermédiaires» (Mexique, Brésil, Maroc, Pérou, Corée du Sud, etc.) a augmenté de 1970 à 1977 de 438%, en termes réels de 189% (Africa, décembre 1978).

En 1976, 40% de la dette de l'ensemble du «tiers-monde» sont financés par des prêts privés. La majeure partie des prêts est accordée à une douzaine de pays (les «riches») parmi les pauvres : ceux qui disposent soit de ressources potentielles énormes soit de revenus plus sûrs vu les exportations de produits manufacturés ou de matières premières clés) (11). En Afrique, quatre pays totalisent à eux seuls 69% des prêts privés (Africa, décembre 1978).

Une nouvelle tendance se dessine dans la structure d'endettement. Après s'être jeté sur l'euromonnaie, un petit nombre de pays sous-développés «privilegiés» entre sur le marché des euro-obligations (Brésil, Philippines, Mexique, Corée du Sud). Selon la *Morgan Guaranty*, le recours au marché des obligations est passé de 67 millions pour 1975 à 993 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de 1978 (*Herald Tribune - Special Report* no 2, novembre 1978, *The Euromarket*). Le service de la dette ne peut qu'augmenter, vu la proportion croissante des prêts privés. Ces derniers sont souvent à court terme, ou sont liés à des taux d'intérêt à court terme (*rollover credit*). Le rapport entre le service de la dette et les revenus d'exportation croîtra inexorablement. Pour le Brésil, le service de la dette de 8 milliards de dollars correspondra, selon les prévisions, à 66% des recettes d'exportation (*Le Monde* du 8-9 octobre 1978).

L'endettement des pays sous-développés traduit l'exploitation des masses ouvrières et paysannes : directement, car pour assurer des exportations à bas prix, il faut accentuer la surexploitation; indirectement, au travers de la fixation des prix des biens de consommation par l'Etat bourgeois, de l'augmentation des impôts, etc. Le FMI se charge d'indiquer les voies dans ce domaine, comme ce fut le cas au Pérou, au Chili, en Egypte, au Zaïre et plus généralement en Afrique. Il le fait pour protéger les banques impérialistes contre une cessation de paiements!

Dans la conjoncture actuelle les nuages s'amoncellent.

a) De gros débiteurs, qui ont accumulé ces quatre dernières années d'énormes prêts à court terme - ce qui a pour conséquence d'accroître de façon fantastique le montant des échéances - pourraient bien connaître de sérieuses difficultés. Si deux ou trois d'entre eux connaissent le sort du Zaïre (en 1976), les banques manifesteront quelques réserves à financer des emprunts supplémentaires d'autres pays sous-développés (ceci dans le meilleur des cas... car le krach bancaire ne serait pas loin, dans cette hypothèse). De plus, vu leur endettement, certains pays se trouvent contraints de prendre des mesures enclenchant une dynamique récessive, c'est ce que fait actuellement le Brésil.

b) La restriction du crédit aux Etats-Unis, décidée par Carter, va alourdir le service de la dette des pays sous-développés, car elle poussera les taux d'intérêts des prêts à court terme, dont on a vu l'importance pour le «tiers-monde». De plus, une récession aux Etats-Unis signifie une réduction des exportations vers ce marché. Les taux d'intérêts ne baisseront pas au début de la récession. Ainsi, durant une période, les deux effets négatifs s'additionneront pour les exportateurs et débiteurs de la «périphérie».

c) La hausse du pétrole alourdira la balance des paiements de nombreux PVDNP.

Si cela s'ajoute à des mesures protectionnistes stimulées par une récession de l'économie impérialiste, le contre-coup sera sévère pour ces derniers. Enfin, le retard pris dans des projets industriels, soit à cause de la situation politique (Iran), soit à cause du poids des surcapacités de production dans de nombreuses branches, accentue les difficultés financières des pays sous-développés.

Evolution des cours des matières premières, dynamique des exportations de produits manufacturés, perspectives financières, tout cela ne laisse pas présager une poursuite durable du développement relatif que ces pays ont connu dans les dernières années de la première phase de la crise présente de l'économie impérialiste internationale. Les différenciations s'accroîtront. Certains pourront maintenir encore une croissance (entre autres dans l'Asie de l'Est). Mais l'intégration profonde de ces pays dans l'économie capitaliste internationale, qui s'est installée dans la crise, portera ses fruits.

Le 17 décembre 1978

NOTES

- 1) «The United States and World Development. Agenda 1977». p.61. Praeger et S.Jain «Size distribution of income - a compilation data» - novembre 1974, rapport de la Banque mondiale.
- 2) OCDE-Coopération pour le développement, examen 1976 (nov.1976).
- 3) Research report No 3, International Food Policy Research Institute, Washington DC-cité par «The Economist» (16.9.1978).
- 4) Gérard Viguié, «La faim, le marché du siècle?» in «Politique étrangère» No 4, 1978.
- 5) Ernest Feder «Capitalism's Last-Ditch effort to save under developed agricultures - International agribusiness, the World Bank and the rural poor; in «Journal of contemporary Asia», Vol. 7, No 1, 1977.
- 6) Pour une critique des mécanismes de la stabilisation voir «Revue tiers-monde», 4/6 1976, voir aussi l'article cyniquement franc de «The Economist» (23.9.78) sur les «exemplaires» accords de Lomé et le système Stabex.
- 7) NACLA-Electronics, The Global Industry-avril 1977.
- 8) Rapport sur le commerce international 1977-78, GATT, Genève 1978.
- 9) Voir les articles de P.Salama et le compte-rendu d'un rapport de C.Furtado dans la «Revue tiers-monde» 4/6 1978 et l'étude de J.P. Agarwal dans «Die Weltwirtschaft»-Heft 1, 1978, p. 114-132.
- 10) Tiers-monde et monde industrialisé-M.Schiray p.64-Paris 1978.
- 11) Banque mondiale. Rapport sur le développement, p. 27.